

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

**Une explication de Staline
et du stalinisme** *par A. Rosmer*

Un de ceux qui firent la C.G.T. :
PAUL DELESALLE *par J. Maitron*

L'aventure sioniste et la question juive
par K. David

De Mussolini à De Gasperi
par A. Ciliga

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 170 fr.
Un an 300 fr.

EXTERIEUR

Six mois 200 fr.
Un an 380 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 15

(JUIN 1948)

La dernière œuvre de Léon Trotski : Une explication de Staline et du stalinisme ...	A. ROSMER
Le Carnet du Sauvage : Ni de Gaulle ni Thorez. — La déclaration d'Angers. — Encore Benès	P. MONATTE
Solidarité internationale ! Contre les libertaires espagnols la C.G.T. défend ses droits de... propriétaire !	J. MAITRON
Un de ceux qui firent la C.G.T. : Paul Delesalle	K. DAVID
A propos de la Palestine : L'aventure sioniste et la question juive	A. CILIGA
Georges Gaye est mort	A-V. JACQUET
La situation politique italienne : De Mussolini à De Gasperi	
Les élections stalino-fascistes de M. Nægelen	
Fascisme, bonapartisme, césarisme	

Parmi nos lettres

Galéjade ?

Notes d'économie et de politique

La baisse des prix, c'est le chômage. — Trois autres raisons pour agir sur les salaires et non sur les prix. — L'échelle mobile aux Etats-Unis. — Bravo, Bevin ! — Des juifs contre l'Etat juif. — Requête à la nouvelle ligue des Droits de l'homme. — A propos de la 4 CV. Renault. — Où la logique économique reprend ses droits R. LOUZON

La Renaissance du syndicalisme

A propos du referendum dans le Livre : une lettre de Roger Paul. — La réponse de Monatte. — Fusion... sans effusions. — Une grande espérance à ne pas décevoir. — On attendait des conceptions nouvelles. — La déclaration d'Angers.

Faits et documents

Les faits du mois. — Découverte de l'usine Renault. — Si la révolution éclatait... — Une fatale erreur de jugement de Benès.

Livres, journaux et revues

« Proudhon » par Edouard Dolléans M. CHAMBELLAND

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déserte jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'élever avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Une explication de Staline et du stalinisme ⁽¹⁾

Travaillant sur son « Lénine » dont il n'avait encore écrit que la première partie, Trotski se trouvait constamment arrêté; ses « déplacements » d'un bout à l'autre de l'Europe puis au Mexique, la difficulté de rassembler les documents indispensables n'étaient guère favorables à un travail méthodique et régulier. Il était en retard avec son éditeur américain qui lui suggéra alors d'écrire une biographie de Staline : il aurait ainsi tout loisir pour poursuivre son œuvre monumentale, cette biographie ne devant lui prendre que peu de son temps. La suggestion était saugrenue; passer d'une étude riche et attrayante à un sujet aussi pauvre et repoussant semblait inconcevable. L'éditeur insista. Trotski se résigna, mais après avoir déjà imaginé ce qu'il ferait du livre projeté. De Staline, il s'était occupé dans ses ouvrages publiés avant la guerre, notamment dans « la Révolution trahie » et dans « les Crimes de Staline »; la biographie lui permettait de prendre le sujet dans son ensemble, de peindre l'homme et de montrer comment et pourquoi il avait pu devenir le maître tout-puissant d'un immense pays.

Dans les premières années de la Révolution d'Octobre, il fut facile de connaître et de juger les hommes que l'insurrection victorieuse avait portés au premier rang; ils écrivaient, ils parlaient, on les voyait dans les congrès; des contacts personnels s'étaient même établis déjà pendant la guerre et il y avait eu les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Mais qui était Staline ? Il n'écrivait ni ne parlait; on ignorait même son nom. Lors de mon premier séjour à Moscou, en 1920, un homme qui s'intéressait plus à la petite histoire qu'à l'autre et qui, lui, connaissait tout le monde, me le caractérisa un jour ainsi : « Staline : une poigne, un ignorant mais une poigne. » Un jugement sommaire comme on voit; on constatera que c'était aussi celui d'Ivan Smirnov (« une nullité ») et de Kaménev (« un politicien provincial ») qui, tous deux, avaient eu l'occasion de le bien connaître, en déportation et aux armées. Mais alors une question surgit : comment un individu de cette sorte a-t-il pu avoir raison de ces hommes de la Révolution qui lui étaient tous supérieurs, comment a-t-il pu d'abord les éliminer de leurs postes puis les fusiller, pour devenir seul maître ? C'est précisément ce problème que Trotski s'est proposé de traiter.

Pour suivre pas à pas Staline dans son développement, pour fixer les traits de l'homme et l'activité du révolutionnaire, pour le placer toujours dans le cadre des circonstances, des situations successives, Trotski a été amené à évoquer le mouvement socialiste russe dans son entier développement; son information est ample et en partie inédite; l'ouvrage se trouve finalement constituer une suite et un complément

à l'« Histoire de la Révolution russe », limitée à la période Février-Octobre. Il a été préparé selon la même méthode, avec le même souci d'historien scrupuleux.

Lénine et Staline

Dans l'encens désormais consacré, Staline est toujours le disciple, le meilleur disciple, le confident, le conseiller de Lénine : ce sont des formules stéréotypées. Si Trotski écrivait l'histoire à la manière des historiographes staliniens, il lui aurait été facile de simplifier le problème en s'en tenant aux faits qui montrent Lénine critiquant, attaquant Staline et, finalement, rompant avec lui, avec l'homme et avec le camarade de parti. La règle qu'il observe est exactement le contraire; il ne néglige rien de ce qui peut servir la thèse officielle, depuis la lettre à Gorki (« nous avons ici un merveilleux Géorgien ») jusqu'aux dépêches où Lénine dit : « Je vais consulter Staline ». Ses démonstrations en deviennent plus probantes et décisives puisqu'il réfute par avance les arguments qu'on pourrait lui opposer.

Il est indéniable que Lénine a grandement apprécié certains attributs de Staline, les plus marquants : la ruse, la fourberie, le cran. Ils faisaient de lui un exécutant précieux et sûr, l'homme du « dirty work », de la cuisine, des manœuvres qui semblent inhérentes au fonctionnement des partis.

C'est à l'occasion des « expropriations » qu'un contact personnel s'établit entre les deux hommes. Après la Révolution de 1905, les bourgeois libéraux qui jusqu'alors fournissaient des subsides aux partis social-démocrates fermèrent leurs bourses. La caisse du parti bolchéviste se trouva vide; l'activité et la propagande étaient brusquement paralysées. Les « expropriations » apparurent comme un moyen de se procurer les ressources indispensables. Lénine, qui tenait beaucoup à un plein fonctionnement de l'appareil du parti, en était un chaud partisan; même quand elles eurent été condamnées par la majorité de son parti, et surtout par les menchéviki, il persista, pour un temps, à les couvrir. Pour cette sorte d'opérations, Staline était son agent, sans qu'on pût jamais préciser exactement le rôle qu'il y joua : il sait à merveille se dérober, agir de la coulisse.

Lénine restait très attaché aux hommes qui lui avaient inspiré, une fois, confiance. Par la suite, il ne manqua pas une occasion de « pousser » Staline, insista pour qu'il entre au Comité central puis au Bureau politique, enfin ratifia sa désignation comme secrétaire général du parti, bien qu'à plusieurs reprises

(1) Staline, par Léon Trotski, 1. vol., XIV + 620 pages, 540 fr. Grasset, éd.

il ait critiqué sévèrement son attitude politique : en 1912-1913, quand Staline avait la responsabilité de la « Pravda », en 1917 quand il préconisa la fusion avec les menchéviks. Bien que cela puisse paraître contradictoire, Staline, brutal et borné, adopte toujours, quand il est laissé à lui seul, une position opportuniste, prône et défend des compromis ; il imaginera la tactique du « front populaire » — contre-pied du « front unique » conçu par Lénine pour rassembler les ouvriers — qui, partout, conduira le prolétariat à la défaite.

A partir du moment où il s'est installé au secrétariat du parti, une grande transformation s'opère en lui. Jusque-là il a eu conscience de ses limitations ; il ne se voyait pas destiné aux grands emplois. Cependant, comme secrétaire, il dispose d'un grand pouvoir ; il place et déplace les membres du parti — ce que faisaient aussi ses prédécesseurs. Mais tandis que ceux-ci ne songeaient qu'à l'intérêt de la Révolution et du parti, sa nouvelle fonction lui révèle la puissance qu'il peut dès lors acquérir s'il sait l'utiliser pour ses fins personnelles : la possibilité de se débarrasser des gêneurs, de se créer une clientèle à l'aide de laquelle il deviendrait facile de gouverner. C'est alors que les relations entre Lénine et lui prennent un tour dramatique. Lénine n'a pas pu ne pas s'apercevoir des changements survenus en Staline lui-même, de l'importance démesurée prise par l'appareil, de la politique personnelle que poursuit Staline, notamment en Géorgie, de sa brutalité, de sa déloyauté. Il le dénonce, prend le parti de ses opposants géorgiens, rédige ses ultimes recommandations, insiste sur l'élimination de Staline du secrétariat, prépare une attaque impitoyable pour le congrès du parti... Trop tard ; même son ultime recommandation sera vaine. Staline restera au secrétariat ; en outre, il aura désormais la voie libre devant lui. Telles furent les relations du « disciple » avec son « maître ».

La légende, ici, a une certaine base. Il en est d'autres qui sont entièrement fabriquées et dont on suit les différents états en dépouillant les écrits des thuriféraires : les rééditions successives marquent les étapes de l'ascension. Elles atteignent leur forme définitive quand les oppositions ont été, toutes, anéanties ; à partir de 1929, l'histoire de la Révolution russe subit, dans les ouvrages officiels, une révision générale.

L'homme dans l'adolescent

Trotsky n'avait pu connaître Staline qu'à partir de 1917. Pour étudier la période de formation, les origines, l'enfance et l'adolescence en Géorgie, il s'est astreint à lire les souvenirs et mémoires d'amis d'enfance, de condisciples ; devenus pour la plupart des adversaires politiques, leurs écrits ne pouvaient être utilisés qu'avec précaution. Tous les témoignages sont d'ailleurs concordants pour l'essentiel ; l'homme était déjà tout entier dans l'adolescent ; partout où il passe il laisse la même impression de fourberie et de cruauté, les mêmes suspicions ; il se complait dans les machinations et les intrigues. Un mauvais camarade, un compagnon peu sûr, toujours prêt à trahir ses partenaires si son intérêt l'exige. Triumvir, il flirte avec l'opposition quand l'issue du débat est encore douteuse. Le pacte avec Hitler, préparé et conclu sous le nez de ses amis antifascistes, indiquera jusqu'où peut aller son double jeu.

La défaite du bolchevisme

Il ne saurait être question d'examiner ici chacun des problèmes sur lesquels ce livre apporte une abondante information. On ne peut que mentionner les principaux : pourquoi l'opposition, les oppositions ont été battues ; comment s'est déroulé le Thermidor russe ; sa comparaison avec le Thermidor français ; la composition et le caractère de la nouvelle société russe en formation ; la consécration d'une inégalité sans cesse croissante ; le rôle du parti ; l'histoire du parti bolchéviste — il est intéressant de noter que sa direction réagit assez mal devant chaque crise décisive ; en 1905, elle doit attendre la venue de Lénine pour comprendre la signification du mouvement et s'y mêler ; pendant la dure période de réaction consécutive à la défaite, le parti tombe en morceaux ; il ne supporte pas mieux que les autres l'épreuve de la première guerre mondiale, et pas mieux que les autres non plus ne comprend le sens de la révolution déclenchée en février 1917. On constate toujours un accord entre Lénine et des groupes d'ouvriers du rang, et aussi avec d'autres organisations qui viennent alors renforcer le parti, mais les lieutenants défailants témoigneront une hostilité, sourde ou avouée, à l'égard des nouveaux venus (1).

Ceux qui se satisfont en annonçant que stalinisme et bolchévisme sont identiques, que l'un découle nécessairement de l'autre, ne trouveront en tout cela rien à apprendre ; ils montrent à peu près autant d'intelligence que les historiens bourgeois qui affirment que Danton, Robespierre et les thermidoriens, c'est la même chose, et concluent gravement que « la révolution se dévore elle-même » quand c'est la contre-révolution qui ronge les conquêtes de la révolution. On n'a pas oublié sans doute l'hygiène chauvine que les Ehrenbourg eurent mission, d'ordre de Staline, d'entretenir durant la guerre. Un spécialiste new-yorkais de l'« antifascisme » croyait alors être très spirituel en disant : « Je ne connais de bons Allemands que ceux qui sont morts ». On trouvera, à la page 459 du livre, des proclamations lancées par Trotski dans des circonstances non moins tragiques — quand, en 1919, Ioudénitch menaçait sérieusement Pétrograd — qui lui permettent d'écrire : « La haute tâche de l'éducation socialiste était étroitement rattachée par nous à celle de la guerre. »

Le rôle du poison. — L'organisation de l'Armée rouge

Quel rôle a joué le poison dans l'ascension de Staline au pouvoir ? Qu'on ne se hâte pas de crier au mélodrame. C'est Staline lui-même qui a, involontairement, introduit le poison dans sa biographie. Au cours d'un des « procès de Moscou », un des médecins du Kremlin, le Dr Lévine s'accusa d'avoir empoisonné Gorki — d'ordre de Iagoda. Sur la base des données

(1) Un essai intitulé : « Trois conceptions de la révolution russe », donné en appendice expose avec une clarté remarquable les diverses tendances qui se manifestèrent à l'intérieur du socialisme russe ; la violence des polémiques les obscurcissait et tendait à faire croire qu'il s'agissait surtout de disputes scolastiques et byzantines entre groupes d'émigrés. Il précise la propre conception de l'auteur : la révolution permanente.

mêmes du procès, et de ce qu'on savait de l'attitude de Gorki, Trotski conclut qu'il y avait bien eu empoisonnement mais que Iagoda n'était ici qu'un prête-nom pour Staline. J'appris, dès mon retour, que les déductions et conclusions de Trotski étaient correctes : lors de son passage à Paris, un homme en qui on peut avoir pleine confiance mentionna au cours de la conversation l'empoisonnement de Gorki comme un fait classé que personne, à Moscou, ne songeait plus à discuter. On apprendra, par une révélation de Trotski, que Staline avait déjà parlé de poison quand Lénine était momentanément paralysé.

Bien que cette biographie concentre l'attention sur le personnage qui en est l'objet, elle apporte, accessoirement, une information précieuse sur Lénine, dont on voit comment il conquiert et exerce son ascendant indéniable, et sur l'auteur lui-même. Parce qu'il fut commissaire à la Guerre, on a tendance à penser qu'il ne put échapper à une certaine déformation professionnelle. Si quelqu'un, dans ces récits, fait figure de soudard, de reître, c'est précisément Staline, tel que le montre son comportement aux armées d'après ses propres rapports et dépêches dont Trotski donne quelques spécimens.

A plusieurs reprises Trotski revient sur l'organisation de l'Armée rouge, indique quel fut son rôle : équiper au mieux les soldats ; se porter vers les secteurs en difficultés pour rassembler, reconstituer des unités, épuisées ou démoralisées par une suite de revers, disparaissant dès qu'elles avaient été mises en état de contre-attaquer victorieusement. Humilité feinte ou tardive, diront peut-être ceux qui veulent voir quand même un foudre de guerre en Trotski, mais s'ils veulent bien se reporter aux débats du troisième congrès de l'Internationale communiste, ils verront que Trotski s'exprimait en des termes identiques à la séance du 24 juin 1921. Répondant à un délégué polonais, il déclarait : « **Le camarade Brand affirme que nous conquerrons la bourgeoisie non avec des statistiques mais par l'épée et il s'efforce d'en voir une confirmation dans le fait que c'est moi qui ai été chargé du rapport. Qu'on me permette de dire franchement que j'ai eu beaucoup plus affaire aux statistiques de l'Armée rouge qu'à son glaive. Si le camarade Brand s'imagine que je participais aux combats de l'Armée rouge l'épée au poing, il se fait une idée trop romantique de ma fonction... Le camarade Brand peut se rappeler que, durant notre avance sur Varsovie, nous commimes quelques erreurs dans nos calculs, évaluant mal les distances et les forces et la capacité de résistance de l'ennemi.** » On sait que Trotski avait été opposé à la marche sur Varsovie dont l'échec eut de si graves conséquences ; il connaissait bien l'Armée rouge et savait ce qu'on pouvait lui demander.

Le véritable testament de Trotski

Le livre est resté inachevé : le tueur stalinien n'a pas permis à Trotski de mener l'œuvre à son terme. Cependant l'essentiel était déjà écrit, mais, naturellement, le récit s'arrête avant l'entrée en guerre de la Russie. Le succès fait vite oublier les côtés détestables ou odieux d'une entreprise (dans ses Mémoires de guerre, Churchill s'extasie sur « la façon magistrale dont Vychinski a monté les « procès de Moscou ») et il n'a pas manqué de critiques pour conclure des victoires russes que Trotski, une fois de plus, s'était trompé dans son appré-

ciation de Staline. James Burnham, qui est passé d'un bond du communisme de la IV^e Internationale chez les managers a été si impressionné par les prouesses de l'armée russe qu'il a écrit, de son côté, que non seulement Trotski avait terriblement sous-estimé la solidité du régime stalinien mais que Staline était l'héritier de Lénine ; on a parfois des illusions sur l'intelligence des professeurs de philosophie. Si on est un grand capitaine parce qu'on est capable d'envoyer des masses innombrables d'hommes à la mort et d'en faire tuer quinze millions, Staline est incontestablement un grand capitaine.

Les principaux ouvrages de Trotski — **L'Autobiographie, l'Histoire de la Révolution russe** — sont en ce moment inaccessibles ; tous les exemplaires existants ont été détruits par la Gestapo pendant l'occupation. Ce livre arrive ainsi à son heure ; il pourra, dans une certaine mesure, les remplacer. Surtout il constituera une réponse aux fabrications et aux déformations qui, ces derniers temps, apparaissent de côté et d'autre ; le modèle des fabrications étant le prétendu Testament publié par **France-Dimanche**, et celui des déformations l'article de Gilles Martinet dans **la Revue Internationale**. Dans les rangs des membres de la IV^e Internationale l'opposition à cette partie du programme qui comportait la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., se développait à mesure que la dégénérescence de la Russie soviétique s'accroissait. Le pacte Staline-Hitler lui donna une nouvelle impulsion. De vives discussions s'ensuivirent, et c'est au cours de ces discussions que Trotski retint l'hypothèse d'une consolidation possible d'Etats totalitaires esclavagistes au cas d'une faillite du prolétariat à l'issue de la guerre, venant après les défaites de la révolution en Italie, en Allemagne, en Espagne, après le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale vingt ans seulement après l'autre. Mais il ne la retint que pour la rejeter. Pour utiliser honnêtement cette discussion il aurait suffi d'en indiquer la conclusion : Trotski donna alors tout son appui à la fraction qui continuait à vouloir défendre l'U.R.S.S. — **on était au début de 1940** — et déclara : « Notre route reste toujours la même. Nous mettons le cap sur la révolution mondiale. »

A. ROSMER.

Il s'agit moins de rendre un peuple heureux que de l'empêcher d'être malheureux. N'opprimez pas, voilà tout. Chacun saura bien trouver sa félicité. Un peuple chez lequel serait établi le préjugé qu'il doit son bonheur à ceux qui gouvernent, ne le conserverait pas longtemps...

(SAINT-JUST, « Pensées ».)

Le Carnet du Sauvage

Ni de Gaulle ni Thorez

Ce n'est pas parce que nous refusons Thorez que nous devons nous jeter dans les bras du général de Gaulle. Nous repoussons le totalitarisme rouge ; ce n'est pas pour accepter le totalitarisme blanc. Le masque du stalinisme peut abuser d'aucuns — même tauté une génération ouvrière — et les empêcher de voir qu'il cache l'impérialisme russe de toujours. Le masque de l'antisovietisme ne nous trompera pas davantage. Nous nous demandons comment on peut se méprendre et ne pas voir derrière de Gaulle le vieil esprit de réaction, le nationalisme borné et la poigne patronale. Dans le meilleur des cas ce général incarne au mains l'imbécile coq gaulois et tautés les fanfaronnades du chauvinisme. Qu'il le veuille ou non, il apparaît à la bourgeoisie française comme son sauveur. Le syndicalisme n'a pas à faire assaut de nationalisme avec nos chauvins. Il laissera ce rôle stupide et dangereux aux soi-disant bolcheviks qui en 1948 trouvent le moyen de manger du « boche » taut en célébrant le Manifeste communiste.

Qu'on retrace l'ancienne équipe rédactionnelle du journal **Combat**, à l'exception d'Albert Camus, à la tête du **Rassemblement**, l'organe du R.P.F., ce n'est pas tellement extraordinaire. Il était difficile d'aller de la Résistance à la Révolution. Le sentiment national exaspéré éloigne plus des problèmes sociaux qu'il n'en rapproche. Peut-être, en d'autres circonstances, avec un mouvement ouvrier sain, ces équipes d'intellectuels auraient-elles trouvé un autre chemin. Mais à une époque où le parti communiste rivalise de nationalisme avec nos déraulédistes, réclamant avec eux la rive gauche du Rhin et où la C.G.T. se réjouit de l'annexion de la Sarre, Brigue et Tende, où le parti socialiste a peur de ne pas paraître assez bon français, les Albert Ollivier et les Pascal Pia sont excusables après taut.

D'un Malraux, il ne faut pas s'étonner davantage. Il reste dans la tradition de Maurice Barrès et de Paul Adam. Nous revivons une sorte de boulangisme. Comme alors, on voit des écrivains qui singeaient l'anarchisme ou l'esprit révolutionnaire passer dans l'autre camp. Il n'est pas d'esprit révolutionnaire solide sans base de classe. L'auteur des **Conquérants** se condamnait à n'être qu'un aventurier du moment qu'il se moquait de conquérir la justice pour la classe spoliée. Sa conquête était sans but. Elle n'était qu'un moyen. Pour qui faire la Révolution si l'on ignore et méprise la classe ouvrière ?

C'est cette éclipse de l'esprit de classe qui explique toute une sorte de ralliements à de Gaulle. Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir été élevé sur les genoux de Guesde pour faire, comme Paul Faure, tant de sourires au gaullisme. Il est vrai que Guesde lui-même en 1914 a bien oublié le guesdisme et son enseignement de la lutte de classe.

On m'assure que certains anciens oppositionnels communistes et pas mal d'anciens syndicalistes seraient parmi les propagandistes du **Rassemblement ouvrier gaulliste**. Boris Souvarine notamment serait du nombre. Bertin, l'animateur d'**Au Travail**, pendant la dernière guerre, aussi. Et beaucoup de ceux qui marchèrent avec Belin et Froideval. Je cite les noms qui circulent afin qu'an soit fixé et que chacun puisse dire s'il y a erreur ou non sur le rôle qu'on lui prête.

Il y aurait, assure M. Jacques Baumel, 700 groupes ouvriers R.P.F. rien que dans la région parisienne. « Un jour, a-t-il dit encore, naîtra une grande centrale syndicale française indépendante rassemblant tous les ouvriers français. Au syndicalisme d'opassi-

tion succédera un syndicalisme d'association. Il faut dépasser la vieille notion éculée de la lutte de classes. » On se réclame de Louis Blanc. On invoque Lefrançais et Vallès. Mon pauvre Ollivier, vous épatez rudement Lefrançais s'il vous lisait dans sa tombe. Qu'est-ce qu'il vous passerait !

Ce syndicalisme d'association, nous l'avons connu. Ce n'est pas le syndicalisme réformiste de Keufer et de Coupat. Ce n'est pas le syndicalisme de collaboration de Jouhaux et d'Albert Thomas. C'est quelque chose qui rappelle davantage le syndicalisme jeune de Biety. Mais qui s'apparente plus encore avec le Front du travail hitlérien. C'est une resucée du national-socialisme.

Je me demande qui a bien pu avoir le frant d'écrire dans le **Rassemblement** du 17 avril ces chasses qui méritent de n'être pas oubliées :

« Force Ouvrière, quoi qu'elle prétende, ne paraît pas devoir dépasser le vieux syndicalisme anarchiste du siècle passé, qui refuse de s'adapter aux nécessités de notre temps, alors que le syndicalisme, dans la plupart des pays de l'Occident, a quitté le terrain purement revendicatif pour s'efforcer de contribuer au progrès économique, condition du progrès social. La charte d'Amiens, l'émancipation du prolétariat par la grève générale restent, en effet, la base de l'action de Force Ouvrière. On se demande si, avec de tels mots d'ordre, elle peut lutter contre la C.G.T. communiste, si en ressassant une idéologie anachronique, elle peut faire autre chose que de sambrer lentement dans une somnolence syndicale, d'ailleurs assez can-farme à la tradition. »

Je crois bien avoir lu ça sous diverses plumes, depuis pas mal d'années. C'est une pensée de réalistes, paraît-il. Réalistes du bolchevisme. Réalistes du révisionnisme syndical tirant vers la collaboration gouvernementale.

Hélas, c'est parce qu'elle ne croit plus, au qu'elle ne croit pas assez à la charte d'Amiens, que Force Ouvrière ne comprend pas les nécessités de notre temps. Elle fait seulement semblant d'y croire ; elle agit taut à fait autrement. C'est cela qui explique sa faiblesse, son manque de prise sur les événements et son absence d'horizon. C'est quand elle ne fut plus animée par l'esprit d'Amiens que la C.G.T. sombra dans la somnolence. Que cet esprit habite vraiment Force Ouvrière et l'activité féconde reviendra du même coup. Malheureusement, nous en sommes peut-être loin.

Il y a quelques années on rapportait ce mot d'un bourgeois de Vichy scandalisé de se trouver plus révolutionnaire que Belin. Ce n'était pas étonnant. N'avait-on pas appelé Belin justement parce qu'il n'y avait pas en lui une seule goutte d'esprit révolutionnaire ?

Dernièrement, un observateur assez sagace du mouvement syndical me faisait cette remarque : « Vous avez tort d'être contre la politique de la présence dans les organismes gouvernementaux, notamment au Conseil national économique. Il faudrait y être et y défendre le point de vue révolutionnaire que vous défendez au dehors. »

Je lui répondis : « Crayez-vous qu'on nous le laisserait faire deux-fais ? Crayez-vous même qu'on nous ouvrirait la porte ? Ne pensez-vous pas qu'on ouvre ces portes seulement dans la mesure où l'on ne craint rien de tel ? »

Mon interlocuteur sourit : « Vous avez probablement raison. C'est une contradiction impossible à résoudre. »

C'est encore plus vrai pour les gens qui montent

de bonne foi, en croyant être très malins, dans la galère du gaullisme. Naturellement je ne parle pas de ceux qui acceptent de noyauter nos organisations syndicales et de les entraîner derrière le char du grand Charles en sachant fort bien la besogne qu'ils font ainsi. Leur grande centrale syndicale n'est pas près d'être faite.

La déclaration d'Angers

Le malaise produit par le congrès F.O. parmi les éléments révolutionnaires vient de se traduire dans les faits par deux manifestations assez différentes : la déclaration d'Angers faite par un certain nombre de militants syndicalistes de l'Ouest ; la participation de quelques autres à la conférence de La Haye pour les Etats-Unis d'Europe.

Avant de parler de cette dernière, je voudrais bien avoir plus de renseignements. Savoir ce qui a entraîné des camarades comme Mathé, Lapeyre et Lafond à aller là-bas ; ce qu'ils y ont fait ; quelle impression ils en ont rapportée. Ils auraient pu donner quelques explications avant ; on ne comprendrait pas qu'ils ne développent leur point de vue après. Même si je ne dois pas partager ce point de vue, je tiens à le connaître exactement. Je ne dois pas être seul à avoir ce désir. Qu'est-ce qui les empêche de l'exposer dans la R. P. ? Son rôle de coopérative intellectuelle l'obligerait à accueillir un tel exposé. Naturellement on discuterait ensuite. Le sujet en vaut la peine, je pense. Il est un peu épineux. Raison de plus pour l'aborder.

Aujourd'hui, je voudrais examiner ce qu'on a appelé la déclaration d'Angers. Lacueille est venu nous demander de la publier. Nous avions déjà décidé de la reproduire dès que nous en avions eu connaissance. « Publiez-la et discutez-la, nous a-t-il dit. — Bien sûr. Comme il se doit entre camarades », avons-nous répondu.

Cette déclaration, qu'on lira à la Renaissance du syndicalisme, porte la signature de quatre secrétaires d'Unions départementales F.O. : Hébert, de la Loire-Inférieure ; Hervé, d'Indre-et-Loire ; Lacueille, du Cher ; Pataux, de Maine-et-Loire. Elle est signée aussi par Périer, qui fit une intervention vigoureuse au congrès F.O., et par Thureau, le secrétaire de l'U. D. de Maine-et-Loire de la C.N.T. Cela m'a rappelé le vieux temps où Pelloutier, alors à Saint-Nazaire, voisinait avec les militants des Bourses du Travail de Nantes et de Tours. Y aurait-il dans le mouvement un vieil esprit de l'Ouest ? Il est vrai que cet état d'esprit se trouvait vite partagé ailleurs. Mettons qu'un foyer régional vient de se rallumer. Ce sera plus exact. Et si cela pouvait servir d'exemple, il faudrait s'en réjouir. Qu'on n'attende pas trop de Paris. Qu'on n'en attende pas tout, surtout. Qu'on dise ce que l'on pense de la situation générale à Lille et à Marseille, à Nancy et à Bordeaux, à Lyon et à Limoges.

La déclaration d'Angers constate d'abord la réticence dont témoigne la classe ouvrière à l'égard de l'orientation et de la structure de la C.G.T.F.O.

Réticence, c'est le moins qu'on puisse dire. Manque d'attraction, attente avant de juger et de se décider à adhérer, élan freiné. On veut voir venir. D'autant plus que Frachan se fait si sage, si sage.

La déclaration préconise un regroupement, un rassemblement de tous les syndicalistes, quelle que soit leur appartenance syndicale, ou même qu'ils soient présentement inorganisés. Il convient, dit-elle, de construire un mouvement syndical habitable pour tous.

Une question se pose immédiatement : Ces quatre secrétaires d'Unions départementales F.O. valent-ils le regroupement, le rassemblement possible au sein de F.O. ou ne le croient-ils pas possible ? Dans ce dernier cas, qu'envisagent-ils ? Une autre C.G.T. ? Ou le ralliement à la C.N.T. ?

Je suppose que du moment où ils se contentent

de poser la question, c'est qu'ils n'ont pas encore trouvé de réponse satisfaisante. Ils font bien de la poser, mais ils auraient tant de se hâter de répondre. Leur expérience de F.O. est trop courte, à mon avis, pour qu'ils puissent prononcer un jugement sérieux.

Il y a le sammet et il y a la base. Il y a ce qu'on peut faire en trois mois et ce que l'on peut faire en trois ans. Ils savent comme moi, j'imagine, que l'organisation parfaite et le mouvement à l'état pur ne sont pas de ce monde. L'expérience qu'ils font à F.O. est à ses débuts. Qu'ils ne se hâtent pas de conclure. Il faut éviter la dispersion, la désagrégation. Il faut en même temps refaire un mouvement en partant de la base, avec les éléments qui existent.

Les difficultés ne manquent pas. Les syndicalistes révolutionnaires sont éparpillés à travers les centrales. Est-il possible de les rassembler dans une même confédération ? Ce qui paraît désirable et tout simple à première vue l'est beaucoup moins à la réflexion. Joyeux s'emballe dans le **Libertaire** quand il voit la chose non seulement possible, mais facile. Ce qu'il dit notamment du syndicat des correcteurs montre qu'il ne saisit pas la distinction essentielle qui existe entre un groupe d'opinion et un syndicat. On ne fait pas une confédération avec des adhésions individuelles de militants ; on fait une confédération avec des fédérations et des U.D., qui elles-mêmes ne peuvent être formées qu'avec des syndicats, lesquels syndicats embrassent non pas les ouvriers de même opinion mais des ouvriers d'opinions différentes qui ont le même intérêt, le même besoin de lutter contre leur patron, puis à un étage plus élevé contre le capitalisme et contre l'Etat. Demander aux syndicalistes révolutionnaires de quitter le syndicat ainsi compris, le véritable syndicat, le syndicat tel qu'il devrait être, c'est courir deux risques : isoler le militant de sa corporation et priver la corporation de ceux qui peuvent l'animer. D'un côté le levain ; de l'autre la pâte. Le levain s'aigrit et la pâte ne lèvera pas.

Dans une période de scission syndicale, à plus forte raison dans une période de désagrégation, le maigre mal consiste à garder l'unité de base dans le syndicat et à suivre le syndicat là où il décide d'aller. Je connais les difficultés que cela présente. Ce n'est pas toujours possible, pour tout le monde. Il est facile peut-être dans certaines corporations, surtout chez les fonctionnaires, de former un syndicat d'opinion sans que les syndiqués aient trop à en souffrir, même sans qu'ils aient à en souffrir du tout. Il n'en est pas de même dans l'industrie privée, en particulier dans le Livre. Maintenir l'unité chez les correcteurs par exemple, ce n'est pas faire du corporatisme étroit, c'est faire du véritable syndicalisme.

Alors que faut-il faire ? A mon avis, demander aux syndicalistes révolutionnaires partout où ils se trouvent de ne pas s'endormir, de travailler pour leurs idées, de ne pas se regarder en chiens de faïence pour des questions de Confédération. Les syndicalistes qui sont à la C.G.T. ne font certainement pas ce qu'ils pourraient faire. Ceux qui sont à F.O. non plus. De même ceux qui sont à la C.N.T. Ou dans les syndicats autonomes ou indépendants. Qu'un lien soit utile entre tous, je n'en disconviens pas. Il suffit qu'on sente et réagisse de même dans les grandes questions, pour que ce lien soit possible. Quand on lit sous la plume d'un militant ouvrier chrétien ce que nous reproduisons aux Documents sur l'usine Renault on est amené à penser que ce lien pourrait couvrir un fameux espace. Lien d'opinion, pas lien d'organisation. Si c'est ainsi qu'on comprend la Conférence des syndicalistes révolutionnaires dont il est question, elle pourra peut-être donner quelques fruits ; si l'on veut rabattre pour une centrale syndicale, j'ai grand-peur que cela ne donne rien de bon.

Dans la déclaration d'Angers un autre point mérite discussion. C'est ce qu'elle dit à propos de la grève

et de la grève générale, auxquelles elle oppose l'occupation gestionnaire.

A leur façon, nos camarades ont l'air de se demander eux aussi, comme la revue **Esprit**, si la grève n'est pas anachronique. Mais tandis que les collaborateurs d'**Esprit**, raisonnant sur les grèves de novembre-décembre, oublient l'essentiel, c'est-à-dire que ces grèves n'étaient pas de vraies grèves mais des grèves déformées, exploitées pour d'autres motifs que les motifs invoqués et ne pouvant que discréditer l'arme de la grève et l'arme de la grève générale, la déclaration d'Angers peut aboutir au perfectionnement de cette arme qu'est la grève.

« La grève générale, sous forme d'arrêt du travail, ne constitue plus, actuellement, un moyen d'action efficace, la paralysie de la vie économique touchant en premier lieu les conditions d'existence des travailleurs. Nous affirmons; dit la déclaration d'Angers, que le mode d'action directe le plus opérant est l'occupation gestionnaire. »

Occupation gestionnaire contre grève générale ? Il ne faut pas plus opposer ces deux notions que nous n'avons opposé il y a dix ans l'occupation d'usine à la grève. De même que l'occupation d'usine était un perfectionnement de la grève, l'occupation gestionnaire est un perfectionnement de l'occupation d'usine.

Nos camarades tirent la leçon qui se dégage particulièrement des dernières grèves du métro et des chemins de fer. Pour des syndicalistes, la grève est dirigée contre le patron, et non pas contre le public. Quand elle blesse le public et non le patron, elle manque son but, elle discrédite l'arme de grève, elle dresse l'opinion contre les grévistes et finalement contre la classe ouvrière.

Il est certain que l'occupation gestionnaire au métro ou dans les chemins de fer, c'est-à-dire le travail non arrêté, le travail continuant, les trains roulant, mais au détriment du patron, sans qu'il soit distribué de billets, cela risque de frapper autrement l'opinion, et surtout la caisse patronale.

Les employés de tramways de Marseille en avaient lancé l'idée il y a deux ans. Bien dommage qu'ils ne l'aient pas mise en pratique en novembre dernier. Ils auraient fait plus belle œuvre. Mais cette forme de lutte se heurte forcément, même là où elle est possible, à de multiples difficultés. Elle suppose une belle conscience syndicaliste. En outre elle n'est pas possible dans toutes les industries. Je la vois mal dans la métallurgie ou le bâtiment, par exemple. Mais que l'idée en ait été formulée, cela prouve que la pensée ouvrière ne dort pas, qu'elle est toujours à la recherche d'un perfectionnement, d'une adaptation aux conditions mouvantes de la lutte.

Lorsque nos camarades affirment la nécessité de s'orienter vers la gestion ouvrière définitive ils ne font que reprendre, sous une forme plus concrète peut-être, ce que dit la charte d'Amiens lorsqu'elle voit le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, demain groupement de production et de répartition.

Pour tout cela, la déclaration d'Angers mérite attention et réflexion. Elle n'est pas un banal témoignage du mécontentement produit par le comportement obtus des dirigeants de Force Ouvrière.

Encore Benès

Benès a démissionné de ses fonctions de président de la République tchécoslovaque. Il ne pouvait plus paraître couvrir la besogne totalitaire faite dans son pays. Il va se remettre à la rédaction de ses Mémoires.

Puisse-t-il rechercher et dire comment il s'est laissé duper en 1937, dans l'affaire Toukhatchevsky.

Puisse-t-il y expliquer aussi comment il a pu en 39

répondre à Roosevelt qui l'interrogeait sur la valeur d'un engagement pris par les Russes : « Si Staline lui-même donne sa parole, on peut avoir absolue confiance en lui. » Réponse qui aida Roosevelt à fixer sa politique.

S'il est quelqu'un pourtant dont toute la vie montre qu'il a trahi mille fois sa parole, c'est bien Staline.

Enregistrons en outre cette déclaration du journaliste tchécoslovaque Ivan Herben (**Monde**, du 9 juin) à propos du putsch stalinien de février dernier :

« C'est un fait historiquement prouvé que Zorine, le ministre adjoint des Affaires étrangères soviétique, présent à Prague au moment des événements de février, conseilla à Gottwald de menacer Benès d'une guerre civile et d'une intervention militaire de l'U.R.S.S. ainsi que de l'arrestation de ses plus proches amis, s'il ne cédait pas. Dieu sait à quelles autres menaces Gottwald eut recours. »

Le professeur Benès a manqué singulièrement d'esprit critique et d'intelligence historique. Dans ses Mémoires que pourra-t-il bien invoquer à sa décharge ?

Pierre MONATTE.

Solidarité internationale ! Contre les libertaires espagnols la C.G.T. défend ses droits ... de propriétaire !

Pendant les batailles de la libération de Paris, les camarades qui animaient le mouvement libertaire espagnol clandestin avaient occupé « manu militari » le bâtiment de la rue de la Douane, qu'ils avaient restitué à la C.G.T.

Pour les récompenser, celle-ci offrit l'hospitalité dans ce même immeuble au Comité régional du mouvement et à son organe **Solidaridad Obrera**.

Seulement cela ne faisait pas l'affaire des staliniens qui supportent mal l'indépendance des militants libertaires et syndicalistes de la C.N.T. espagnole. Il fallut l'intervention de Jouhaux, pour que ceux-ci ne soient pas expulsés par la force.

L'attitude des libertaires espagnols, pendant les grèves de l'année 1947, excita encore la colère des colonisateurs de la C.G.T., à qui la scission confédérale laissa toute liberté de manœuvre.

On hésita à charger des équipes spécialisées de la besogne « guerrière » que les Allemands en retraite n'avaient pas osé accomplir en août 1944. Mais on n'hésita pas à en appeler à la justice bourgeoise.

La dénonciation du scandale de Karaganda (cf. **R.P.** de mai 1948) dans **Solidaridad Obrera** précipita les choses. Et sur requête de la C.G.T., le Tribunal civil de la Seine ordonna l'expulsion de l'organisation espagnole des locaux de la rue de la Douane — avec menace d'intervention de la police et de la force armée... et de la « séquestration » des meubles et objets mobiliers.

Evidemment on ne s'indigne plus. On ne s'étonne même plus. Les libertaires espagnols doivent s'estimer heureux de s'en tirer à si bon compte. Il vaut mieux sortir de la rue de la Douane qu'entrer au camp de Karaganda. Là-bas comme ici les staliniens appliquent d'une manière originale les règles de la solidarité internationale !

Un de ceux qui firent la C.G.T. : PAUL DELESALLE

Paul Delesalle n'est plus. Le mardi 13 avril nous fûmes une trentaine — quelques compagnons des luttes d'antan et quelques amis — à l'accompagner au Père-Lachaise et l'on ne peut que regretter l'absence d'une délégation ouvrière à une telle cérémonie. Certes Chambelland avait été chargé d'apporter les excuses de Léon Jouhaux empêché, mais on eût aimé, et Paul Delesalle eût aimé, que d'authentiques prolétaires, délaissant l'usine ou l'atelier, soient venus dire adieu à l'aîné qui durant toute une vie s'était, sans compter, dévoué à la cause de l'émancipation ouvrière. Il eût aimé non des obsèques solennelles et guindées, mais un adieu fraternel et viril où, entre combattants d'une même cause, on eût évoqué le passé... et préparé l'avenir. Cela n'a pas été. Du moins Maurice Dominanget sut-il retracer en termes émus les grandes étapes de la vie du probe militant que fut Paul Delesalle (1).

Chambelland, qui l'a vu une dernière fois alors que la mort avait enfin mis un terme à ses souffrances, nous disait les attentions touchantes de son admirable compagne qui avait tenu à épingle

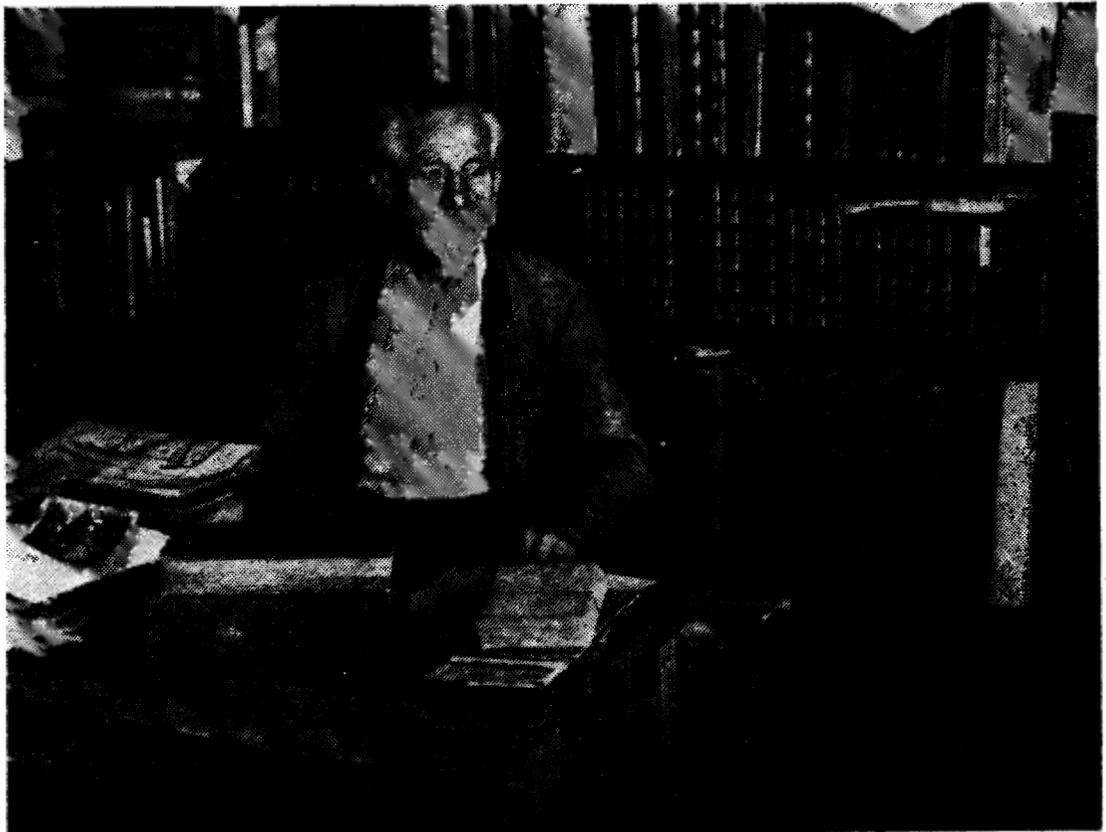
(1) Un autre discours fut prononcé par M. Pour-sin, président du Syndicat de la Librairie ancienne et moderne.

sur la poitrine du militant son vieil insigne de la C.G.T. Par delà la mort, Paul Delesalle restait ainsi fidèle à lui-même, fidèle aux premiers enthousiasmes de sa jeunesse, fidèle à sa classe, et c'est en témoignage de profonde admiration que j'essaierai ici, pour ceux qui n'ont pas connu les temps héroïques du syndicalisme, de retracer à grands traits cette vie, qui restera un exemple.

**

Paul Delesalle naquit le 29 juillet 1870 à Issy-les-Moulineaux. Son père et sa mère connurent comme tant d'autres la dure condition ouvrière, à un moment où nulle loi sociale ne garantissait le salarié contre un patronat de combat aux dents longues. Le père ouvrier ajusteur et fraiseur, n'avait pas une âme de révolté. Il limitait son ambition à économiser chichement et n'aurait pas sacrifié quelques sous à l'achat d'une brochure. La mère, couturière, dut très vite abandonner son métier pour élever la « nichée » (1) et se consacrer aux tâches ingrates du foyer. Aussi la vie à la maison

(1) Paul fut l'aîné de quatre enfants : deux garçons et deux filles. L'une de celles-ci fera une brillante carrière théâtrale et deviendra par son mariage la comtesse Patrimonio.



Paul Delesalle, dans sa bibliothèque

s'écoula-t-elle grise et morne et les joies tant prônées de la famille ne laissèrent-elles aucune trace dans la mémoire de Paul qui notera seulement, lorsqu'il aura l'occasion de parler de ces années : « Je n'ai pas toujours mangé à ma faim étant tout enfant » (1). Années de misère dans un foyer uni où le manque d'argent apporte chaque jour ses soucis renouvelés. Une seule date a marqué : 1883, l'année où Paul est reçu à son certificat d'études. Mais le grand liseur qu'il sera doit abandonner aussitôt l'école et c'est l'apprentissage aux côtés du père à la maison Foucher, boulevard Jourdan. Trois ans et demi durant, le jeune garçon se familiarise avec les machines qui, après avoir réduit le salarié à la condition d'esclave, finiront bien un jour par concourir à son affranchissement. Années pénibles encore où l'enfant ne gagne rien qu'une gratification en fin de mois. Mais très vite Paul comprend que l'ouvrier doit conquérir ce que la bourgeoisie réserve jalousement pour ses fils : la culture. Il lit, il étudie. Après les longues journées de 10 et 12 heures, il va suivre les cours que la Ville de Paris organise pour les jeunes apprentis et une médaille de dessin industriel qui lui fut décernée en 1888 atteste l'adeur qu'il mit à apprendre.

Son apprentissage terminé, il reste dans la même maison encore deux ans — jusqu'au 18 juillet 1890. Ouvrier qualifié, il change, après cette date, fréquemment de patron afin de se familiariser avec d'autres techniques. Successivement il travaille à l'imprimerie Chaix, rue Bergère ; chez Ravasse, ingénieur, rue de Crimée ; chez Deschiens, spécialisé dans la télégraphie et l'horlogerie électrique, boulevard St-Michel ; chez Bréguet, rue Didot ; puis un beau jour — après quelques semaines de chômage — le voilà parti « sur le trimard ». Paris ne suffit plus au jeune homme avide d'élargir ses horizons. Il fait son baluchon et, plus riche d'idéal que d'écus, il s'en va au soleil des grandes routes. La France même est trop petite et il pousse jusqu'à Bruxelles. C'est là qu'il fait la connaissance de Léona qui sera sa dévouée compagne. Il revient à Paris puis, au printemps de 1893, il se lance dans un nouveau voyage. Cette fois, c'est le Sud qui l'attire et spécialement l'Espagne avec sa Catalogne, terre élie de l'anarchisme. Il séjourne à Barcelone puis revient à Cette avec Villeval, un compagnon de trimard, et, de là, entreprend une sorte de tour de France, travaillant ici, s'arrêtant là, au hasard des rencontres ou de la fantaisie. Montpellier, Nîmes, Avignon, Valence, Lyon, Dijon seront les principales étapes de ce périple qui le ramènera à Paris fin 1893.

**

Depuis longtemps, Paul est devenu un homme. A un moment où les fils de bourgeois pensent aux études, au jeu, aux amours de vingt ans, le fils d'ouvrier est aux prises avec l'âpre lutte pour l'existence. Dure mais excellente école au fond pour une âme bien trempée. Aussi, dès 1891, une note parue dans « La Révolte », journal anarchiste de Jean Grave, annonce que « le compagnon P. Delesalle se charge de la correspondance du groupe anarchiste du XIV^e » (2). Un rapport de police d'avril 1892 classe le jeune homme parmi « les cent et quelques militants que compte le parti anarchiste à Paris » (3). Ce même mois, le 22, il est arrêté et reste à Mazas dix-huit jours, le temps de laisser passer l'échéance toujours redoutable du 1^{er} mai. Le 7 janvier 1893 enfin, il adhère à la

Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision qui n'a que quelques mois d'existence (1). Dès lors, Delesalle est un militant et les pouvoirs publics ont l'œil sur lui ; il suffit, pour s'en rendre compte, de feuilleter les nombreux rapports de police qui le suivent sur les routes de France lorsqu'il accomplit son voyage dans le Midi.

Mais pourquoi Delesalle est-il anarchiste ? Il faut, si l'on veut comprendre, revivre le passé. A cette époque le socialisme est scindé en deux grands courants : d'un côté, les socialistes « autoritaires » éparpillés dans les multiples chapelles : guesdiste, broussiste, blanquiste..., de l'autre, les libertaires dont le prestige est grand, qui promettent un saut immédiat de l'ère de la fatalité dans celle de la liberté, pour reprendre l'expression d'Engels. L'âme de Delesalle, éprise de justice sociale et de pureté, fut sensible à cette conception sans doute simpliste mais absolue d'une Révolution dont se portaient garants, non seulement des ouvriers comme Grave ou Pouget, mais des savants comme Elisée Reclus ou Kropotkine, des écrivains de talent comme Mirbeau et toute une pléiade d'artistes et de poètes.

1892-1894, c'est l'époque troublée des attentats, époque de Ravachol, d'Emile Henry, de Vaillant, de Caserio, époque de cette geste romantique de l'anarchie où de jeunes têtes de vingt ans se jetaient en défi à une société éblouissante par les scandales de Panama. Delesalle, comme tous les compagnons qui, au fond d'eux-mêmes, étaient en désaccord avec cette tactique, ne manifesta jamais, c'est évident, de désapprobation ouverte. On ne hurle pas avec les loups. Mais je ne crois pas qu'il se soit jamais laissé tenter par les attitudes hautaines mais vaines des propagandistes par le fait (2). Bien plus volontiers a-t-il été séduit par le travail obscur, ingrat, mais combien fécond, d'un Pelloutier qui, dès 1894, était secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail. Au surplus, le Procès des Trente d'août 1894 va clore l'ère des attentats. Les compagnons réalistes vont se lancer à corps perdu dans la lutte corporative au cri de Pouget : Plus de politique dans les syndicats ! A un moment où ceux-ci servaient de champ clos aux groupements politiques pour vider leurs querelles de boutiques, ce mot d'ordre connut un incontestable succès ; les anarchistes surent par la suite maintenir et développer leur influence et par leur dynamisme conquérir la C.G.T. tout entière lorsqu'en 1902 se réalisa l'unité au Congrès de Montpellier.

De 1894 à 1897, Delesalle est à la fois un ouvrier et un militant. Ouvrier chez l'ingénieur Doignon, rue N.-D.-des-Champs, c'est lui qui avec son camarade Viardot construit de juin à novembre 1895 (3) le premier appareil de cinéma, « appareil chronophotographique des frères Lumière de Lyon ». Militant, il est délégué par sa Chambre corporative au Comité d'action pour l'édification de la Verrerie ouvrière d'Albi et il participe, au nom de son syndicat et de la Bourse du Travail d'Amiens, au fameux Congrès de Londres — juillet-août 1896 — où s'affrontèrent dans une bataille homérique les tenants de l'anarchisme et ceux du marxisme, et qui consacra de façon définitive la scission entre ces deux courants du socialisme (4).

(1) Fondée le 12 juillet 1892.

(2) M^e Zévaès a cru pouvoir annoncer — L'Ordre du 13 avril 1948 — que Delesalle était l'auteur de l'attentat du restaurant Foyot. Il y a là une affirmation que je crois pour ma part erronée et sur laquelle je me propose de revenir plus tard.

(3) Ses carnets de travail en font foi.

(4) Une première scission entre bakouninistes et marxistes s'était déjà produite au Congrès de La Haye en 1872, scission qui avait mis pratiquement fin à l'existence de la Première Internationale.

(1) A contre-courant. Mars 1936. « En trimardant » par P. Delesalle.

(2) La Révolte n° 14, 26 décembre 1891.

(3) Document d'archives.

Cependant Delesalle fait de plus en plus corps avec le mouvement et un jour que Grave cherche un compagnon pour l'aider dans son travail de rédaction, d'impression et d'administration des « Temps Nouveaux », il se laisse tenter et devient ce que Lénine appellera plus tard un « révolutionnaire professionnel », c'est-à-dire celui qui se donne corps et âme à la cause et y consacre sa vie.

**

C'est le 10 mai 1897 qu'il quitte la maison Doignon. Depuis le 14 septembre 1895, il collabore aux « Temps Nouveaux », journal anarchiste inspiré par Elisée Reclus et Pierre Kropotkine et administré par Jean Grave. Depuis le 7 janvier 1893, il est syndiqué et syndicaliste, et ces deux propagandes, anarchiste d'une part, syndicaliste de l'autre, vont occuper tous les instants du militant pendant dix années. Dans l'organisation syndicale, Delesalle se verra confier des postes importants, mais les documents manquent pour établir avec exactitude la date à laquelle il est « entré en fonctions ». En ce qui concerne la Fédération des Bourses du Travail, nous savons qu'il fit partie du Comité fédéral dès novembre 1897 (1). Par ailleurs, lors du renouvellement du bureau de la Fédération après le Congrès de Rennes — réunion du comité fédéral du 11 novembre 1898 — il est dit :

« ...Le camarade Pelloutier est réélu à l'unanimité secrétaire, le camarade Delesalle, secrétaire adjoint... »

Nous pouvons en conclure que, dès 1897 vraisemblablement, Delesalle était le second de Pelloutier à la tête de cet organisme.

L'unité du mouvement syndical s'était réalisée au Congrès de Limoges de 1895 où avait été fondée la C.G.T. Mais cette unité resta purement théorique, et jusqu'au Congrès de Montpellier de 1902 les deux organisations — Fédération des Bourses et Confédération Générale du Travail — menèrent une existence autonome. Cependant les militants se retrouvaient aux deux congrès qui avaient lieu en général dans la même ville à quelques jours d'intervalle et Delesalle, dès cette époque, joua un rôle important dans la C.G.T. En effet le rapport du Conseil national pour l'exercice 1897-1898 présenté au X^e Congrès corporatif tenu à Rennes signale :

« ...le citoyen Delesalle fut nommé secrétaire général adjoint » (2).

Ainsi donc, que ce soit à la Fédération des Bourses, d'inspiration plus purement anarchiste, ou à la C.G.T. Delesalle occupa des postes de direction à la suite du Congrès de Toulouse de 1897.

La ligne directrice de son action fut double et simple à la fois car, si elle s'orienta d'une part vers les groupes anarchistes d'autre part vers les chambres syndicales, elle eut néanmoins un seul objet : grouper les travailleurs en vue de leur émancipation par le syndicalisme révolutionnaire. Pour cela, il lui fallut agir d'un côté sur les anarchistes toujours rebelles à l'embrigadement et à l'organisation en leur faisant comprendre que les syndicats ne contiennent pas en germe le virus étatique, de l'autre sur les syndiqués venus d'autres horizons pour les convaincre de l'inutilité des réformes, de la malfaisance de l'Etat et des bienfaits de l'action directe, seule susceptible de les conduire, par la grève générale, à leur émancipation.

Delesalle — lui qui avait le culte de la vérité ne m'en aurait pas voulu de cette précision — n'appar-

tint pas à la lignée des grands militants. Ni théoricien, éducateur ou administrateur comme Pelloutier, ce modèle du militant ouvrier, ni stratège de classe comme Griffuelhes, ni écrivain ou connaisseur d'hommes comme Pouget, ni orateur populaire comme Tortelier, il fut plus modestement mais non moins efficacement le militant de deuxième zone qui, par son travail consciencieux et probe, assure la difficile propagande de chaque jour et fait que les résolutions prennent vie au contact de la masse ouvrière. Mais où Delesalle eut peut-être le plus de mérite, c'est dans son action patiente et tenace aux « Temps Nouveaux ». Sa collaboration de dix ans à ce journal tient du prodige. Grave, qui était un brave homme, avait, il faut bien le dire, un caractère souvent bourru. Ainsi Pelloutier après quelques articles dut renoncer à écrire dans le journal anarchiste. Monatte, Amédée Dunois, bien d'autres ne firent qu'y passer et Grave fit par la suite, à leur sujet, des réflexions aussi dures qu'imméritées (1). Lui qui se considérait un peu comme le dépositaire de la pure doctrine anarchiste — ne le surnomma-t-on pas « le pape de la rue Mouffetard » — avait une certaine prévention contre le syndicalisme qui attirait les meilleurs hommes de l'anarchie et, selon lui, leur faisait perdre de vue le grand but libertaire qu'ils finissaient par confondre avec le syndicalisme lui-même (2). Delesalle donc eut ce mérite immense de « tenir » aux « Temps Nouveaux », d'y mener une propagande syndicaliste de plus en plus intense et si l'anarchisme philosophique, intellectuel et abstrait du journal maintint son influence, c'est à un homme comme Delesalle qu'incontestablement il le dut.

En septembre 1897, au Congrès de Toulouse (3), son action syndicale devint particulièrement active. Ses interventions y furent nombreuses : elles eurent trait à la création d'un quotidien syndicaliste, au vote du principe de la grève générale, à la suppression du pourboire, etc., mais surtout il fut, au nom de la huitième commission, le rapporteur de la question du boycottage, « systématisation de ce que nous appelons en France la mise à l'index » (4). Il fit un historique de ce mode d'action qui prit naissance en Irlande; et après en avoir fait l'analyse, il examina les modalités de son application, avant tout contre les commerçants « conservateurs de la société actuelle » (5). A cette méthode de lutte, et comme complément indispensable, il adjoignit le Sabotage, d'origine anglaise également, et qui peut se définir par la formule « à mauvaise paye, mauvais travail » (6). Son rapport fut adopté à l'unanimité.

Delesalle n'assista pas personnellement — sans doute en raison d'une grave maladie de sa compagne — au Congrès de Rennes de 1898 où il fut mis en cause ainsi que Pelloutier par le secrétaire de la C.G.T. Lagaille, homme assez médiocre et qui n'allait pas tarder à être remplacé par Copigneaux à la tête de la Confédération.

1900 fut l'année de l'Exposition et pour cette raison les congrès syndicaux eurent lieu à Paris. Delesalle y participa et s'y occupa surtout de la

(1) Voir **Le Mouvement libertaire sous la III^e République**. Les Œuvres représentatives. Paris, 1930.

(2) Voir le compte rendu du Congrès anarchiste d'Amsterdam — 1907 — et le débat qui, sur cette question, mit aux prises Malatesta et Monatte.

(3) VI^e Congrès national des Bourses du Travail. 15-18 septembre.

IX^e Congrès national corporatif (III^e de la C.G.T.), 20-25 septembre.

(4) IX^e Congrès national corporatif. Compte rendu des travaux, Toulouse. Imprimerie Berthoumieu, 1897, p. 141.

(5) Ibid. — P. 144.

(6) Ibid. — P. 146.

(1) Voir procès-verbaux du 22 novembre 1892 au 12 juillet 1901. Musée Social 26186 v. 4^o.

(2) X^e Congrès national corporatif (IV^e de la C.G.T.) tenu à Rennes les 26, 27, 28, 29, 30 septembre et 1^{er} octobre 1898. Compte rendu des travaux du congrès. Rennes, 1898, p. 58.

grève générale et de la structure de la C.G.T. (travaux des quatrième et sixième commissions du congrès corporatif). Ces assises ouvrières, suivies de congrès internationaux, durèrent du 5 au 22 septembre. Par ailleurs, et en réplique au congrès socialiste international qui fit suite à celui de Londres de 1896, les anarchistes avaient souhaité organiser un Congrès ouvrier révolutionnaire international du 19 au 22 septembre. Cette réunion ne put avoir lieu, le gouvernement s'y étant opposé. Cependant les nombreux rapports qui devaient y être présentés parurent dans le supplément littéraire des « Temps Nouveaux » et notamment celui de Delesalle intitulé « L'action syndicale et les anarchistes » (1); c'est cette même année qu'il fit paraître une brochure : « Aux travailleurs. La Grève ! » (2). Enfin il déploya une grande activité pour populariser les résultats de ce congrès dans des réunions publiques organisées en novembre 1900 et janvier 1901.

Le 13 mars 1901, à 33 ans, meurt Fernand Pellouier, et Delesalle, qui se forma à son école, lui rend un hommage ému dans les « Temps Nouveaux » (3). Il fait partie ensuite de la délégation qui en juin 1901 se rend à Londres pour répondre à la visite que les délégués des travailleurs anglais ont faite à leurs camarades parisiens au moment où les menaces de guerre étaient sérieuses entre les deux pays, à la suite de l'occupation de Fachoda par la mission Marchand.

Cette même année se tiennent les congrès de Lyon et de Nice (4). On peut dire qu'ils sont marqués essentiellement par le rapprochement des deux organisations C.G.T.-Bourses du Travail. Delesalle y intervient sur les syndicats et l'action politique (deuxième commission) et la résolution adoptée rappelle que « l'action syndicale doit... partout s'affirmer en dehors de toute influence politique, laissant aux individus le droit imprescriptible de se livrer au genre de luttes qui leur convient dans le domaine politique » (5).

A Montpellier, en 1902 (6), a lieu le Congrès de l'Unité syndicale qui consacre dans les faits la réunion au sein de la C.G.T. de l'Union de la Fédération des Bourses du Travail et de la Fédération des Syndicats. Delesalle est présent comme il sera présent au Congrès de Bourges en 1904 (7) qui verra s'affronter les partisans de la représentation proportionnelle (réformistes) et les partisans du vote par syndicat (syndicalistes révolutionnaires), question doctrinale qui consacre le succès des derniers favorables aux « minorités agissantes ». Au point de vue de l'action ce congrès revêt une grande importance car c'est lui qui lance la campagne pour les huit heures. Delesalle est désigné comme secrétaire de la commission qui a pour tâche de populariser ce mot d'ordre. Dans la lutte qui s'engage il voit d'ailleurs moins la possibilité d'obtenir une réforme qui peut être « aussi profitable à la bourgeoisie qu'aux travailleurs » qu'une possibilité d'action, « un tremplin destiné à intensifier pendant un certain laps de temps la propagande... un pré-

texte à action et agitation, un moyen de tenir les esprits en éveil... » (1).

Nous sommes alors dans la grande époque du syndicalisme révolutionnaire, époque que Delesalle vit intensément si l'on en juge par son action : rédaction d'articles pour « Les Temps Nouveaux », collaboration au « Mouvement socialiste » d'H. Lagardelle qui du réformisme puis du guesdisme est venu au syndicalisme révolutionnaire, participation au Congrès des Verriers à Rive-de-Gier en septembre 1905, action antimilitariste avec ses camarades du comité confédéral (tension franco-allemande à la suite de l'affaire du Maroc), action suivie de perquisitions et d'annonces de poursuites, « complicité » dans les grèves du Nord, ce qui lui vaut une nouvelle perquisition aux environs du 1er mai 1906...

En octobre enfin, c'est le Congrès d'Amiens, congrès historique où s'élabore la fameuse « Charte » du mouvement syndical qui se caractérise essentiellement par les deux traits suivants :

— Le syndicalisme est apolitique et, mieux que les partis politiques, il est susceptible de réaliser l'unité du monde ouvrier face au patronat ;

— Le syndicalisme est une doctrine, le syndicat un parti, et cela forme un tout qui se suffit à soi-même. La C.G.T., organisation majeure, vise, par delà l'œuvre revendicative quotidienne, à l'émancipation intégrale des travailleurs ; le syndicat sera, dans la société future, « le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ».

Avec Pouget qui tient la plume, Griffuelhes, Niel et Morizet, Delesalle compte parmi les auteurs de cette fameuse résolution.

La lutte cependant s'exacerbe, les conflits se multiplient : lock-out de Fougères en novembre 1906, grève des dockers de Nantes et des électriciens de Paris en mars 1907, action, suivie de révolutions, des postiers et des instituteurs, manifestations violentes des vigneron du Midi en mai-juin 1907 marquée par la révolte du 17^e que célébrera Montéhus... La bourgeoisie, qui a tremblé le 1er mai 1906, a trouvé son homme dans la personne de Clemenceau devenu président du Conseil en octobre 1906 et qui, avec Briand et Viviani, va s'efforcer de maîtriser le mouvement ouvrier. La C.G.T. tient tête et dans une affiche « Gouvernement d'assassins » fustige le « trio sinistre qui symbolise le Pouvoir » et célèbre le geste des soldats du 17^e dans lequel elle voit la justification de sa campagne antimilitariste. Douze membres du Comité confédéral, arbitrairement choisis parmi les 77 qui le composent, comparaissent sous l'inculpation devenue classique « d'injures à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance ». Delesalle est du lot. Avec Griffuelhes, Garnery, Merrheim, Peugot, Monatte, etc... il comparait le 20 février 1908 devant la Cour d'Assises de la Seine, (2). Mais les jurés, se refusant à suivre l'avocat général Peyssonnié dans son réquisitoire, acquittent les « douze »... qui — ainsi que Delesalle aimait à le raconter — fêtent ce succès en prenant, à la sortie de l'audience, l'apéritif avec ceux qui venaient de les juger.

**

Paul Delesalle cependant, entraîné par son amour profond pour les livres et spécialement pour les livres sociaux, rêvait depuis longtemps de librairie et d'édition. Dès janvier 1900 il fait paraître une série de chansons révolutionnaires, en 1902 il commence l'édition de l'Almanach illustré de la Révolution qu'il poursuivra les années suivantes. Aussi lorsque son ami Chapoutot, plus fortuné, offre de lui fournir la première mise de fonds pour ouvrir

(1) Paru en brochure. Editions de l'Education Libéraire, 1900.

(2) Petite Bibliothèque économique, n° 2, 1900.

(3) N° 48, 23-29 mars 1901.

(4) IX^e Congrès des Bourses du Travail à Nice.

XII^e Congrès national corporatif (VI^e de la C.G.T.) à Lyon.

(5) XII^e Congrès national corporatif tenu à la Bourse du Travail de Lyon. Imprimerie Decléris, Lyon, 1901, p. 151.

(6) XIII^e Congrès national corporatif, septembre 1902.

(7) C'est dans l'intervalle de ces deux congrès que Delesalle publia « Les deux Méthodes du Syndicalisme ». Petite Bibliothèque d'Etudes économiques. N° 5, juillet 1903.

(1) Les Temps Nouveaux, n° 37, 14-20 janvier 1905.

(2) Gazette des Tribunaux, 21, 22, 23, février 1908.

une librairie, il accepte avec joie et s'installe 46, puis 16, rue Monsieur-le-Prince. Ne se jugeant plus qualifié pour représenter ses camarades ouvriers, il démissionne alors du poste de secrétaire adjoint qu'il occupait au bureau confédéral et donne par là-même un bel exemple de probité morale.

Et pourtant il n'a pas changé, il demeure le militant fidèle à sa classe et à ses idées. Acheter bon marché et vendre cher n'est pas son idéal. Ce qu'il veut, c'est faire de sa maison un lieu d'asile pour le tract, le vieux journal, le compte rendu de congrès qui sont un moment de la lutte ouvrière et qui, bien vite, se dispersent et disparaissent au feu de l'action. Ce qu'il veut, c'est faire de sa maison un foyer culturel où les militants aimeront, entre deux meetings, à feuilleter quelque revue et à deviser sur le mouvement. Et il y réussit. Il édite « La Publication sociale » dont le premier numéro paraît en janvier 1907 et qui veut être « plus une œuvre de propagande et de diffusion qu'une affaire commerciale ». Elle vise à faciliter les recherches de ceux qu'intéresse la question sociale et il faut voir avec quel soin méticuleux sont consignées les observations sur chaque volume que le militant a recueilli ici ou là. Très vite Delesalle accumule dans sa boutique des trésors inestimables par leur rareté et bien des figures connues de militants, d'écrivains, d'artistes fréquentent la librairie. C'est là notamment que Sorel, dont il a fait la connaissance en 1903, et qui peu à peu s'est pris d'une grande amitié pour lui, va « tenir salon » chaque jeudi. Et l'on peut voir combien précieuse lui fut cette amitié lorsqu'on feuillette ses « Lettres à Paul Delesalle » où revient comme un leit-motiv cette phrase : « Je me demande quand je pourrai reprendre l'ère des bavardages de la rue Monsieur-le-Prince. » (1)

Delesalle n'est pas un mercanti. Il vend au plus juste prix. Quel plus bel exemple en donner que celui d'Henry Poulaille (2) qui, orphelin, ne disposait le plus souvent que de quelques sous pour apaiser sa soif de lecture. Notre libraire, après s'être adroitement informé des désirs du jeune homme, lui glissait les publications convoitées dans la boîte à bon marché et trouvait ainsi moyen de le satisfaire sans froisser sa susceptibilité.

Mais vendre des livres ou « tenir salon » ne suffit pas au militant qu'est Paul Delesalle. S'il a quitté la C.G.T. il n'a pas rompu avec le mouvement ni renié les amis. Syndicaliste révolutionnaire il était, syndicaliste révolutionnaire il est resté et restera. Pendant les 25 ans qu'il demeurera libraire il collabore à la presse socialiste et syndicaliste : à « l'Action directe » et au « Mouvement socialiste » en 1908, à « la Revue socialiste » en 1911, à « la Bataille syndicaliste » et à « l'Humanité » en 1922, au « Cri du Peuple » en 1931... Il édite aussi des brochures syndicalistes dues à sa plume comme « La C.G.T. » en 1907 ou à celle de son camarade Yvetot : « Le Syndicalisme », « Les Intellectuels et la C.G.T. ». Il réimprime « Boycottage et Sabotage » en 1908 ainsi que « Le Syndicalisme et la Révolution » du Dr Pierrot. En 1908 également il édite le compte rendu du congrès anarchiste tenu à Amsterdam l'année précédente. Mais Delesalle sait aussi faire plaisir aux amis et tout d'abord à Chapoutot qui lui a permis de s'établir et dont il fait paraître un « Villiers de l'Isle Adam » en 1908. Puis c'est un « Guy de Maupassant » de L. Deffoux et Emile Zvie en 1918. Encore de Deffoux et la même année « L'Immortalité littéraire selon M. de Goncourt ». En 1921 un « G. Sorel » de Max Ascoli et en 1924 un « Hommage à Verlaine », à ce pauvre

Lélian qu'il a plus d'une fois reconduit à son domicile quand la passion éthylique l'emportait chez lui sur la foi religieuse. Enfin, avant de quitter définitivement la rue Monsieur-le-Prince, Paul Delesalle clôt ses travaux d'édition par une plaquette « Ad Memoriam » dans laquelle il réunit quelques articles en hommage au Père Peinard, à Emile Pouget, son vieux camarade qui vient de mourir le 21 juillet 1931 (1).

Mais Paul Delesalle est trop émotif, trop tourmenté, tranchons le mot, trop honnête, pour faire un bon commerçant. Les soucis ont déterminé chez lui une grande fatigue, une grande anémie et sur le conseil des médecins il doit songer à la retraite. Il a 62 ans. Il va, accompagné de la fidèle Léona, se retirer à Palaiseau dans la petite maison aux contrevents verts entourée d'un jardin. Il vit là sans grand confort mais avec l'espoir que, la santé revenue, il retournera à Paris flâner aux étalages des bouquinistes et bavarder avec les amis. Cependant il a emporté toute la bibliothèque dont il ne se sépare jamais. Delesalle n'est pas passé par la librairie sans réunir un fonds solide de beaux et rares ouvrages. C'est tout d'abord une collection sociologique unique dont chaque livre vaut par son contenu mais aussi par son cachet propre : tous sont dédiacés et plus d'un a appartenu à tel militant connu. Aussi amis et anciens clients — ils sont tous restés ses amis — connaissent le petit sentier Chérif-Pacha qui conduit à l'hospitaire demeure des Delesalle. Dès le seuil, tout vous sollicite : les peintures d'Utrillo ou de Maximilien Luce, les portraits de Sorel ou de Pelloutier et si vous montez à la suite du vieux militant l'escalier à pente raide qui tient de l'échelle de meunier, jusqu'à la pièce du haut où dorment tant de souvenirs alors c'est un émerveillement : livres sur la Commune avec cette belle peinture de Louise Michel... qui sert de tablier à la cheminée, collection unique de brochures, comptes rendus de congrès, revues, livres, cartons à dessin où s'empilent les journaux anarchistes aux noms de bataille : « Le Drapeau noir », « l'Émeute », « le Défi », « l'Hydre anarchiste »... Que ne faudrait-il citer !

C'est au milieu de ces vestiges du passé, amoureusement conservés, que le vieux militant participe encore au mouvement prolétarien en écrivant une plaquette « Paris sous la Commune » (2). Enfin en 1939, en souvenir de la vieille amitié, il constitue une « Bibliographie sorélienne » qui paraît dans l'« International Review for social History » à Amsterdam.

La guerre vient, deuxième guerre mondiale qui dut être bien pénible pour celui qui avait revêtu la fraternité des peuples. Le retour à Paris se révèle impossible et les deux vieux compagnons se trouvent bien seuls dans leur retraite de Palaiseau. Les infirmités de la vieillesse ne les épargnent pas et c'est après une douloureuse maladie que Paul Delesalle meurt le 8 avril 1948.

Sa vie du moins restera comme un exemple et il a mérité jusqu'au bout le bel éloge que lui décerna autrefois Georges Sorel :

« Voilà ce que j'appelle un serviteur désintéressé du prolétariat... L'exemple de cet homme si probe, pour qui une doctrine n'est pas un tremplin... est pour moi la preuve quotidienne qu'il existe encore des hommes capables de vivre pour une idée. »

J. MAITRON.

(1) Cette énumération n'a pas la prétention d'être complète. Je signalerai toutefois la brochure que Paul Delesalle publia chez Rivière en 1909 : « Les Bourses du Travail et la C.G.T. » et dont G. Sorel a dit qu'elle était « singulièrement précieuse ». (Propos de G. Sorel recueillis par J. Varlot. N.R.F. Gallimard, 4^e édition, p. 169.)

(2) Parue au Bureau d'Éditions en 1938.

(1) Lettre du 9 juin 1921.

(2) Il a conté l'anecdote dans *Les Damnés de la Terre*, Edition Grasset, pp. 460-462.

Notes d'Economie et de Politique

LA BAISSÉ DES PRIX C'EST LE CHOMAGE

Ainsi, par la voie de son organisation syndicale, l'Eglise catholique, cette catin dont l'unique profession est, depuis deux millénaires, de prêcher la résignation aux travailleurs, a décidé de lutter contre l'élévation des salaires et pour la baisse des prix. Force Ouvrière, dont les dirigeants estiment sans doute que telle sera aussi leur profession, emboîte le pas !

On prétend ainsi continuer une lutte qui n'a pas cessé d'être menée depuis dix ans au moins et l'on sait avec quel succès ! — Imbécillité.

Mais l'imbécillité est encore plus grande lorsque l'on songe que, si cette lutte, par extraordinaire, parvenait à ses fins, si, pour une raison quelconque, les prix baissaient, la conséquence immédiate et inéluctable en serait... le chômage.

Il n'y a pas un seul exemple, en aucun pays et à aucun moment, depuis cent cinquante ans que le capitalisme existe, qu'une baisse des prix n'ait point amené *ipso facto* un ralentissement de l'activité économique, c'est-à-dire, pour un grand nombre des ouvriers, la perte de leur emploi. Cherchez où vous voudrez, fouillez l'histoire et vous découvrirez toujours la même corrélation : baisse des prix, diminution de l'activité économique — hausse des prix, accroissement de l'activité économique.

Aucun discours, aucune argumentation, aucune pleurnicherie ne valent contre ce fait. Fait dont l'explication, d'ailleurs, est simple et bien connue, mais que nous ne reprendrons pas aujourd'hui, car toute explication risquerait d'affaiblir la formidable démonstration que le fait comporte par lui-même, et sur laquelle personne ne peut épiloguer.

Rappelons seulement, à ce propos, que la seule chose qui importe aux travailleurs, lorsqu'ils ont à juger d'une législation ou d'une mesure quelconque prise par l'Etat, c'est son **incidence sur l'activité économique**. Le niveau de vie de l'ouvrier, le degré de l'exploitation auquel il est soumis, dépendent de son action directe, de l'énergie qu'il dépense pour faire aboutir ses revendications. Mais cette énergie peut s'exercer dans des conditions plus ou moins favorables. Une lutte d'une intensité donnée obtiendra plus ou moins de résultats selon que les conditions objectives renforceront plus ou moins la position des salariés. Or la principale de ces conditions objectives est le degré d'activité économique qui règne au moment où on lutte. Si l'activité est intense et que, par suite, le patronat soit plus ou moins à court de main-d'œuvre, il est bien évident que les ouvriers obtiendront plus facilement satisfaction que si c'est le marasme, s'il y a abondance de chômeurs et que le patron n'attend qu'une occasion pour réduire ses fabrications.

En face de toute mesure prise par l'Etat le prolétaire n'a donc qu'une question à se poser : est-ce que cela entraînera une activité économique plus grande ou moins grande ?

Dans le cas de la baisse des prix, la réponse est certaine : la baisse des prix entraîne la baisse de la production, donc :

A bas la baisse des prix !

TROIS AUTRES RAISONS POUR AGIR SUR LES SALAIRES ET NON SUR LES PRIX

Telle est une première raison, la plus immédiate et la plus concrète, pour laquelle la classe ouvrière doit faire augmenter ses salaires et non point faire baisser les prix. Mais il en est d'autres, tout aussi

importantes. Essayons d'en récapituler les principales.

1) Et d'abord ! l'une très générale. Toute mesure qui tend à établir des prix par la force, c'est-à-dire des prix qui ne correspondent pas à la valeur véritable de la monnaie, que celle-ci soit une vraie monnaie, comme l'or ou des billets de banque liés à l'or, ou que ce soit une fausse monnaie, comme nos billets de banque provenant de l'inflation, est une mesure irrationnelle, qui crée une situation fautive, un déséquilibre.

Or les classes n'ont d'avenir, elles ne peuvent aspirer à devenir les dirigeantes de la société, les bâtisseurs d'une civilisation supérieure, qu'à la condition de se faire les protagonistes de la raison, de lutter pour le rationnel contre l'irrationnel.

Le secret du succès de la bourgeoisie, ce secret qui lui a permis non seulement de renverser, il y a deux siècles, le pouvoir des anciennes classes sociales, mais qui lui a permis aussi de faire faire à l'humanité un bond prodigieux autant dans le domaine spirituel que dans le domaine matériel, consiste en ce que, sous l'inspiration des Encyclopédistes, la bourgeoisie avait pris pour grand mot d'ordre la raison. C'est pour détruire tout ce qu'il y avait d'irrationnel dans l'ancien régime qu'elle s'est lancée dans la bataille.

De même, le prolétariat ne peut faire sa révolution que s'il prend pour mot d'ordre de lutter contre tout ce qu'il y a d'irrationnel dans la société présente, et non d'aggraver cet irrationnel.

Le rationnel, c'est la Révolution ; l'irrationnel, ce n'est que la Démagogie.

2) Une seconde raison, plus immédiate, est que la création d'un prix **faux**, d'un prix inférieur à la valeur vraie du produit, amène la disparition de ce produit.

Si nous avons dû nous contenter tous ces temps derniers de 200 gr. de pain et que nous n'en avons encore que 250 grammes, c'est que le prix fixé pour le blé durant toute la guerre et l'après-guerre était inférieur à la valeur du blé ; en conséquence de quoi les paysans ont, tout naturellement et très légitimement, réduit considérablement leurs ensemencements ; cette année encore ceux-ci sont inférieurs de 1 million d'hectares à ce qu'ils étaient en 1938.

Si, aujourd'hui, nous n'avons guère pratiquement que de la viande congelée, c'est que nos ministres s'obstinent à empêcher que la viande ne se vende à son véritable prix.

S'il nous est à peu près impossible de trouver un logement, si la modernisation et l'amélioration de l'habitat, qui battaient leur plein dans les années 1900-1914 ont été arrêtées et qu'en conséquence la plus grande partie de la classe ouvrière française demeure toujours entassée dans des logements préhistoriques, c'est que le mètre carré de surface habitable ne peut plus être loué à sa vraie valeur depuis trente ans.

C'est surtout aux produits les plus essentiels que la politique des faux prix est appliquée ; la conséquence en est que ce sont les produits les plus essentiels, les plus indispensables à la consommation des ouvriers, qui manquent le plus.

3) La classe ouvrière ne peut pas agir sur les prix. Des articles de journaux, des résolutions, des protestations, des manifestations, c'est tout ce qu'elle peut tenter : autant dire rien. Il lui faut, pour une action dans ce sens, s'en remettre à l'Etat, à ses décrets, à sa police, à ses tribunaux. Or « on n'est jamais si bien servi que par soi-même » !

Et la classe ouvrière ne peut se servir elle-même qu'en se faisant servir des salaires convenables, car c'est seulement à propos de leur contrat de travail que les ouvriers peuvent agir par eux-mêmes. L'ou-

vrier n'a qu'une arme : son travail. Il ne peut agir que sur celui auquel il vend sa force de travail : le patron. Devant les prix la classe ouvrière est désarmée ; devant les salaires elle a ses moyens de combat traditionnels et éprouvés : la grève, le sabotage, etc... Ici seulement elle peut agir directement, c'est donc vers là seulement qu'elle doit diriger ses efforts.

L'ECHELLE MOBILE AUX ETATS-UNIS

C'est bien ce qu'a compris la classe ouvrière américaine, qui, elle, heureusement, ne s'en laisse pas conter !

Ce que le « socialiste » Daniel Mayer se refuse, de toute son énergie, à accorder au prolétariat français, la direction de la **General Motors**, la plus grande compagnie d'automobiles américaine, vient, sous la menace de la grève (Chrysler était déjà en grève) de le consentir à ses 225.000 ouvriers.

Par un contrat signé le 25 mai avec le syndicat des Travailleurs Unis de l'Automobile, la General Motors a accepté, pour tout son personnel, **l'échelle mobile des salaires**. A partir du 1er septembre prochain, et chaque trimestre, il sera procédé à une révision automatique des salaires en fonction du coût de la vie. Chaque augmentation ou diminution de l'indice du coût de la vie établi par le ministère du Travail entraînera une augmentation ou une diminution correspondante des salaires, avec cette restriction que, quelle que soit la diminution du coût de la vie, les salaires ne pourront pas descendre au-dessous d'un certain minimum, tandis que, si grande que soit l'augmentation du coût de la vie, l'augmentation des salaires lui correspondra.

Ce contrat entre la General Motors et le syndicat ouvrier comprend une autre innovation, très impartante, surtout par le principe qu'elle établit :

Dans l'augmentation consentie dès maintenant aux ouvriers deux parts sont faites : l'une a pour but de compenser l'augmentation du coût de la vie depuis l'établissement du dernier contrat, et l'autre est une élévation du salaire réel, destinée à « augmenter le standard de vie des travailleurs ». L'an prochain, une autre augmentation, de valeur égale, sera encore faite sur le salaire, et pour la même raison, indépendamment des variations du salaire qui résulteraient de la variation du coût de la vie.

Ainsi est établi le principe d'une augmentation constante du salaire réel. La General Motors reconnaît que le niveau de vie de l'ouvrier ne doit pas cesser de s'élever. Voilà de quoi faire rugir tous nos petits-bourgeois, et M. Daniel Mayer en premier lieu !

Ajoutons, enfin, que d'après les calculs de la Compagnie, le salaire moyen qu'elle va désormais devoir payer à ses ouvriers, sera de 1 dollar 61 l'heure, soit, au cours du dollar sur le marché libre officiel, 485 francs environ par heure.

BRAVO, BEVIN !

On sait que nous n'avons aucune admiration pour la politique intérieure du gouvernement travailliste britannique ; en revanche, nous sommes convaincus que ce qui le fera grand dans l'histoire, c'est sa politique coloniale, ou plutôt sa politique anticoloniale.

Le gouvernement qui n'a pas hésité à prendre la responsabilité d'abandonner les pièces maîtresses de son « empire » en reconnaissant l'indépendance totale de la Birmanie, en faisant de l'Inde et de Ceylan des dominions pratiquement indépendants, et en retirant aujourd'hui ses troupes de la Palestine en attendant de les retirer demain du canal de Suez, est un grand gouvernement.

Il montre ainsi une largeur d'idées, une compréhension des intérêts profonds de l'humanité, qui ont d'autant plus de valeur qu'elles sont en contraste

parfait avec la politique mesquine, malhonnête, basement égoïste et profondément réactionnaire que pratiquent la Hollande et la France.

Son dernier pas dans la guerre de Palestine, qui a consisté en une obstruction décisive à la proposition russo-américaine d'employer la force contre les Arabes du Proche-Orient, est un nouveau point à porter à son crédit, au crédit de sa politique anticoloniale.

Nous l'avons déjà dit : La tentative sioniste d'établir un Etat juif en Palestine ne diffère aucunement, quant au fond, des autres conquêtes coloniales. La seule différence, de forme, est que, dans le cas général, la conquête militaire précède l'occupation économique, tandis que, dans ce cas-ci, par suite de circonstances particulières, c'est l'occupation économique qui a précédé la conquête militaire.

Ce qui paraît étrange, à première vue, c'est l'attitude des Etats-Unis. Eux aussi ont montré nettement, depuis la fin de la guerre, qu'ils estiment que l'ère du colonialisme est passée, qu'il est de l'intérêt de tous que, le plus tôt possible, tous les Etats émancipent leurs colonies.

Leur politique actuelle en Palestine qui consiste à faire de la plus grande partie de ce pays une colonie européenne est donc en contradiction complète avec leur ligne générale, et elle serait totalement incompréhensible si l'on ne connaissait l'énorme influence que les juifs possèdent aux Etats-Unis et si l'on ne se rappelait que... cette année est l'année des élections présidentielles. Nous ne serions donc pas étonnés que leur proposition, qui revenait à faire de l'O.N.U. un instrument de conquête coloniale, n'ait été présentée par eux que pour la forme, et qu'ils ont été très satisfaits d'avoir été battus par l'Angleterre.

Quant à la Russie, elle voyait, évidemment là, le moyen d'intervenir en Méditerranée. Le moyen d'intervenir immédiatement par l'envoi de troupes russes en Palestine, et le moyen d'intervenir à plus longue échéance, un Etat juif, surtout fondé avec leur aide, pouvant être plus perméable à sa propagande que les Etats musulmans. L'Irgoun ne serait-elle pas déjà une organisation communiste camouflée ?

L'évidence des intentions russes a d'ailleurs dû être la raison seconde pour laquelle l'Angleterre a pris une position aussi ferme, et pour laquelle Washington a dû être content que sa proposition n'ait pas été acceptée.

DES JUIFS CONTRE L'ETAT JUIF

Nous savons qu'il y a un peu partout, en Europe, en Amérique, des juifs qui ne sont pas sionistes, et qui, même, sont antisionistes, mais nous ignorions qu'en Palestine même il se trouvait des Juifs qui maintenaient haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien en condamnant sans réserve la volonté de conquête de leurs coreligionnaires.

Les vieux militants se souviennent certainement du « Bund », cette organisation qui groupait les juifs socialistes de Pologne. C'était, au début de ce siècle, l'un des plus anciens et des plus puissants partis de l'Internationale socialiste.

Je ne sais quelle est sa importance actuelle, cependant je doute qu'il ait resté le parti de masses qu'il était naguère. Sans doute, comme tous les vieux partis socialistes restés fidèles à l'internationalisme, comme le parti travailliste indépendant, de Keir Hardie, en Grande-Bretagne, ou le parti socialiste ouvrier, de de Leon, en Amérique, a-t-il perdu beaucoup de son importance numérique. Il n'en subsiste pas moins, et voici ce que l'on pouvait lire dans l'un de ses récents bulletins (1) :

« Seule, la fraction de la Jeunesse socialiste organisée dans le Bund et autres organisations so-

(1) Traduit de **The Socialist Leader** du 15 mai.

cialistes juives est restée indemne du nationalisme guerrier de la population juive dominée par les Sionistes.

» Les organisations et les groupes du Bund dans les différents pays demeurent vigoureusement opposés aux attaques indiscriminées contre les Arabes qui sont en vogue actuellement parmi les Juifs.

» Le mouvement de la Jeunesse socialiste organisé sous le drapeau du Bund est le seul qui ait essayé de barrer la route au courant de haine contre le gouvernement socialiste britannique que les Sionistes alimentent si abondamment.

» C'est un fait, les militants de base du Bund ne participent pas à l'hystérie générale nationaliste et ils restent opposés à la création d'un Etat juif séparé en Palestine. (1) »

Inclinons-nous bien bas devant ces héros qui n'hésitent pas à maintenir le drapeau de l'antinationalisme au plein milieu d'une folie de conquête renforcée d'une hystérie religieuse.

REQUETE A LA NOUVELLE LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Une nouvelle ligue des Droits de l'Homme s'est constituée, et c'est bien ! Il est évident qu'une ligue, comme l'ancienne, où l'on trouve qu'en Russie les Droits de l'Homme sont respectés ! n'a plus aucun titre à se prétendre leur défenseur.

Mais si cette nouvelle ligue ne s'est pas créée pour défendre exclusivement les intérêts **d'un certain** groupe d'hommes, qu'elle le prouve !

Qu'elle le prouve immédiatement en prenant la défense de ces droits de l'homme et **du citoyen** qui ont été si outrageusement violés en Algérie aux élections d'ovril.

Cor, c'est très bien de s'indigner des élections tchécoslovaques ; nous sommes tout à fait d'accord ; mais les élections algériennes ont été encore plus monstrueuses ; il est moins étonnant d'avoir 90 p. 100 de voix communistes en Tchécoslovaquie que 97 p. 100 de voix gouvernementales en Kabylie !

Etre antifasciste, c'est être antifasciste partout. Etre contre le fascisme de Hitler, être contre le fascisme de Staline, et être contre le fascisme... de Naegelen-Moch.

Voici donc ce que je propose à la nouvelle ligue : Qu'elle prenne l'initiative d'une enquête importable en Algérie, et que, pour cela elle procède à un certain nombre de sondages-témoins. Que, dans les villages qui lui seront désignés par les partis nationaux arabes, elle établisse des bureaux de votes officiels, où les électeurs musulmans seront invités à venir déposer le bulletin de vote qu'ils ont déposé, ou auroient voulu déposer, s'ils l'avaient pu, le 4 ovril ; et l'on comparera les résultats avec ceux donnés par l'administration !

A PROPOS DE LA 4 CV. RENAULT

Dans son « Etude de l'Histoire » l'Anglais Toynbee insiste sur une idée qui est familière à quiconque a étudié un peu l'histoire avec quelque esprit philosophique, à savoir que le progrès est fils de la nécessité. Les civilisations sont nées et se sont développées, non dans les lieux où il était le plus facile, mais dans ceux où il était le plus difficile de vivre. Quel pays plus pauvre que la Grèce, et, dans la Grèce, quelle région plus pauvre que l'Attique ?

Il s'agit là d'une règle générale susceptible d'être observée jusque dans les détails.

Nous en avons, en ce moment même, un exemple particulièrement typique. Dans nos rues circulent pas mal de voitures américaines récentes. Elles font, cer-

(1) C'est nous qui soulignons.

tes, grand effet ; elles « font riche » ; mais regardez de tant soit peu près leur construction, et vous constaterez que ces voitures sont identiques à celles de l'ovont-guerre, à quelques détails près.

En France, ou contaire, où l'on est devenu pauvre, où le ravitaillement en essence est, et demeurera, difficile et cher, où il faut donc absolument réduire au minimum la dépense du carburant, la plupart des voitures que sortent ou que vont sortir les constructeurs comportent des innovations presque révolutionnaires, desquelles le moteur à l'arrière, comme celui de la 4 CV. Renault, est l'une des plus immédiatement frappantes.

Je ne sais quel sera l'avenir des solutions actuellement présentées pour résoudre le problème d'une voiture confortable, rapide et consommant peu, mais il serait bien extraordinaire qu'il n'en reste pas ou moins quelque chose, et même, sans doute, quelque chose d'important.

L'Amérique regorge de pétrole, elle étale donc des voitures somptueuses et puissantes, mais la France n'ayant pas de pétrole, c'est elle qui imagine les nouveaux types : traction avant, moteur à l'arrière, etc...

Abondance et progrès, deux choses contradictoires.

OU LA LOGIQUE ECONOMIQUE PREND SES DROITS

Dans le R.P. d'août dernier, à propos de la crise anglaise, j'indiquais que « le nationalisme précipitait la destruction de la notion », que les efforts désespérés tentés par le travaillisme britannique pour sauvegarder l'indépendance économique nationale de l'Angleterre n'aboutiraient, en dernière analyse, qu'à en hâter la disparition.

Un bon exemple en a été fourni, dans un cas très précis, le mois de mars dernier. Il ne s'agit que d'un détail, mais l'analyse d'un détail est comme une expérience de laboratoire : elle fournit une excellente compréhension du phénomène général.

On se rappelle peut-être qu'à la suite de sa pénurie de dollars en août dernier, l'Angleterre avait mis sur les films américains un impôt exorbitant, ce à quoi les producteurs de Hollywood avaient riposté en décidant de ne plus envoyer un seul film en Angleterre.

Cette situation vient de prendre fin : l'Angleterre a supprimé son impôt et, en contrepartie, les producteurs de films américains ont accepté que, sur le montant de la location de leurs films, il ne leur serait pas payé, en dollars, plus de 17 millions de livres par an ; le reste demeurerait en Grande-Bretagne, où les producteurs américains pourraient l'employer dans l'industrie cinématographique !

Qu'est-ce que cela signifie donc, sinon que tous les efforts qui ont été faits par le gouvernement anglais pour se préserver de la concurrence américaine ont abouti finalement à ceci : que l'industrie cinématographique anglaise va se trouver obligatoirement financée par le capital américain, et qu'elle tombera ainsi, non moins nécessairement, sous le contrôle américain ?

R. LOUZON.

La concurrence est nécessaire à la constitution de la valeur, c'est-à-dire au principe même de la répartition et par conséquent à l'avènement de l'égalité.

PROUDHON.

L'aventure sioniste et la question juive

L'article qu'on trouvera ci-dessous a été écrit à New York où l'affaire palestinienne et les problèmes qui s'y rattachent sont l'objet de discussions passionnées et où l'on constate un courant pro-sioniste dans les diverses organisations socialistes. L'auteur considère ce courant comme dangereux et estime qu'il doit être combattu : c'est ce qui explique le ton parfois polémique de son article. Il est conscient d'avoir seulement tracé une esquisse générale d'une question extrêmement compliquée : il n'a retenu que les faits et données indispensables pour étayer ce qu'il croit être la thèse socialiste et indiquer une solution qui, si les circonstances présentes lui sont peu favorables, lui apparaît néanmoins comme étant la seule juste. — A.R.

Quand on discute les problèmes juifs d'aujourd'hui, il est indispensable de se reporter aux concepts fondamentaux de la littérature socialiste classique, même au risque de se voir reprocher d'énoncer des lieux communs. L'horrible sort des Juifs d'Europe durant les quinze dernières années a soulevé chez les êtres humains — ceux encore dignes de ce nom — des émotions et des protestations qui ont eu pour conséquence de créer une extrême confusion en faisant oublier les sobres arguments politiques — même parmi les socialistes les mieux informés. Cette confusion prévaut non seulement quant aux principes mais même dans la signification des mots et le contenu des notions.

Les Juifs ne sont pas une race, bien que beaucoup d'entre eux soient plus ou moins différenciés, selon des critères raciaux, d'autres peuples blancs — qui d'ailleurs ne constituent pas davantage des races distinctes — au milieu desquels ils ont vécu. Mais il existe une différenciation bien plus importante : celle qui résulte de conditions historiques et sociales. (Je laisse de côté la religion à cause de son peu d'importance.) Jusqu'à leur émancipation, à la fin du dix-huitième siècle, ils constituaient un groupe « nationaloïde » clairement défini se distinguant par sa propre langue (1), sa culture, et par sa religion bien que ceci soit secondaire. Ils étaient l'objet d'une discrimination, exclus des postes importants de la hiérarchie féodale et des guildes, mais comblant, dans ces régimes, les vides qu'ils étaient aptes à découvrir pour leurs occupations commerciales ; ils formaient un précoce élément capitaliste dans la société ancienne ; ils grandirent en importance avec le développement du capitalisme et s'incorporèrent, après la chute du féodalisme, dans les nouvelles et diverses sociétés capitalistes. Ils perdirent leurs critères « nationaloïdes », leur langue, leur culture, et ne formè-

(1) C'était l'hébreu et non le yiddish ; il remplissait principalement, dans la littérature et la liturgie, le rôle du latin dans les pays catholiques au moyen âge. Pour une ou deux générations, les érudits sionistes ont commencé à transformer le vieil hébreu en un véhicule de la pensée moderne et, depuis, ceux qui se convertissent au sionisme doivent travailler dur pour apprendre « leur » langue. Encore aujourd'hui, dans les congrès sionistes, les orateurs qui parlent correctement « leur » langue, ou même sans trop d'accent, sont admirés et honorés.

rent plus que peu, ou pas du tout, des parties distinctes des classes respectives dans lesquelles ils s'intégraient. Depuis l'époque romaine, ils ne furent jamais plus une nation (1), manquant de ses attributs les plus essentiels : un territoire et une société propre (2).

Causes profondes de l'antisémitisme

Ce processus d'absorption — comme tous les processus démocratiques — s'est développé dans une bien moindre mesure en Orient que dans l'Europe occidentale et centrale. Cette circonstance, jointe au fait que, en Orient, les Juifs étaient, absolument et relativement, beaucoup plus nombreux, et d'autres raisons historiques et sociales obligent à une distinction nécessaire entre les Juifs d'Orient et d'Occident : en généralisant grandement on peut dire que, jusqu'à ces temps récents, les villes de portions considérables de l'Europe orientale s'étaient développées et peuplées plutôt par des éléments extérieurs : Allemands et Juifs, que par les habitants des régions environnantes. Ceux-ci étaient absorbés lentement. Mais pas les Juifs : ils formaient d'imposantes minorités, parfois des majorités, dans bien des villes de l'Europe orientale, par exemple en Pologne, Russie Blanche, Ukraine, etc. De larges couches de Juifs devinrent des ouvriers d'usine et rejoignirent les rangs du prolétariat ; mais, ce qui est plus important pour l'objet de cette étude, le commerce urbain, les professions libérales et les fonctions capitalistes, petit-capitalistes et précapitalistes restèrent, dans une large mesure, aux mains des Juifs, ceux-ci se maintenant, généralement, en un groupe nationaloïde distinct dont seule une mince partie des sphères supérieures était absorbée nationalement.

Ces circonstances les mettaient en conflit aigu et permanent avec le développement de la conscience bourgeoise-nationale des nations de l'Europe orientale dont la plupart étaient encore — ne l'oublions pas — dans la phase semi-féodale du XX^e siècle. Leurs bourgeoisies nationales se développaient lentement, avec retard, en une guérilla permanente et sévère contre le groupement juif nettement défini, une minorité nationaloïde solidement retranchée dans la plupart des positions convoitées (3). Les Juifs étaient leurs ennemis, cibles souvent plus visibles pour les masses que leurs propres seigneurs et bourgeois.

(1) J'anticipe ici ma conclusion, sous ses formes diverses le sionisme n'est aucunement un mouvement national ; c'est un mouvement racial visant à la formation d'une nation.

(2) J'emploie le mot « nation » dans le sens que lui donne la sociologie continentale et non dans celui où il est employé dans quelques pays anglo-saxons où il est plus ou moins synonyme d'Etat, ou des sujets d'un Etat, sans considérations de différences de langage, culture, etc., desdits sujets.

(3) Pour compliquer davantage la situation, cette guérilla se développait souvent simultanément avec la lutte des nations asservies pour leur libération nationale, lutte qui devait être menée contre les classes dirigeantes d'autres nations symbolisées par les Romanov, les Habsbourg, etc.

La révolution démocratique tardive n'ayant jamais été menée à son terme en Occident, et ayant à peine commencé en Orient, était incapable d'accomplir ses tâches économiques, nationales ou sociales. Une de ces tâches était l'absorption nationale des Juifs. Les problèmes démocratiques laissés en suspens avaient attendu leur solution de la « révolution permanente » de Trotski. Ils avaient attendu en vain, et c'est Staline et Hitler qui devaient les résoudre à leur façon.

Dans l'Europe centrale et occidentale, l'antisémitisme a un aspect sensiblement différent. Les Juifs y ont été intégrés dans les diverses nations et sociétés et assez souvent il n'y a plus guère de différence visible entre eux et les non-juifs à l'intérieur de leurs classes et nations respectives; seuls subsistent des vestiges de l'ancienne cohérence et de la tradition juives. Ces différences, pour minimes qu'elles étaient, étaient cependant suffisantes pour assurer une base à la théorie moderne de l'antisémitisme fondée sur la race, et à sa contrepartie, le sionisme, quand la barbarie rejeta nos sociétés modernes plusieurs siècles en arrière.

Il est certain que l'idéologie raciale ne grandit pas en vertu de sa métaphysique; elle grandit sur un sol plus solide: c'est un phénomène socio-économique. Les Juifs occidentaux formaient, numériquement, un pourcentage négligeable de la population des sociétés où ils vivaient; cependant, ils n'étaient pas répartis également, c'est-à-dire pas proportionnellement parmi les diverses classes. Ils appartenaient surtout à certaines couches et occupations. Leur pourcentage dans le petit commerce était relativement élevé et, dans certaines communes déterminées, encore plus élevé. Ils formaient une minorité non négligeable parmi le prolétariat en faux col et dans les professions libérales (journalistes, artistes, avocats, médecins). D'autre part, on ne trouvait que très peu d'ouvriers d'usine, à peine de métallurgistes, de mineurs, d'ouvriers agricoles.

Les intellectuels et les classes moyennes furent gravement atteints par le développement et les crises du régime capitaliste dans la période d'après guerre; dans la misère croissante, il n'y avait plus assez de place pour autant d'existences indépendantes (ou dépendantes); la solution révolutionnaire de la crise échoua, la réaction triompha; dans le bateau trop chargé il fallait jeter certains passagers par-dessus bord; l'antisémitisme choisit ses victimes. Les Juifs furent déclarés classe inférieure et persécutés, surtout par leurs collègues, dans les catégories où ils s'étaient fait leur place. En outre, le nazisme égara les couches inférieures du prolétariat, en dirigeant leur haine du régime contre les Juifs. « L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles »: l'aphorisme de Bebel est toujours vrai.

Le sionisme et le foyer national juif

Le sionisme surgit au début de ce siècle. C'est un mouvement purement raciste. Son idéologie enseigne que le « même sang » (la « race ») commande aux Juifs de vivre ensemble, qu'ils créent une même langue, une même culture, et qu'ils acquièrent — pour atteindre ce but — une même patrie; elle enseigne, d'autre part, que l'assimilation est non seulement indésirable mais impossible et que les différences respectives de composition du sang doivent engendrer nécessairement l'antisémitisme. L'idéologie sioniste s'étendit lentement et d'après l'intensité de la pression antisémite. Pour autant que l'Europe occidentale est concernée, le sionisme n'y eut que peu d'influence dans la période préhitlérienne.

Politiquement, le sionisme concentra ses efforts sur l'acquisition de la Palestine comme « foyer national juif ». Ses « prétentions historiques » sur cette contrée arabe ne valent pas mieux que celles de même sorte invoquées d'ordinaire pour la conquête de pays habités par d'autres peuples. Cependant les titres juridiques se développèrent avec le temps, du pacte avec Jéhovah à la Déclaration Balfour, au mandat britannique et à la décision toute récente de l'U.N.O. Les raisons pratiques du choix de la Palestine sont bien connues; enfin une autre considération paraissait décisive: la Palestine était encore dans un état moyenâgeux; ses Arabes étaient aussi pauvres que leurs cousins de l'Afrique du Nord; « non civilisés » et sans défense devant l'aristocratie terrienne semi-féodale.

En raison des libéralités et de la situation sociale de leurs adeptes et sympathisants, les sionistes avaient été capables de réunir des capitaux considérables. D'abord, ils tentèrent vainement d'acheter l'entière Palestine au sultan Abdul Hamid; plus tard ils achetèrent de vastes étendues du sol, le plus souvent aux possesseurs arabes, et les colonisèrent. Pour autant qu'il s'agisse de terres cultivées, ces transactions n'étaient des acquisitions que dans un sens juridique; économiquement, elles étaient des expropriations de paysans arabes qui avaient travaillé la terre et payé des redevances élevées aux propriétaires légaux, les seigneurs féodaux. Généralement, ces achats sionistes de terres eurent pour effet d'évincer les paysans arabes et d'en faire des pauvres. Tandis qu'ils contribuaient à la paupérisation des « indigènes », les colons possédant les capitaux nécessaires, étaient en mesure d'apporter d'importantes améliorations à la culture du sol: irrigation, drainage, toutes choses impossibles pour les Arabes.

La résistance des Arabes

Un processus analogue eut lieu dans l'industrie et le commerce, et avec un même résultat: sévère concurrence des colons juifs avec les métiers, l'artisanat et les industries rudimentaires des Arabes. Il est certain que les colons devaient travailler dur. Mais les Arabes aussi devaient peiner durement pour s'assurer une vie misérable et ils auraient été trop heureux — s'ils avaient possédé des capitaux, la préparation moderne nécessaire, en un mot s'ils n'avaient pas été des « indigènes » — de multiplier les résultats de leur labeur par l'emploi de machines appropriées, comme les colons juifs étaient capables de le faire.

Cependant ce n'est pas seulement le processus économique qui a poussé les Arabes dans les couches inférieures de la société. Les colons ont apporté les instruments et les moyens d'une éducation moderne (une autre forme de capital) dans « leur » pays; ils ont pu édifier un excellent régime scolaire et toutes sortes d'institutions culturelles, desquels les Arabes sont virtuellement exclus (1) comme il, sont exclus aussi de la plupart des syndicats juifs; quant aux emplois, une discrimination systématique est pratiquée à leur égard. Pour toutes ces raisons, les Arabes ont été transformés en « indigènes » et les colons — si nous négligeons pour l'instant leur propre stratification sociale — en une catégorie supérieure, la plus élevée. La paupérisation des Arabes (ou, pour être tout à fait exact, leur relative paupérisation) est une des raisons de leur résistance à la colonisation juive. Une autre raison, c'est l'inertie, inhérente à la plupart des

(1) Par exemple, les Arabes ne sont pas admis à l'Université juive de Jérusalem (Université I.S.S., Bulletin, June 1947 p. 10-11).

La solution du problème juif

La réalité est malheureusement très complexe. Le sort des Juifs durant les quinze dernières années a été horrible. L'histoire moderne n'offre rien d'analogue (1). Le droit d'asile a cessé d'être un droit et a été changé en une aumône qui peut être accordée ou refusée. Quelques Juifs, cependant, ont pu s'enfuir à l'étranger et d'autres — très peu — survivent quelque part, dans les pays où régna le nazisme, brisés d'âme et de corps. Vingt-cinq pour cent environ des malheureux qu'on trouve dans les camps pour « personnes déplacées » sont de ces survivants, et partagent le sort des autres victimes du fascisme et de la « libération ». Le sort de ces Juifs dans le passé récent, leur vie présente, sans but et sans espoir, l'absence de toute possibilité d'un secours rapide, font d'eux une proie facile pour le sionisme, pour un messianisme racial. En fait, une énorme majorité est atteinte jusqu'à la moelle par cette maladie qui les ronge presque comme une nécessité. Les avocats socialistes de l'aventure sioniste palestinienne abusent de cette nécessité; ils oublient qu'il s'agit d'une nécessité **psychologique** et, par suite, d'un « fait établi » dans un sens plutôt limité: nous ne devons pas oublier que tous les mouvements politiques, y compris les plus réactionnaires, résultent d'entraînements psychologiques sans défaut (autrement ils n'existeraient pas !). C'est cependant la tâche même des hommes politiques d'influencer ces enchaînements psychologiques — en d'autres termes d'influencer la volonté humaine — soit en les modifiant (persuasion, propagande, etc.) soit en leur résistant.

Nous nous trouvons alors en présence de ces questions inévitables: que suggérons-nous? quelle est la correcte ligne politique? la juste manière de résoudre le problème juif? Que faut-il dire aux infortunées masses juives, persécutées et soumises aux discriminations? La réponse n'est certes pas facile mais on peut l'esquisser en se basant sur la maxime générale: agir toujours dans le sens qui favorise, dans l'ensemble, le progrès de l'humanité. Nous devons, naturellement, lutter pour le droit de tous les peuples du monde à immigrer où bon leur semble (sauf dans les pays qu'ils voudraient conquérir). Nous devons expliquer patiemment, aux Juifs et aux autres groupes ou nations opprimés, que seule la solution socialiste est capable de résoudre les problèmes nationaux et raciaux, qu'il n'y a pas de plus court chemin et que toute solution à eux proposée par des charlatans racistes ne peut que les conduire d'un enfer dans un autre. Nous devons combattre l'idéologie raciale et, quand c'est nécessaire, lui résister. Nous devons essayer de persuader les ouvriers juifs déjà en Palestine qu'ils doivent renoncer à leurs croyances raciales et nationalistes; nous devons propager nos idées parmi eux et nous efforcer de les convaincre qu'ils doivent fraterniser avec les masses arabes. Mais cette fraternisation ne saurait consister en de simples démonstrations verbales; elle devrait se manifester par des actes tels que le partage des terres avec les Arabes, le partage des écoles, des machines, des capitaux, de manière à établir un niveau de vie général plus élevé. Nous reconnaissons qu'un tel programme ne pourrait donner, dans le proche avenir, que des résultats assez minimes; il ne nous ferait avancer que lentement. Mais nous ne voyons pas d'autre voie.

K. DAVID.

(1) Peut-être, dans un proche avenir, la « liquidation » des Tartares par Staline, de même que les divers « échanges de populations » après la seconde guerre mondiale seront considérés comparables au massacre des juifs d'Europe.

Georges Gaye est mort

Notre ami Georges Gaye est mort, le 11 mai 1948, à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), des suites d'une opération. Il a été incinéré, au Père-Lachaise, le 14 mai. Il était né en décembre 1881, à Gondrin, dans le Gers.

C'était un métallurgiste. Il avait milité avec succès parmi les mécaniciens de Bordeaux. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, il se rangeait dans la minorité révolutionnaire de la C.G.T. En 1921, il avait fait partie de la délégation des syndicalistes français au premier congrès de l'Internationale syndicale rouge, à Moscou. En juillet 1923, il avait été élu secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux, avec Poussel et Rabaté. Au bureau fédéral, il était plus spécialement chargé de la propagande. Au congrès de 1925, il avait présenté un rapport sur les grèves. Mais il avait refusé le renouvellement de son mandat. Malgré les sollicitations dont il était l'objet, il avait voulu reprendre sa place à l'usine. « Vous êtes ici mes patrons, disait-il aux délégués. Vingt-cinq mois, j'ai été votre serviteur. Estimez-vous heureux. Aucun patron ne pourrait en dire autant ! ». Tout au long de sa vie d'ouvrier, Gaye ne s'était guère soucié de la stabilité de l'emploi.

C'était un fidèle de la « Vie ouvrière » de Pierre Monatte. Avec César Hattenberger, il fut un recruteur d'abonnés. Dans la crise intérieure du mouvement révolutionnaire, en 1924-1925, il se prononça pour l'indépendance du syndicalisme et devint un ami de « la Révolution prolétarienne ». Comme ses deux grands camarades de Bordeaux, Guillaume Lapeyre et Thibaudeau, eux aussi disparus. Pendant la guerre de 1939-1945, il s'était retiré à Bougival. Pour subsister, il bricolait. Mais la vie est trop dure pour nos vieux. Il y a quelques mois, Gaye (qui aurait pu, lui aussi, faire carrière...) avait repris du travail, comme magasinier, dans une usine de Javel. Il s'est arrêté de travailler pour mourir.

« La Révolution prolétarienne » adresse à Mme Gaye l'expression de ses sentiments de condoléance.

Parmi nos lettres

Galéjade ?

D'un ingénieur.

Ceux de nos lecteurs qui bossent dans les usines d'aviation feraient bien de nous dire si ce correspondant (qui n'est pas de Marseille !) exagère.

Un ingénieur de ma connaissance a visité récemment une de nos usines d'aviation nationalisées. Il en est revenu éffaré.

Il a vu dans un atelier une batterie de 18 fraiseuses « Cincinnati » dernier modèle. Savez-vous ce que c'est ? Les plus merveilleuses des machines-outils pondues par la technique américaine. Pour qui sait s'en servir elles permettent de réaliser rapidement et précisément les pièces les plus extraordinaires.

Leur importation a sans doute coûté une centaine de millions, et probablement plus. Savez-vous à quoi on s'en servirait ? A creuser la fente pour la lame du tournevis dans des têtes à vis.

C'est-à-dire à un travail infime qu'un apprenti quelconque peut exécuter aussi bien et plus économiquement qu'une « Cincinnati » avec une simple scie à métaux.

Comme vous n'êtes pas mécanicien, cette histoire ne vous dit peut-être pas grand-chose, mais prenons un exemple : le grand marteau-pilon à vapeur du Creusot, vous en avez entendu parler ? Si un marchand de vin capitaliste s'en procurait un pareil afin de boucher des litres de gros rouge ordinaire, vous trouveriez ce marchand de vin idiot, et vous auriez raison.

Eh bien, la façon dont la direction « socialiste » des usines nationalisées emploie les fraiseuses « Cincinnati » est cent fois plus idiote.

De Mussolini à De Gasperi

Le fascisme perdit son âme en 1938-1940, lorsqu'il apparut clairement que Mussolini était incapable de réaliser son rêve d'une politique nationale indépendante, d'un imperialisme italien autonome, dont les moyens seraient la dictature et une espèce de socialisme autoritaire (ce que les bolcheviks ont réalisé en Russie avec des conséquences positives, sur le plan national, et négatives, sur le plan social, moral et humain).

La capitulation de Mussolini devant Hitler, lors de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne au printemps de 1938, marqua l'écroulement du rêve de grandeur néo-romaine. L'âme du régime disparut; les «moyens» seuls demeurèrent. L'Italie fasciste ne fut plus qu'un pauvre satellite du macabre soleil de la grande Allemagne hitlérienne.

Malgré toutes les boursoufflures de la guerre, de la «république sociale», c'est un épilogue sans éclat, par la décomposition et la liquidation d'un corps sans âme, que l'on aboutit dans les années 1943-1945 au succès des alliés et à ceux, moins importants, des antifascistes italiens.

Le roi d'Italie se présenta comme le premier prétendant à l'héritage de Mussolini. Il avait des titres: le coup d'Etat antimussolinien du 25 juillet 1943 — alors que les armées alliées avaient déjà pris pied en Italie — et la formation du gouvernement du maréchal Badoglio, le «Pétain italien». Churchill soutenait ses prétentions, car il trouvait rassurante la présence en Europe méditerranéenne de deux rois: celui de Grèce et celui d'Italie.

Mais les sept partis antifascistes posaient également leur candidature à la succession. Ils avaient déjà formé un «Comité de la libération nationale». Lors de la contre-offensive allemande de Mussolini et l'organisation de la «république sociale» du Nord, le roi et Badoglio, repliés dans le Sud, appelèrent les représentants de ces partis à former un gouvernement de coalition.

Le parti républicain dit historique, fondé par Mazzini et Garibaldi, refusa de transiger avec la monarchie. Mais les six autres partis, sur l'initiative du chef communiste Togliatti, acceptèrent la proposition anglo-américaine d'ajourner pour l'après-guerre le problème du régime politique et répondirent à l'appel du roi.

Les communistes meneurs du jeu

La grande manœuvre communiste tendait, par la décomposition de l'appareil monarchique au sommet et par une action «totalitaire» à la base, à l'élimination de la monarchie et à l'instauration, en plusieurs étapes, d'une république «populaire».

Aussi, Togliatti fut-il, pendant toute cette période, le leader incontesté du Comité de la libération nationale et le principal partenaire du roi.

Lorsque les alliés eurent pris Rome, ce fut lui qui imposa le remplacement du maréchal Badoglio par le libéral Bonomi, à qui succéda, dans l'été de 1945, le démocrate radical et républicain Ferruccio Parri.

Par un «petit massacre» de 300.000 (au minimum) fascistes défenseurs de la république sociale (que ni le roi ni Churchill ne condamnaient, celui-ci disant simplement qu'il fallait laisser les Italiens cuire un peu dans leur propre casserole), Togliatti voulait

créer l'atmosphère psychologique nécessaire. Opération à la Tamerlan, inaugurée par une manifestation pittoresque: le transport du cadavre de Mussolini de Como à Milan et son exposition sur la place de Loreto. Il est bon de préciser que le Duce fut tué pour une organisation communiste, qui s'empara, pour le compte du parti, des archives secrètes mussoliniennes et des milliards de Mussolini — malgré la décision du gouvernement, approuvée par les communistes, de traduire Mussolini devant un tribunal officiel et de confisquer sa fortune au profit de l'Etat.

De la fin de 1945 à la fin de 1947, l'Italie fut gouvernée, en réalité, par l'Alliance Togliatti-De Gasperi. Il s'agissait de déterminer qui finalement l'emporterait dans ce jeu subtil, très «italien», du rusé Figaro stalinien ou du pieux héros papiste. Si le disciple de Staline a perdu la partie le 18 avril 1948, il faut reconnaître que ce fut beaucoup plus par les circonstances internationales que par sa défaillance personnelle. Encore n'est-il pas certain que la défaite communiste soit définitive.

En décembre 1945, un nouveau tournant communiste, qui surprit quelque peu l'opinion italienne, permit le renversement du gouvernement Parri, républicain radical et laïque, et son remplacement par De Gasperi, dont le parti, neutre sur la question du régime politique, était essentiellement clérical.

L'alliance débuta par l'élimination du gouvernement des quatre petits partis: parti d'action, de Parri; parti libéral, de Croce; parti démo-labouriste (socialiste réformiste), de Fece Bissolati; et parti républicain mazzinien.

On supprima même le Comité de la libération nationale où le principe de parité gênait les trois grands partis: catholique, socialiste et communiste, qui formèrent seuls le gouvernement. Le parti socialiste était encore unifié à cette époque avec Saragat, Lombardo, Silone, etc., mais son chef Pietro Nenni était déjà l'agent sûr, conscient et discipliné de Staline. De Gasperi présidait ce gouvernement de coalition.

La formule adoptée relevait d'ailleurs des accords de Yalta, qui permettaient à l'amiral Stone et aux ambassadeurs d'Occident d'exercer dans la zone d'occupation anglo-saxonne des droits équivalents à ceux de Vychinski, à Bucarest, Sofia ou Budapest.

C'était Yalta qui assurait la présidence du gouvernement à De Gasperi et qui expliquait les concessions de Togliatti, dont la position cependant était renforcée par l'espoir de l'intervention russe, lors de la rédaction du traité de paix en faveur de l'Italie.

Le jeu audacieux de De Gasperi et du pape

Mais si efficace que paraisse la tactique communiste, elle ne surpassa pas en audace et en habileté opportuniste celle de De Gasperi, inspirée plus ou moins directement par le Vatican.

Les leaders catholiques, tenant compte de la situation italienne et mondiale, jugeaient nécessaire le sacrifice de la monarchie, réalisé avec le maximum d'égards et de délicatesse, mais sans hésitation et avec cette force implacable qui, aux époques déci-

sives, caractérise la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine — dernier témoignage vivant de l'antiquité romaine dans la Rome contemporaine. On voyait peut-être d'ailleurs dans cette fatalité un effet de la justice divine punissant la famille royale qui a enlevé Rome au pape.

A la majorité des trois quarts, le parti démocrate-chrétien se prononçait pour la république, la minorité conservant la faculté de voter selon sa conscience — cependant que le pape, par son silence discret, favorisait la cause républicaine et que De Gasperi, en mai et en juin 1946, résistait avec fermeté aux dernières manœuvres par lesquelles la maison de Savoie essayait de changer le verdict du referendum.

Ainsi la démocratie chrétienne s'affirmait comme un parti de centre — pour ce vingtième siècle de stagnation européenne — et non plus comme un parti de droite — dans le sens que l'on donnait à ce terme au XIX^e siècle. C'est d'ailleurs la position de tous les partis de masse à base confessionnelle dans l'Europe contemporaine.

Le referendum du 2 juin 1946 donna 12 millions 700.000 voix à la république, contre 10 millions 700.000 voix à la monarchie. Un déplacement d'un million de voix aurait sauvé celle-ci. Il est donc hors de doute que la victoire républicaine a été assurée par l'action discrète de De Gasperi et du pape. Mais ceux-ci ont obtenu en compensation, grâce à l'appui des communistes, la confirmation des privilèges que Mussolini accorda au Vatican et à l'Eglise par le pacte de Latran. S'ils avaient favorisé la monarchie, ils auraient consacré la division du pays en deux blocs à peu près égaux et constants, et ils auraient laissé ainsi une arme des plus efficaces aux mains des communistes. L'Italie aurait peut-être connu le sort de la Grèce. Mais les Italiens modernes, raffinés et sceptiques, jongleurs plutôt que créateurs en politique, sont fort différents des barbares héroïques que sont les Grecs, ainsi que tous les autres peuples balkaniques. Les prévoyants calculs de De Gasperi lui ont permis de désarmer et d'isoler les communistes et de faire de la démocratie chrétienne le centre de ralliement de la grande majorité du pays.

A notre époque de décadence européenne, ce jeu italien retiendra l'attention des historiens. C'est un modèle en ce genre d'exercice. Par comparaison, l'opération française parallèle : la « mésalliance » de de Gaulle et des communistes en 1944 et en 1945 semble un essai d'apprenti maladroït.

En deux ans et demi, De Gasperi remania quatre fois son gouvernement, et à chaque fois son parti en sortit renforcé. Après le referendum, il appela au gouvernement deux petits partis de gauche. Après avoir débarqué Togliatti et Nenni, il ne craignit plus de demeurer seul et manœuvra le soutien américain plus efficacement que son collègue français Ramadier. Lors des élections du 18 avril, pour rassurer les républicains, les démocrates et les laïques, il modifia encore la formule de son gouvernement, par la participation des républicains mazziniens et des socialistes de Saragat.

Aujourd'hui, alors que les élections à caractère plébiscitaire lui ont assuré la majorité absolue, il maintient la coalition avec les socialistes autonomes et d'autres éléments de gauche non communistes. Et ce n'est pas seulement pour obéir aux suggestions des Américains, partisans de l'équilibre et adversaires du sectarisme religieux.

La savante prévoyance, le sens de l'universel de l'Eglise romaine se révèlent ainsi par ces coups de maître.

On ne peut pas expliquer le catholicisme politique contemporain avec les clichés grossiers de l'anticléricalisme libéral et bourgeois du siècle dernier.

Il n'est pas sans intérêt d'en tenter la description et l'analyse sur le plan italien.

La philosophie de l'époque selon l' « Osservatore romano »

Cinq jours après les élections, le 23 avril, le Vatican a formulé sa philosophie de l'époque par un article intitulé « Vers demain » dans son organe officiel l' « Osservatore romano ».

« Les motifs de la défaite communiste et frontiste sont d'ordre moral et politique. L'affirmation du socialisme indépendant et le vote pour le programme de réformes économiques de la démocratie chrétienne prouvent que le pays se refuse à confondre les deux domaines spirituel et social. Il ne tolérera pas qu'au nom de la religion on ose couvrir des intérêts matériels iniques... »

« La victoire acquise est peu de chose. La preuve décisive dépend maintenant des réalisations. Plus que le succès, ce qui importe c'est de montrer qu'on en est digne... »

« Les succès du catholicisme politique en Belgique et en Autriche n'avaient qu'une importance localisée. En France aujourd'hui comme en Allemagne préhillérienne il ne dispose que d'un pouvoir insuffisant. Dans l'Italie de De Gasperi on assiste, pour la première fois dans l'histoire moderne, à l'expérience du catholicisme politique disposant dans un grand pays d'une majorité suffisante et décisive. »

On peut noter la différence entre cette position et celle de Churchill et de Taft s'élevant contre le gouvernement travailliste.

Certes, la démocratie chrétienne ne veut pas toucher aux bases fondamentales du régime. Mais les réalisations soviétiques prouvent qu'il en est de même pour le communisme, qui nous présente en fait à l'heure actuelle non un monde nouveau, mais une nouvelle figure du vieux monde. Les deux grands partis sont donc tous deux des partis conservateurs, à tendance moderne, ce qui les distingue essentiellement des représentants anachroniques, tels Churchill et Taft, du capitalisme manchestérien. La compétition peut donc jouer pleinement.

L'audacieuse manœuvre des papistes de 1945 et 1946 : gagner les républicains sans perdre les monarchistes et contribuer ainsi à la stabilisation intérieure de l'Italie et à l'affaiblissement du communisme, a magnifiquement réussi le 18 avril 1948; mais c'était une opération risquée, une véritable spéculation hasardeuse, car elle a débuté en décembre 1945 par le renforcement du communisme.

Après les élections à la Constituante du 2 juin 1946, les deux forces des deux grandes tendances s'équilibraient comme le prouve le tableau suivant :

	Voix	Députés
Parti démocrate-chrétien	8.100.000	207
Parti socialiste (unifié)	4.800.000	115
Parti communiste	4.300.000	104
Parti d'action	300.000	7
Parti républicain mazzinien	1.000.000	23
Liste de droite	4.400.000	100
	22.900.000	556

L'alliance de Dieu et du Diable

L'alliance machiavélique et monstrueuse de De Gasperi et de Togliatti, de Dieu et du Diable, ayant réalisé la république, fabriqua la nouvelle Constitution.

Là encore nous pouvons admirer la subtilité du jeu italien. Les engagements qui ont abouti au vote

de la Constitution furent tenus par les communistes, même lorsque ceux-ci avec leur fidèle Nenni eurent été rejetés dans l'opposition, à partir de mai 1947.

« Loyauté » extraordinaire et surprenante. Les communistes qui, en général, méprisent les obligations nées de leur participation au gouvernement, les ont cette fois respectées scrupuleusement, postérieurement à leur sortie du gouvernement.

Et quels engagements ! Il s'agissait par exemple du vote par les communistes associés aux catholiques des articles les plus réactionnaires et les plus cléricaux de la Constitution : la reconnaissance de l'Eglise catholique comme Eglise d'Etat et la confirmation de tous les privilèges accordés par Mussolini au Vatican. Au reste ce vote fut acquis contre l'opposition de toute la gauche à tendance laïque, non seulement les socialistes de Nenni et les « actionnistes », mais aussi les nouveaux alliés de De Gasperi au gouvernement : les socialistes de Saragat et les républicains mazziniens.

Ainsi ces jeux subtils se développaient parallèlement : les catholiques avaient joué la carte de gauche, lors du referendum pour la république, les communistes jouaient la carte de droite afin de « plumer » la volaille catholique. Lorsqu'on sera le maître, lorsque « l'Italie populaire » passera derrière le « fraternel » rideau de fer, on réduira le pape de Rome à la même docilité que le patriarche de Moscou. Sinon il pourra suivre Pierre Kroutitzky et les autres chefs de l'opposition ecclésiastique dans les larges casernes de la Sibérie.

L'alliance de Dieu et du Diable se manifesta encore dans le vote d'une loi électorale qui favorisait les deux grands partis de masse; elle rencontra l'opposition farouche des petits partis et de tous les vrais démocrates et provoqua même une véritable crise de conscience chez certains députés démocrates-chrétiens, s'abstenant au vote — alors qu'on retrouvait dans l'opposition la même minorité que dans le vote des articles cléricaux de la Constitution.

L'alliance n'avait qu'un but : préparer le terrain pour le duel final entre les deux grands partis.

L'arrière-pensée de Togliatti était de laisser gouverner De Gasperi sous l'occupation anglo-saxonne, afin d'introduire dans le pays, par la Constitution, la loi électorale et le climat psychologique, les premiers éléments nécessaires au fonctionnement de la démocratie populaire, après le départ des alliés occidentaux.

De Gasperi connaissait les dangers futurs de l'alliance. Mais il connaissait aussi ses atouts : « la carte de gauche », l'obéissance des masses du Midi, le vote féminin, l'influence extraordinaire de l'Eglise, l'appui massif et puissant des Etats-Unis.

Il a gagné la partie. Les élections du 18 avril lui ont donné la majorité relative des suffrages : 48,7 % pour les députés et 47,9 % pour les sénateurs — et, grâce à la loi électorale, la majorité absolue des députés : 53,5 % et des sénateurs : 54,8 %.

La doctrine de Truman trouble le jeu de Togliatti

Lorsque la pression soviétique à l'ouest et au sud du rideau de fer eut provoqué en contrecoup la déclaration de Truman, la stratégie communiste fut condamnée à l'échec, non seulement en Turquie et en Grèce, mais dans toute l'Europe occidentale.

La victime désignée a bénéficié d'une injection tonique. Et quoi que l'on puisse dire avec raison sur l'insuffisance sociale, politique, morale, et même militaire de la « doctrine de Truman », de l'union occidentale, du « bloc des Cinq » de Bruxelles, une défense même insuffisante, incohérente et réactionnaire valait mieux que l'acceptation sans résistance d'un nouvel esclavage.

Le plan Marshall, qui représente non seulement une américanisation de l'Europe, mais aussi le début de la reprise pour notre continent appauvri et dévasté, porta un coup sensible au démiurge communiste, qui triomphe facilement dans le chaos et le désespoir et rivalise difficilement avec les Américains dans la conquête du bien-être.

La création du Kominform — instrument efficace sans doute de la mobilisation du communisme — s'opposa dans l'opinion publique au jeu habile du stalinisme de guerre avec les « patries », « les nations » et « les nationalismes » de tous pays. Si les Russes représentent pour l'Italie une notion lointaine, un peu mystique et par là même attirante, les Yougoslaves — gouvernés par Tito — sont par contre des voisins immédiats et « l'ennemi héréditaire » des cent dernières années, depuis que le destin de la Dalmatie, de Fiume, de l'Istrie, de Trieste est à l'ordre du jour, depuis que ces domaines d'une vieille colonisation romaine et vénitienne sont — pour la troisième fois depuis l'antiquité — de plus en plus slavisés par un « hinterland » slave en renaissance nationale depuis le début du XIX^e siècle.

Le coup de Prague de février dernier a provoqué une véritable panique en Italie : « Attila ante portas ! »

Les Américains ne pouvaient laisser les Italiens capituler devant la menace. Rome, selon la doctrine de Yalta et celle de Truman, se trouve aussi nettement dans la zone américaine que Prague dans la zone russe, et chaque impérialisme réalise sa domination dans sa zone, par ses propres méthodes.

C'est en vertu de cette formule de partage du monde entre les Russes et les Américains, affirmée à Yalta et confirmée par Truman, que fut assurée la domination américaine sur l'Italie, la victoire du parti américain sur le parti russe. C'est ainsi qu'il faut interpréter également l'éviction des communistes du cabinet Ramadier et leur défaite en France, lors des grandes grèves de la fin de 1947.

Les partis communistes de l'Europe occidentale tentent après leurs lourdes défaites de demeurer dans la légalité, par l'assouplissement de leur tactique. Le jour même des élections, lorsque la défaite du Front était déjà assurée, Togliatti publia dans son journal l'« Unità » un article dans lequel il demandait à De Gasperi de reprendre leur jeu de 1945. Mais Moscou compte déjà sur la possibilité de nouvelles défaites, persécutions et même mises hors la loi de ses cinquièmes colonnes dans la zone américaine. On peut déceler les mesures prévues pour préparer de nouvelles formes d'action. Ces passages brusques de la légalité à l'illégalité ne surprennent pas la stratégie communiste.

Les résultats des élections

La question fondamentale — parti américain ou parti russe — résolue, il reste à voir dans quelles conditions la bataille s'est terminée.

Rappelons les résultats du 18 avril 1948 :

	Voix (en millions)	%	Députés	%
Démocratie chrétienne..	12,8	48,7	307	53,5
Front démocr. pop. ..	8,0	30,7	182	31,7
Unité socialiste	1,9	7,1	33	5,8
Bloc national	1,»	3,8	18	3,1
Parti républ. mazzinien	0,7	2,5	9	1,6
Mouv. soc. ital. (M.S.I.) (néo-fascistes)	0,5	2,0	6	1,0
Différents petits groupes de droite	1,3	5,2	19	3,3
	26,2		574	

De la comparaison avec les élections du 2 juin 1946, tirons trois conclusions. C'est d'abord l'aug-

sives, caractérise la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine — dernier témoignage vivant de l'antiquité romaine dans la Rome contemporaine. On voyait peut-être d'ailleurs dans cette fatalité un effet de la justice divine punissant la famille royale qui a enlevé Rome au pape.

A la majorité des trois quarts, le parti démocrate-chrétien se prononçait pour la république, la minorité conservant la faculté de voter selon sa conscience — cependant que le pape, par son silence discret, favorisait la cause républicaine et que De Gasperi, en mai et en juin 1946, résistait avec fermeté aux dernières manœuvres par lesquelles la maison de Savoie essayait de changer le verdict du referendum.

Ainsi la démocratie chrétienne s'affirmait comme un parti de centre — pour ce vingtième siècle de stagnation européenne — et non plus comme un parti de droite — dans le sens que l'on donnait à ce terme au XIX^e siècle. C'est d'ailleurs la position de tous les partis de masse à base confessionnelle dans l'Europe contemporaine.

Le referendum du 2 juin 1946 donna 12 millions 700.000 voix à la république, contre 10 millions 700.000 voix à la monarchie. Un déplacement d'un million de voix aurait sauvé celle-ci. Il est donc hors de doute que la victoire républicaine a été assurée par l'action discrète de De Gasperi et du pape. Mais ceux-ci ont obtenu en compensation, grâce à l'appui des communistes, la confirmation des privilèges que Mussolini accorda au Vatican et à l'Eglise par le pacte de Latran. S'ils avaient favorisé la monarchie, ils auraient consacré la division du pays en deux blocs à peu près égaux et constants, et ils auraient laissé ainsi une arme des plus efficaces aux mains des communistes. L'Italie aurait peut-être connu le sort de la Grèce. Mais les Italiens modernes, raffinés et sceptiques, jongleurs plutôt que créateurs en politique, sont fort différents des barbares héroïques que sont les Grecs, ainsi que tous les autres peuples balkaniques. Les prévoyants calculs de De Gasperi lui ont permis de désarmer et d'isoler les communistes et de faire de la démocratie chrétienne le centre de ralliement de la grande majorité du pays.

A notre époque de décadence européenne, ce jeu italien retiendra l'attention des historiens. C'est un modèle en ce genre d'exercice. Par comparaison, l'opération française parallèle : la « mésalliance » de de Gaulle et des communistes en 1944 et en 1945 semble un essai d'apprenti maladroite.

En deux ans et demi, De Gasperi remania quatre fois son gouvernement, et à chaque fois son parti en sortit renforcé. Après le referendum, il appela au gouvernement deux petits partis de gauche. Après avoir débarqué Togliatti et Nenni, il ne craignit plus de demeurer seul et manœuvra le soutien américain plus efficacement que son collègue français Ramadier. Lors des élections du 18 avril, pour rassurer les républicains, les démocrates et les laïques, il modifia encore la formule de son gouvernement, par la participation des républicains mazziniens et des socialistes de Saragat.

Aujourd'hui, alors que les élections à caractère plébiscitaire lui ont assuré la majorité absolue, il maintient la coalition avec les socialistes autonomes et d'autres éléments de gauche non communistes. Et ce n'est pas seulement pour obéir aux suggestions des Américains, partisans de l'équilibre et adversaires du sectarisme religieux.

La savante prévoyance, le sens de l'universel de l'Eglise romaine se révèlent ainsi par ces coups de maître.

On ne peut pas expliquer le catholicisme politique contemporain avec les clichés grossiers de l'anticléricalisme libéral et bourgeois du siècle dernier.

Il n'est pas sans intérêt d'en tenter la description et l'analyse sur le plan italien.

La philosophie de l'époque selon l' « Osservatore romano »

Cinq jours après les élections, le 23 avril, le Vatican a formulé sa philosophie de l'époque par un article intitulé « Vers demain » dans son organe officiel l' « Osservatore romano ».

« Les motifs de la défaite communiste et frontiste sont d'ordre moral et politique. L'affirmation du socialisme indépendant et le vote pour le programme de réformes économiques de la démocratie chrétienne prouvent que le pays se refuse à confondre les deux domaines spirituel et social. Il ne tolérera pas qu'au nom de la religion on ose couvrir des intérêts matériels iniques... »

« La victoire acquise est peu de chose. La preuve décisive dépend maintenant des réalisations. Plus que le succès, ce qui importe c'est de montrer qu'on en est digne... »

« Les succès du catholicisme politique en Belgique et en Autriche n'avaient qu'une importance localisée: En France aujourd'hui comme en Allemagne préhitlérienne il ne dispose de un pouvoir insuffisant. Dans l'Italie de De Gasperi on assiste, pour la première fois dans l'histoire moderne, à l'expérience du catholicisme politique disposant dans un grand pays d'une majorité suffisante et décisive. »

On peut noter la différence entre cette position et celle de Churchill et de Taft s'élevant contre le gouvernement travailliste.

Certes, la démocratie chrétienne ne veut pas toucher aux bases fondamentales du régime. Mais les réalisations soviétiques prouvent qu'il en est de même pour le communisme, qui nous présente en fait à l'heure actuelle non un monde nouveau, mais une nouvelle figure du vieux monde. Les deux grands partis sont donc tous deux des partis conservateurs, à tendance moderne, ce qui les distingue essentiellement des représentants anachroniques, tels Churchill et Taft, du capitalisme manchestérien. La compétition peut donc jouer pleinement.

L'audacieuse manœuvre des papistes de 1945 et 1946 : gagner les républicains sans perdre les monarchistes et contribuer ainsi à la stabilisation intérieure de l'Italie et à l'affaiblissement du communisme, a magnifiquement réussi le 18 avril 1948; mais c'était une opération risquée, une véritable spéculation hasardeuse, car elle a débuté en décembre 1945 par le renforcement du communisme.

Après les élections à la Constituante du 2 juin 1946, les deux forces des deux grandes tendances s'équilibraient comme le prouve le tableau suivant :

	Voix	Députés
Parti démocrate-chrétien	8.100.000	207
Parti socialiste (unifié)	4.800.000	115
Parti communiste	4.300.000	104
Parti d'action	300.000	7
Parti républicain mazzinien	1.000.000	23
Liste de droite	4.400.000	100
	22.900.000	556

L'alliance de Dieu et du Diable

L'alliance machiavélique et monstrueuse de De Gasperi et de Togliatti, de Dieu et du Diable, ayant réalisé la république, fabriqua la nouvelle Constitution.

La encore nous pouvons admirer la subtilité du jeu italien. Les engagements qui ont abouti au vote

mentation de 3.300.000 du nombre des votants. C'est ensuite les pertes de la droite libérale et néofasciste atteignant 1.600.000 voix. C'est enfin le gain de 4.700.000 voix de la démocratie chrétienne.

Ce gain catholique ne correspond pas simplement à l'augmentation du nombre de votants et aux pertes de la droite... Il se compose de voix ouvrières, même des vieilles forteresses ouvrières traditionnelles.

À gauche le mouvement ouvrier, en état de fermentation et de crise idéologique, présente un tableau très compliqué.

Pendant les élections de 1946, l'alliance entre les Russes et les Américains était encore apparemment solide; le parti américain dans le monde ouvrier — le socialisme bourgeois démocratique — et le parti russe — le socialisme bureaucratique totalitaire — n'étaient pas encore nettement opposés.

Du socialisme authentique — ouvrier et internationaliste — il ne subsiste rien en Europe depuis 1914. Cette décadence, que nous ne pouvons étudier ici, nous explique la funeste marche des événements mondiaux des 35 dernières années: la décadence de l'Europe, l'ascension de Mussolini et de Hitler, le rôle fondamental de la Russie et de l'Amérique, la naissance de puissants partis social-catholiques. On peut espérer que les classes travailleuses d'autres pays, d'autres continents, reprendront l'œuvre abandonnée par le prolétariat européen en 1914 et par le prolétariat russe en 1921, après son effort gigantesque de 1917 à 1920.

Dans cet affaiblissement général de la classe ouvrière, on discerne un certain renforcement du parti américain, une forte régression du bloc russe — avec l'écroulement de sa composante auxiliaire nennienne et la stagnation de sa composante communiste.

Le parti vassal de Nenni a été en effet fortement touché. Malgré la liste unique, grâce au vote préférentiel — en utilisant habilement cette arme — les communistes gagnent 30 sièges, tandis que leurs alliés tombent de 115 à 40 sièges. Il est vrai que ce nombre a été porté à 50, par la démission imposée de 10 députés communistes élus sur les listes communales.

Dans le Nord — industriel et prolétarien — le parti communiste subit une perte sensible (de 5.900.000 voix à 4.300.000). Il conserve ses positions dans le Centre et gagne environ 300.000 voix dans le Sud.

Le parti socialiste autonome de Saragat, avec 1.900.000 voix — dont 1 million dans le Nord — s'est constitué une solide base de départ. D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, il s'agit pour un tiers de voix ouvrières et pour les deux tiers de voix de la petite bourgeoisie démocrate. Il est certain que la grande tradition turatienne a exercé, à Milan, une influence décisive. Les différents groupes du bloc « Unita Socialista » se trouvent devant la tâche urgente et difficile de reformer un parti socialiste indépendant et uni.

À Gênes, en 1946, les communistes obtenaient 124.200 voix, les socialistes 114.400, le parti d'Action 2.800. Au total 241.400 voix. En 1948, le Front démocrate-populaire obtient 183.300 voix et l'Unité socialiste 42.800 — soit au total : 226.100 voix — tandis que les démocrates-chrétiens passent de 102.300 à 183.600.

À Turin, communistes, socialistes et actionnistes obtenaient respectivement en 1946 : 108.000, 117.000 et 6.200 voix — soit : 231.200 au total. En 1948, le Front obtient 173.900 voix et l'Unité socialiste 62.000 — soit au total : 235.900 — tandis que les démocrates-chrétiens passent de 112.100 à 203.600.

À Milan, le parti démocrate-chrétien passe de 188.700 voix à 364.100.

Dans le troisième collège de Turin, au cœur industriel de la ville — au centre des Etablissements Fiat (célèbres par leurs traditions révolutionnaires autant que par leur réputation technique) — les chrétiens

l'emportent aux élections sénatoriales par 61.275 voix contre 59.802 au Front démocrate-populaire.

Vers l'avenir incertain et inquiétant

Le peuple italien est poussé dans ces voies politiques nouvelles par trois courants principaux.

C'est d'abord l'espèce de révolte traditionnelle de la pauvre Italie contre les pays « riches » — en colonies, en matières premières, en capitaux — les sentiments « antioccidentalistes », qui animent aujourd'hui Nenni, même Turati et Togliatti, comme ils soulevaient hier Mussolini.

C'est ensuite, et par opposition, le sentiment et la conscience — particulièrement affirmés dans le Nord et au Centre — que le peuple italien constitue une fraction de l'Occident. C'est dans cet esprit que naissent les sympathies spontanées pour le socialisme, la démocrate, l'intelligence française, le Labour party, Roosevelt... le C.I.O.

C'est troisièmement le sentiment que l'époque du capitalisme privé est close en Europe, qu'un n'est pas capable de le dépasser, que les Etats-Unis — citadelle d'un capitalisme privé ascendant — ne le permettraient d'ailleurs pas. Il ne reste donc que la Russie — malgré toutes ses tares — comme unique espoir. C'est une illusion, un « feu follet » de la décadence, comme l'est, de l'autre côté, le plan tendant à faire de l'Europe un troisième bloc, une troisième force internationale. La question à l'ordre du jour est celle de l'unité mondiale, de l'opposition constructive aux deux antagonistes, et il ne s'agit pas de partager le monde en trois, d'imaginer une sorte de neutralité de l'Europe contre les deux blocs — conception totalement utopique.

Ces illusions sur la Russie, provoquées par l'impuissance des mouvements socialistes occidentaux persistent non seulement en Italie et en France, mais aussi en Angleterre comme le prouve la crise profonde du Labour party. Si l'on évoque la grandeur du mouvement ouvrier européen pendant les cent dernières années, dans la lutte contre la bourgeoisie, on comprend mieux la révolte des masses ouvrières qui préfèrent servir la bureaucratie anticapitaliste russe que la bourgeoisie démocratique américaine. Il s'agit bien d'une forme dégénérée de la lutte de classes.

L'offensive bureaucratique communiste ne pourra être repoussée que par un mouvement spécifiquement nouveau — quel que soit le pays où il naîtra — et non par un capitalisme démocratique, même soutenu par le socialisme démocratique — qui cesse d'être socialiste en soutenant le capitalisme privé.

L'absence en Amérique d'un mouvement socialiste authentique, se battant pour la suppression du capitalisme privé, américain et mondial, explique l'incertitude, l'inquiétude et la stérilité actuelles. Situation peut-être déterminée par la jeunesse et l'inexpérience. Les Etats-Unis et leur classe ouvrière sont encore au début de leur carrière historique, de leur épanouissement. C'est là que résident les plus grands espoirs de l'humanité ainsi que les plus grandes responsabilités pour le prolétariat. Seul, un socialisme authentique pourrait conduire une contre-offensive constructive contre les prétentions du capitalisme d'Etat oriental de dominer le monde au nom de sa supériorité sociale sur le capitalisme privé occidental.

En opposition à cette lutte de classes dégénérée, il existe un courant de soumission servile à l'Amérique dont on mange le pain, dont on accepte l'idéologie et le régime politique : « Gujus regio, ejus religio ». C'est dans le Sud italien, misérable depuis l'antiquité, que cet aspect de la décadence apparaît avec le plus de netteté.

Enfin, il ne faut pas, en Italie, oublier l'Eglise, toujours forte, toujours prête au combat, contre les

barbares, contre les révolutionnaires et contre les athées. Sous des aspects nouveaux, le combat du « rouge et du noir » demeure en Italie le phénomène essentiel.

Lorsque les communistes engagent la bataille contre la dictature cléricale, ils oublient que ce sont eux qui ont préparé les voies à De Gasperi; d'ailleurs, la tendance totalitaire catholique ne manifeste ni le dynamisme ni l'agressivité de la tendance totalitaire communiste. Enfin De Gasperi n'est pas plus le maître en Italie que Dimitroff en Bulgarie. Sans l'aide américaine, il n'aurait pu vaincre et ne pourrait pas gouverner et si les Américains insistent sur la nécessité d'une certaine tolérance, d'une certaine laïcité, d'une union assez large avec les démocrates et les socialistes, il faudra bien que les cléricaux s'inclinent en Italie comme les gaullistes en France.

De Gasperi a su s'adapter, dans sa jeunesse, à l'empire des Habsbourg (il était député de la minorité italienne du Tyrol du Sud, au parlement austro-hongrois, avant 1914). Il est capable de s'adapter à la réalité contemporaine, à l'empire américain occidental, comme Togliatti à l'empire oriental russe.

Ce sont les relations entre ces deux empires qui détermineront l'avenir de l'Italie et du monde : un avenir incertain et inquiétant.

A. CILIGA.

Les élections stalino-fascistes de M. Naegelen

La Nation Algérienne, l'organe clandestin du parti du peuple algérien (P.P.A.), qui parvient toujours à paraître malgré toutes les recherches qui sont faites pour découvrir où il est imprimé, nous apporte sur les scandaleuses élections d'avril à l'Assemblée algérienne les précisions suivantes :

Sur les 59 candidats du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.), 25 ont été arrêtés avant les élections, et les autres poursuivis.

A Alger, où la fraude sur les urnes ne put avoir lieu à cause de l'importance et de la combativité de la population arabe, le candidat du M.T.L.D., Cherchati, a rassemblé sur son nom près de 90 % des voix.

90 % des voix, voilà la véritable expression des sentiments de tout le peuple algérien, et pas seulement de celui d'Alger. 90 % des musulmans d'Algérie sont contre la domination française et pour l'indépendance de l'Algérie.

D'ailleurs, le gouvernement général de l'Algérie aurait, paraît-il, lui-même reconnu que si l'on avait tenu compte des votes réels et non des urnes truquées, sur les 60 sièges de l'Assemblée attribués aux musulmans d'Algérie, 57 sièges seraient allés au M.T.L.D.

Aussi la Nation Algérienne peut-elle proclamer : « Jamais la souveraineté française ne s'est autant étalée dans toute sa bassesse et toute sa laideur.

» La France n'a aucun respect des principes tels que la Liberté, la Démocratie, la Justice, quand il s'agit de l'Arabe.

» Tu as vu, peuple algérien, à quel point se sont abaissés les colonialistes français au cours de ces élections, à quel point ils sont devenus méprisables, en volant, en truquant, en tuant lâchement, en mentant effrontément à l'abri de leurs baïonnettes.

» Les Français colonialistes ne comprennent qu'un seul langage : la force. »

Fascisme, bonapartisme césarisme

J'ai bien envie de chercher une amicale querelle aux camarades qui, parlant du stalinisme, l'appellent tantôt un fascisme rouge, tantôt un jésuitisme rouge. Pourquoi rouge, plutôt que blanc ou noir ? J'avoue ne pas comprendre.

Réfléchissons un peu. Un procès d'exception, quel qu'il soit et de quelque nom qu'on le décore, est invariablement entaché d'injustice. La voix de l'accusé est étouffée et sa défense peu ou mal assurée. Par suite qui recourt aux procédures en marge du droit commun à quelque chose à cacher et n'a pas une bonne conscience.

Pour faire parler leurs victimes, les policiers hitlériens usaient d'interrogatoires harassants et de tortures variées. Nous jugeons ces pratiques scélérates. Mais ces interrogatoires et ces tortures ne deviennent pas louables parce que les policiers staliniens les utilisent pour « briser » les prisonniers auxquels ils doivent extorquer des aveux.

Trotsky donnait à tous les fascismes le nom plus général de bonapartisme. Il n'allait pas assez loin. Plus ancien que le bonapartisme, c'est le césarisme dont il dérive, que nous nous devons de combattre, quel que soit le masque sous lequel il se présente. De Gaulle est un militaire césarien et Staline règne au Kremlin où il est moins facilement visible que Louis XIV à Versailles.

La France était bonapartiste bien avant Bonaparte. Quel est, en effet, l'appel pathétique et monotone qui s'élève des « cahiers » du Tiers quand le monarque réunit les Etats généraux ? C'est celui-ci : « Sire, faites un coup de Majesté ! »

Dans l'ancienne France, point de *common law* interprétée par une magistrature entourée de respect. On se gare des coups du pouvoir par le privilège. On proteste contre ce régime, mais on l'a si bien dans la peau, depuis des siècles, qu'après l'avoir renversé on le continue et on l'observe religieusement comme nos grands ancêtres tout les premiers.

Merlin de Douai s'était signalé comme un leudiste de premier ordre. Au service des nobles, il avait vu comment on pouvait relever des droits féodaux tombés en désuétude. Aussi ce grand juriste, devenu ministre au temps du Directoire, proposait-il de revenir sur des sentences rendues et de juger des citoyens acquittés. « C'est la raison d'Etat qui dicte la jurisprudence », disait-il avec conviction.

Langage monstrueux, digne d'un Richelieu et de son Jean de Laubardemont ! Voire ! Qui de nous n'a entendu l'homme de la rue parler d'acquittements scandaleux et de procès à recommencer ?

Soyons francs ! Nous aimons toujours les coups de majesté avec de nouveaux Moïses, qui s'appellent Thorez ou Tartempion et nous reviennent du Sinaï avec une nouvelle Thora. Nous avons exigé d'eux une Déclaration des Droits plus solennelle encore que ses devancières, mais nous avons oublié qu'autre chose est la proclamation d'un droit et autre chose sa réalisation qui est pourtant le seul fait qui importe.

Voyez plutôt. La police française a majestueusement foulé aux pieds la nouvelle déclaration des Droits. Elle a sereinement continué de malmenier ses prisonniers, de les rosser jusqu'à ce que mort s'en suive, de leur faire subir des interrogatoires torturants pour les amener à passer des aveux inutiles.

Qui est responsable de cet état de choses ? Nous. J'ai vu de paisibles vigneron, point méchants, rire aux éclats au récit d'un gendarme, point méchant, lui non plus, qui se vantait d'user du nerf de bœuf pour faire parler des accusés récalcitrants.

Coups de majesté sans lendemain et puis continuation et morne persistance des vieux errements. Tel est le lourd et triste legs du passé. Le césarisme nous habite et souvent un principe censément nouveau poursuit en réalité l'œuvre qu'il voulait anéantir. Le stalinisme n'a de rouge que les flots de sang innocent qu'il a fait couler. Pour le reste il continue le tsarisme et pas toujours avec avantage.

A.-V. JACQUET.

Les merveilles de la planification en Russie

Il est impossible de trouver dans la presse censurée russe une appréciation objective de l'ensemble des conditions de vie et de production en Russie : les nécessités de la propagande à l'étranger interdisent de publier la vérité.

Mais lorsque quelque coterie des bureaucrates dirigeant l'Etat se heurte à un autre gang de la même caste, il est parfois permis à la presse de reproduire des critiques partielles et restreintes appuyant celle des parties qui est momentanément bien en cour.

Les écrivains s'étant heurtés aux chefs des trusts d'Etat du papier la « Littératournaïa Gazeta » du 10 mars 1948 a publié l'article suivant sous la signature de Guénady Fich.

C'est au mois de décembre 1947 que le cartel du papier de Kondopoga s'est inséré dans la production. La Kondopoga renaissait des ruines et des cendres un an avant le délai prévu. Nous étions sur les chantiers de ce cartel lorsque sa première machine restaurée commença à fournir, toutes les vingt-quatre heures, quarante tonnes de papier journal de première qualité. Chacune de ces tonnes de papier était un cadeau pour le pays, car la réouverture n'avait pas été prévue au plan pour 1948.

Mais au cours de ces jours ardents, tendus, aux prises avec une multitude d'autres œuvres et de soucis, l'inquiétude ne laissait pas en paix les travailleurs de ce cartel : ils étaient soucieux en pensant au ravitaillement en bois, à la matière première, sans laquelle il n'y a pas de papier.

Le même souci se faisait sentir à Harlou, à Séguéje et à Laskel, dans les cartels installés au milieu des forêts infinies de Karélie.

Ce sentiment d'alarme, d'inquiétude pour toute l'œuvre des travailleurs forestiers anima notre brigade des écrivains lorsque après notre visite au cartel de Kondopoga nous parcourûmes les forêts...

Mais ne cherchez point dans cette lettre des descriptions de tableaux majestueux de la nature nordique, des rencontres exotiques avec les bûcherons près des feux brûlant dans le crépuscule ; ne cherchez même point de récits sur le travail des frères Gotchiev, Piakonen et Ero Leivo, ces chevaliers sylvestres de la Karélie, dont la gloire des exploits productifs retentit à travers le pays. Dans cette lettre il sera question d'autre chose. Parce que, peu importe la personne que nous rencontrons dans les bois, depuis le chef du chantier forestier jusqu'à la toute jeune fille bûcheronne qui pour la première fois dans sa vie avait pris en ses mains la scie à bûches, nos conversations immuablement revenaient au... tiers-point (1).

Les travailleurs régionaux se plaignaient de ce que la main-d'œuvre manquait dans les bois. Il y a là dedans une part de vérité. Mais sans aucun doute aussi les hommes qui travaillent actuellement dans les forêts pourraient produire plus efficacement qu'à présent.

De vieux bûcherons expérimentés qui ont passé toute leur vie à travailler dans les bois, qui constamment dépassent les tâches qui leur sont fixées, disent qu'ils pourraient fournir encore plus au pays si...

Et les nouveaux venus qui arrivent dans la forêt et qui n'exécutent pas la tâche prévue (or dans bien des chantiers le nombre de ceux-ci s'élève à la moitié) affirment qu'ils travaillent moins bien que ce qu'ils voudraient faire parce que...

Parce que les entreprises du ministère des machines-outils travaillent mal.

— Nous fournissons beaucoup moins que ce qu'il faudrait, me dit un jeune bûcheron. — Or, est-ce que nous ne voulons pas bien travailler ?... Le peuple en profiterait et nous y aurions notre avantage !... Mais que veux-tu exiger d'elle ?... dit-il en hochant la tête vers la scie. Elle ne coupe pas. Tu ne l'aiguïseras pas avec le doigt !

(1) Tiers-point : lime triangulaire pour aiguïser les dents des scies. (Note du traducteur.)

En effet, il est très difficile de travailler avec une scie qui ne coupe pas. Or les limes ne poussent pas dans les bois. Ce sont les usines du ministère des machines-outils qui les fabriquent. Les bûcherons se disputent les limes et malgré cela viennent sur les chantiers avec des scies qui ne coupent pas.

— Combien donc touchez-vous de limes ? avon-nous demandé au directeur d'une coupe de bois.

— Exactement cinq fois moins que ce qui a été prévu pour nous, répondit-il. Mais cela c'est le « volume géométrique » ; en réalité nous touchons encore moins parce que la qualité des limes est très inférieure.

Nous avons sincèrement regretté que le camarade A. J. EfreMOV, le ministre des machines-outils de l'U.R.S.S., n'ait pas été à côté de nous, lorsque nous entendions le gémissement plaintif de la scie enfonçant avec peine ses dents obtuses dans le tronc puissant du haut sapin. Si l'on avait de bonnes limes, les stakhanovistes de l'industrie forestière pourraient fournir deux fois plus de bois en Karélie finnoise ! Or si l'on considère que non seulement dans la République soviétique socialiste karélo-finnoise des centaines de milliers d'hommes travaillent dans les bois, l'accroissement se chiffre par des dizaines de millions de mètres cubes.

En quittant les forêts karélo-finnoises nous supposons que le manque de limes triangulaires était un phénomène local. De retour à Moscou, nous apprimes que les directeurs des usines de Miass sont cités sur le ton de la malédiction dans les forêts sibériennes, dans la taïga d'Extrême-Orient, à Krasnoïarsk, dans l'Oural, à Arkhangelsk. Vers Moscou, vers le ministère de l'Industrie forestière, se précipitent des dépêches venant de tous les coins du pays. Voici un télégramme-éclair de Tioumen :

« Le manque prononcé de tiers-points rend très difficile le travail pour l'exécution des coupes de bois. Dans une série de chantiers forestiers, surtout dans le Nord, la situation est catastrophique pour l'affûtage des outils d'abattage par suite du manque de limes. Pour la seconde fois nous prions de hâter la fourniture de limes au trust Tioumenliess. »

Les dépêches venant de Sibérie en rattrapent d'autres venant d'Asie Centrale, de Frounzé... De Krasnoïarsk on supplie : « Situation rendue pénible par absence de limes. Prions de réserver au moins 5.000 pièces, en ordonnant formellement d'expédier seulement par avion ».

Ainsi parce que les bûcherons n'ont pas de tiers-points, des centaines de milliers d'hommes dans les forêts doivent gaspiller leur peine ; le pays ne reçoit pas des millions de mètres cubes de cellulose absolument nécessaire.

Nous luttons pour chaque mètre cube supplémentaire de bois coupé et cette lutte commence par la conquête du tiers-point. Comment donc les usines du Ministère des machines-outils peuvent-elles envisager avec tant d'indifférence les demandes de dizaines de milliers de bûcherons ? Et comment qualifier autrement que d'indifférence l'attitude du ministère envers cette œuvre si importante pour le peuple ?

Notre industrie fabrique des turbines puissantes de centaines de milliers de CV., des avions ultra-rapides, des appareils optiques de la plus haute précision. Comment se fait-il qu'une grande œuvre se trouve empêchée tout à coup par l'absence de simples limes ?

Il semble que cela se produit simplement parce que ces limes ont été considérées jusqu'à présent comme des « détails ». Et voilà que le « détail » (comme toujours quand on n'y fait pas attention !) se met à freiner une grande œuvre...

La revanche des valeurs éternelles est fatale dans l'industrie, comme en art, comme en morale : sans liberté, pas de création possible.

La renaissance du syndicalisme

A propos du referendum du Livre

Une lettre de Roger Paul

Nous avons reçu, trop tard pour le numéro de mai, la lettre suivante du camarade Roger Paul, secrétaire adjoint du Syndicat général du Livre parisien :

J'ai été étonné de voir le camarade Monatte me prendre à partie dans le dernier numéro de la R.P., d'autant plus qu'à ce qu'il me semble, Monatte ne se cache pas d'être partisan de l'entrée dans la C.G.T.-F.O.

Personnellement, je considère que cette position de soutien à l'entreprise Jouhaux et Cie n'a pu que nuire à l'autonomie qui eût signifié, comme dans l'Enseignement, une égale condamnation des orientations et des méthodes de Jouhaux et Frachon.

Sous quels curieux prétextes Monatte préconise-t-il l'adhésion à F.O. ?

Il paraît que la maison est plus habitable ? Le dernier congrès confédéral de la C.G.T.F.O. a suffisamment démontré que, pour ce qui est des manœuvres bureaucratiques, Jouhaux n'a rien à envier à Frachon.

L'indépendance ! Parlons-en, jamais une direction confédérale n'a été aussi liée au gouvernement bourgeois que celle que préside Jouhaux.

Il est inutile d'aller plus loin. Dans ce sens, je pense qu'étant donné la personnalité de Monatte, une telle prise de position ne pouvait que servir Frachon et ses amis. Et c'est, j'en suis persuadé, une des raisons essentielles qui a fait que notre Fédération du Livre, traditionnellement antifrachoniste, et qui le reste, a voté pour le maintien de l'affiliation à la C.G.T.

Voilà pour le fond. Pour la forme, est-ce que Monatte a participé ou non à la rédaction du tract ? J'estime que cela a aussi peu d'importance que l'affirmation que je suis trotskiste et j'aime, mon cher camarade, n'en tirer ni gloire ni dépit.

Ni gloire, car les trotskistes que je connais sont, en général, d'excellents militants ouvriers dévoués à la cause de la Révolution sociale.

Ni dépit car, personnellement, j'estime ne devoir m'affilier à aucun parti politique.

La réponse de Monatte

Sous prétexte de « rectificatif », Roger Paul a le chic pour embrouiller les choses. Il ne se rappelle plus ce qu'il a dit une première fois et qu'on a été obligé de relever. En guise de réplique à ce qu'on lui a répondu, le voilà qui repart sur une nouvelle chanson. Drôle de méthode de discussion !

Rappelons le point de départ. A une réunion du Comité pour l'unité syndicale (qui a succédé à Front ouvrier), Roger Paul déclara que le résultat du referendum du Livre devait m'être imputé. C'était la faute d'un tract lancé par moi, un tract où Jouhaux était couvert de fleurs.

Dans la R.P. d'avril, j'ai montré que cette histoire ne tenait pas debout. Ne pouvant tout de même pas répéter tout ce que j'ai dit alors, je

me borne aujourd'hui à rappeler que le tract incriminé n'était pas de moi, et ne pouvait pas être de moi ; que ce tract, d'ailleurs, ne couvrait pas Jouhaux de fleurs, mais qu'il attaquait avec vigueur le Kominform, de là sans doute qu'il ait déplu à certains, dont Roger Paul, à ma grande surprise. Enfin, qu'il était ridicule d'expliquer par ce tract le résultat du referendum du Livre. Résultat dû au fait que les fédérés du Livre, malgré les grèves si spéciales d'octobre, novembre et décembre derniers, n'ont pas eu le sentiment du danger stalinien.

La première déclaration de Roger Paul n'aurait, à l'entendre maintenant, aucune importance ; je lui aurais cherché une chicane de forme. Sérieusement ?

Dans cette deuxième déclaration, Roger Paul laisse tomber le tract, mais il continue à s'en prendre à moi. Seule change la chanson, ou l'inculpation.

Il a vraiment tort de me prêter tant d'importance. Ma position, bien loin d'influencer, dans un sens ou dans un autre les fédérés du Livre, n'a même pas influencé mes camarades du syndicat des correcteurs. Ils étaient pour l'autonomie, alors que j'étais pour le ralliement à Force ouvrière.

C'est précisément cette prise de position, explique Roger Paul, qui a servi Frachon et desservi l'autonomie. Discutons. J'ai l'impression que Roger Paul oublierait facilement que sans la scission et la naissance de Force ouvrière la question de l'autonomie ne se serait pas posée. La scission se produisant, il s'agissait de savoir s'il resterait de grands tronçons d'organisation où si ce serait la désagrégation du mouvement. L'autonomie, à mes yeux, c'est la dispersion, l'isolement corporatif, l'affaiblissement devant le totalitarisme stalinien. Nous n'avons ni temps ni forces à gaspiller. D'où la nécessité d'une seule organisation face à la C.G.T. stalinienne. De là ma position de ralliement à Force ouvrière. Je crois qu'elle était juste hier. Je continue à croire qu'elle est juste encore aujourd'hui. Bien que Jouhaux et ses amis n'aient pas compris les nécessités de l'heure. Bien que la plupart des militants révolutionnaires non staliens n'aient pas davantage compris. J'ai dit et redit qu'une C.G.T. réformiste ne tiendrait pas le coup devant les staliens, ni devant les événements. Je le répéterai tant qu'il faudra.

Revenons à la situation dans le Livre. D'après Roger Paul, la Fédération du Livre serait traditionnellement antifrachoniste. Il a tort d'invoquer à l'appui de sa thèse la tradition du Livre. Cette tradition est réformiste, et non pas seulement antifrachoniste. C'est très différent. En vertu justement de sa vieille tradition réformiste, le Livre aurait dû aller sans hésitation à la C.G.T.F.O. Il aurait dû même figurer parmi ses initiateurs.

Il n'en a pas été ainsi pour diverses raisons, dont voici les deux principales : 1° la tradition réformiste du Livre est à bout de souffle ; 2° dans le Livre comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, on n'a pas vu le danger du maintien à la C.G.T. stalinisée, on n'a pas compris que les grèves d'octobre, novembre et décembre étaient pour la France le pendant de l'opération totalitaire réalisée en Tchécoslovaquie.

Les fédérés du Livre sont excusables de n'avoir pas compris, puisque leurs militants, en particulier les membres de leur comité fédéral, n'ont pas mieux compris. Je n'en veux pour preuve que cette double décision, rappelée ici dernièrement par Avena, par laquelle le Comité fédéral trouva le moyen de féliciter en même temps Ehni et Micheneau ; Ehni, pour la lettre signée avec Saillant et Le Leap ; Micheneau, pour son vote contre la scission à la conférence de Force ouvrière. Le Comité fédéral du Livre ne pouvait mieux démontrer, non pas son attachement à l'unité, mais son désarroi,

son irrésolution, son incompréhension de la gravité de la situation où se débat tout le mouvement syndical de ce pays.

Roger Paul, qui est membre du Comité fédéral, ne me paraît pas avoir vu plus clair. Il a fait plus que partager l'aveuglement de ses collègues. Partisan de l'autonomie, il a voté pour le maintien à la C.G.T., à la première question du referendum. Il a fait mieux que se hérissier devant le tract antikominform des typos partisans de l'autonomie, il a approuvé Ehni d'avoir voté en faveur du télégramme de la C.G.T. Frachon félicitant la C.G.T. tchécoslovaque pour sa participation au coup d'Etat totalitaire.

La tradition réformiste du Livre est à bout de souffle. Ses derniers représentants, Micheneau et les vieux membres du Comité fédéral, ne sont plus suivis par les fédérés. Quant à Ehni, qui se figure sans doute continuer Liochon et n'être pas moins réformiste, c'est lui qui aura porté le coup décisif à la tradition réformiste du Livre. Cette tradition d'ailleurs n'était pas éternelle. Elle l'était même si peu qu'à plusieurs reprises elle fut bien près d'être rompue. Même du temps de Keufer et de Liochon. Il fut un moment avant 1914 où les plus fortes sections, celles des grandes villes, à commencer par Paris, étaient contre la majorité du Comité central. Si le porte-parole de la minorité d'alors n'avait pas trahi son rôle en échangeant sa place de typo à la Nationale contre une place de percepteur, il y a longtemps peut-être qu'on ne parlerait plus de la tradition réformiste du Livre.

Ehni se donne beaucoup de mal pour attribuer à d'autres la responsabilité du malaise qui persiste dans la fédération dont il est le secrétaire. En vain, car ce malaise est son œuvre, dans la mesure où ce malaise dépend des hommes. Il l'aggrave en rabaisant la discussion et lui donnant un assez triste aspect personnel quand il répond comme il le fait à Avena au Comité fédéral ou dans « l'Imprimerie française ».

Un jour ou l'autre la Fédération du Livre quittera la C.G.T. stalinienne. Les derniers événements ont commencé à lui ouvrir les yeux ; les prochains les lui ouvriront tout à fait. Elle rejoindra alors probablement la C.G.T.F.O. Déjà quelques sections y sont parties. Des groupes de partisans de F.O. se sont formés dans un assez grand nombre de sections. D'autres camarades, qui se sont inclinés devant le referendum, mais qui n'acceptent pas d'être classés comme réformistes, ne demeureront pas inactifs. Ils pensent que dans cette crise la Fédération du Livre est appelée à faire peau neuve. Comme ils pensent que la C.G.T.F.O. se développera dans la mesure où elle sera une C.G.T. de classe ou révolutionnaires et réformistes travaillant sans se donner trop de crocs-en-jambe.

Je m'aperçois que je me suis laissé entraîner loin de la lettre de Roger Paul et que j'ai oublié de répondre à plusieurs points. C'est sa faute aussi. S'il n'était pas de ces bigots qui ne lisent que leur bréviaire, il aurait su en lisant la R.P., sous quels curieux prétextes je préconise l'adhésion à F.O.

Maison plus habitable ? Bien sûr, quoique je souhaite que F.O. le devienne davantage, le devienne vraiment, et que son congrès m'ait un peu défrisé. Je voudrais qu'on puisse y respirer mieux que dans la C.G.T. d'après 36, où les deux appareils syndicaux étouffaient tout de même trop les velléités hérétiques.

Indépendance ? Jamais nos Schuman ne pèseront sur Jouhaux — même président du Conseil économique — autant que les sous-sous-Staline sur Frachon. Je voudrais aussi par notre présence amener l'indépendance réelle. Ça se conquiert, l'indépendance syndicale.

L'autonomie, comme dans l'Enseignement, prononçant égale condamnation des orientations et des méthodes de Jouhaux et Frachon ?

L'Enseignement n'est allé à l'autonomie qu'après le referendum du Livre et les élections de délégués mineurs, quand F.O. est apparue sans force d'attraction. Si les résultats dans le Livre et chez les mineurs avaient été différents, s'il n'y avait pas eu cette histoire des trente millions de Daniel Mayer, rien ne dit que l'Enseignement n'aurait pas rallié la C.G.T.F.O. plutôt que l'autonomie. De bons camarades de l'Enseignement ont la nostalgie de leur ancienne Fédération unitaire et rêvent

d'une 4^e ou 5^e Confédération groupant des fédérations semblables à la leur. Ce n'est qu'un rêve d'où ils se réveilleront déçus. L'autonomie, présentement, c'est surtout un isolement corporatif, loin de l'esprit de classe. Dans l'Enseignement plus qu'ailleurs peut-être.

Quant aux trotskistes, je dirai à Roger Paul que j'en connais aussi qui sont d'excellents militants ouvriers dévoués à la cause de la Révolution sociale, mais j'en connais pas mal d'autres qui sont terriblement inconséquents et constamment prêts à emboîter le pas aux stalinien. Si bien qu'il nous arrive d'être obligés de faire notre propre besogne et la leur par-dessus le marché.

Fusion... sans effusions

L'article que j'ai consacré dans le dernier n° de la R.P. au congrès de fusion des Postiers me vaut une mise au point de notre camarade Seguy que nous publions ci-dessous.

Je n'ai rien à ajouter à mes impressions. Rien à en retrancher. Je ne prétends pas à l'objectivité parfaite. Mais je n'ai voulu accabler ni Béréaux ni les autres militants de la Fédération indépendante. J'ai simplement regretté que l'on n'ait pensé à « soulager sa conscience » qu'à l'issue d'un vote défavorable du congrès.

L'affaire du « syndicat unique » est autrement grave. Nous avons connu dans la Fédération de l'Enseignement des discussions analogues.

Ce n'est pas par des mesures arbitraires que l'on peut réduire et limiter le « corporatisme ». En niant les intérêts corporatifs, on ne les supprime pas. On encourage leur représentation hors de l'organisation syndicale. Et celle-ci, privée de sa base la plus solide, oscille au gré des fantaisies, des idéologies et des manœuvres des démagogues.

Il me reste à rectifier un terme de mon article, dû à une rédaction hâtive. Je ne représentais pas la R. P. à ce congrès, où notre revue n'avait pas à être invitée officiellement. Je suivais le congrès... au titre de membre de la presse ouvrière... et en ami, peut-être trop sensible, mais certainement désintéressé. — R. H.

Je voulais faire une petite mise au point au sujet de l'article d'Henriette Brissac, mais j'avoue que je n'en ai pas eu le temps. Ton papier « Fusion... sans effusions » me tente dans ce précédent projet.

Tu as bien fait de ne pas t'attendre sur le congrès car tu me parais insuffisamment informé sur les divergences existant entre les deux tendances. Tu as tort de prendre position, fort gentiment je le reconnais, en faveur de tes amis qui ne sont d'ailleurs pas mes ennemis, Mathé le sait bien et il te le confirmera.

Cependant, je suis un partisan convaincu de l'ex-Fédération indépendante. C'est pour défendre ses militants et ce qu'ils représentent que je me permets de l'écrire.

L'équipe du journal « Combat syndical » peut s'aligner et tenir une place digne à côté de n'importe quelle tendance syndicaliste.

Les positions soutenues par ses militants ne sont nullement condamnables et la corporation tout entière s'en réjouit.

Camarade Hagnauer, je connais le syndicalisme de l'enseignement depuis des années et je me souviens avoir lu de tes articles. Je sais qu'une tribune libre, la R.P., ne heurte pas tes convictions. Or tes amis ont condamné ces deux grands principes conditionnant le fonctionnement d'un syndicalisme sain, et cela avec des arguments un peu spécieux !...

Ce n'est pas beau, mon vieux, car moi aussi j'étais à Suresnes les 10 et 11 avril.

Le syndicat unique ? Depuis 1938 (congrès de Vichy) les camarades de l'ex-Fédération syndicaliste en admettent le principe, et j'étais aussi à Vichy en 1938. Les stalinien se sont servis, de cette structure syndicale pour conquérir la Fédération postale ? C'est exact. Mais penses-tu un seul instant à condamner la révolution ou le syndicalisme parce que les stalinien les ont défigurés ou galvaudés ?...

Tes amis ont peut-être omis de te dire que nous

avons battu les staliniens sur « LEUR » propre terrain du S.U., même à Marseille où la lutte est particulièrement dure !...

Le « Combat syndical » et ses militants ne sont pas étrangers au succès de l'ex-Fédération syndicaliste elle-même et je n'affirme rien que je ne puisse prouver. Le syndicat unique ne saurait être condamné au bénéfice de syndicats de catégorie ouvrant la porte au corporatisme. Et c'est ce qu'ont fait les amis à Suresnes.

Je sais qu'on reproche à MON AMI Béréaux d'avoir porté une accusation sur la majorité de l'ex-comité national de grève. Je n'accepte pas qu'on accable un militant de la trempe de Béréaux, pour avoir dit la vérité même... deux ans après !... Je sais bien que s'il avait « libéré sa conscience » deux ans auparavant on l'aurait jugé bien plus sévèrement et il aurait alors donné des arguments inappréciables à la « calomnie stalinienne » !

J. SEGUY.

Une grande espérance à ne pas décevoir

J'attendais avec impatience le compte rendu du congrès confédéral Force ouvrière par la R.P. Trois plumes se sont livrées à ce travail, et quelles plumes ! Monatte, Chambelland et Hagnauer. Et cependant, à des variantes près, même son de cloche.

Certes, beaucoup de remarques et de critiques sont plus que justifiées ; mais en dehors de ces considérations, j'ai la conviction que vous êtes dans l'erreur, quand vous misez sur la minorité.

En somme que représente cette petite minorité qui s'est affirmée sur différentes motions et articles de statuts ? Pas grand-chose, sinon rien.

Cette minorité a eu la chance de pouvoir rejoindre Force ouvrière, sinon avec le temps elle se serait amenuisée, en attendant de disparaître complètement. La preuve que cette minorité n'a rien de constructif, nous la trouvons dans les P.T.T. : nous voyons une Fédération syndicaliste et un autre groupement corporatif qui ont eu beaucoup de mal à réaliser leur propre unité. Même situation dans les métaux, où quatre syndicats et même davantage se disputent l'influence des métallos face au syndicat Frachon, fortement centralisé. Mais ici la situation est plus grave, puisque malgré l'effort conciliant de Chevalme, on n'est pas arrivé à s'entendre.

Par ailleurs, par quoi cette minorité a-t-elle marqué sa place ? Sur des questions secondaires : le titre de la nouvelle organisation, la rééligibilité — vieux cheval de bataille et toujours d'actualité — mais cela ne suffit pas pour entraîner le prolétariat.

Il n'y a là aucune idée force pour créer un large rassemblement.

Même le congrès F.O. n'a rien apporté de nouveau, et ici je rejoins entièrement le point de vue de la R.P. Aucun grand souffle n'a passé sur ce congrès. Nos leaders sont essouffés. Le général s'est tenu au-dessus de la mêlée : discours de diplomate mais non discours syndical. Mais les autres membres du bureau n'étaient pas obligés de suivre. Le ton est à peu près semblable dans le discours de Bothereau. Les problèmes actuels, en particulier les problèmes internationaux, ne sont qu'effleurés. On ne touche à l'U.R.S.S. que de façon discrète. Par contre Bothereau déclare : ni bloc oriental ni bloc occidental ; nous ne voulons pas choisir, parce que nous voulons être. Ménagement dont les staliniens ne tiendront aucun compte. Il faut choisir pour être. D'ailleurs malgré ce langage fleuri, le bureau confédéral a choisi puisqu'il est pour le plan Marshall.

La grosse faiblesse de ce congrès réside dans le manque de discussion et d'examen des problèmes actuels. Le délégué des métaux de la Seine n'a pas manqué à juste raison de le faire remarquer. Le problème des salaires n'a pas été abordé : question vitale pour les métaux et le bâtiment si on veut donner une base ouvrière à notre organisation.

De même pour la nationalisation, où nous sommes en train de faire la démonstration que nous sommes incapables de gérer les grandes entreprises capitalistes. Être le petit copain d'un ministre ou avoir la carte d'un parti ne suffit pas pour devenir un administrateur. Nous nous sommes suffisamment élevés contre le favoritisme pour ne pas tomber dans ce travers.

Mais le congrès aurait été bien inspiré si par un geste généreux, par une large amnistie il avait rappelé à l'activité confédérale un grand nombre de militants, qui, au lendemain de la libération, avaient été évincés par la commission d'épuration. Certes, certains avaient joué la carte allemande, mais d'autres avaient avec mille difficultés essayé de sauver ce qui pouvait être sauvé. Nous n'aurons pas trop de tous les militants qui veulent œuvrer pour un syndicalisme libre.

Malgré ces considérations, qui peuvent paraître pessimistes, les jeunes qui étaient nombreux au congrès peuvent travailler utilement ; alors ce ne sera pas un refuge, mais un départ.

La naissance de la C.G.T.F.O. a créé une grande espérance dans le monde ouvrier, en se dégageant des méthodes staliniennes. Qu'on ne la déçoive pas par des méthodes de temporisation !

E. POUSSEL.

On attendait des conceptions nouvelles

Dans son dernier article relatif au congrès, Chambelland écrit : « Parce qu'on s'est cru menacé, on a refusé de faire du neuf ».

Cette phrase incite à définir, en la circonstance, ce que pouvait représenter faire du neuf.

La minorité qui s'est comptée dans les scrutins sur les statuts et la F.S.M. était-elle, par son composition ou ses manifestations, un courant apportant une conception syndicaliste nouvelle en rapport avec la situation économique ? Je ne le crois pas.

La non-rééligibilité figure depuis des années dans les préoccupations des militants, et elle est inapplicable dans les fédérations d'industrie ; c'est une constatation et personne ne peut le nier, surtout à l'heure présente.

Le cheval de bataille que constituait le titre de l'organisation était une arme puérile, car si l'on va au fond du problème, le titre s'était imposé comme ayant cristallisé la grosse majorité des minoritaires de la C.G.T.

La parenté que l'on souhaitait voir s'établir avec la C.G.A. n'avait pour fondement solide que des relations de personnes. Cette organisation n'étant en rien comparable à une centrale ouvrière et la politique qu'elle poursuit soulève de violentes protestations de tous les travailleurs.

Cette minorité qui reprenait la vieille plateforme anarcho-syndicaliste était composée, dans sa majeure partie, de camarades appartenant à une formation politique, dont les remous internes se reflètent dans le comportement des militants, et l'on peut s'étonner d'une telle intransigeance doctrinale sans rapport avec le comportement pratique.

L'adhésion à la F.S.M. donnait lieu à un large débat, mais le problème reste posé, étant grandement influencé par la conjoncture internationale.

Restait à présenter un programme d'orientation répondant à la situation présente : Le capitalisme traverse une période d'adaptation qui s'est souvent vue dans le passé. Quelle attitude le syndicalisme doit-il avoir ? Va-t-on revenir à la période réformiste ? Trouvera-t-on une formule nouvelle qui, maintenant les conquêtes acquises, aura le souci de préparer la poussée nécessaire dès que les symptômes de crise économique se feront sentir ?

Il reste aux minoritaires à tirer les conclusions de ce congrès. Les termes de réformistes et de révolutionnaires ont bien changé de signification dans leur contenu, mais il apparaît qu'il y a un conservatisme de l'esprit qui reste une valeur permanente et c'est le plus déplorable.

R. LE RAI.

La déclaration d'Angers

Aux travailleurs

La situation du mouvement syndical français et les problèmes qui se posent pour la classe ouvrière nécessitent, pour les militants syndicalistes, une prise de position que nous tenons à affirmer devant tous les travailleurs.

Regroupement syndical

La dernière scission a provoqué le ralliement d'un grand nombre de travailleurs au sein de la C.G.T.F.O.

Malgré certaines garanties de démocratie qu'offre cette dernière centrale, il est incontestable qu'une fraction importante de la classe ouvrière témoigne de réticence à l'égard de l'orientation et de la structure de la C.G.T.F.O.

Il s'avère donc indispensable de procéder à un regroupement en faisant appel à tous les syndicalistes quelle que soit leur appartenance syndicale ou qu'ils soient inorganisés, animés du désir de défendre les intérêts des travailleurs en dehors de toutes influences politiques, confessionnelles ou éatiques.

Pour rendre ce rassemblement possible, il convient de construire un mouvement syndical habitable pour tous :

1° En excluant de son sein tout esprit de chapelette et de contrainte politique ou gouvernementale ;

2° Par une pratique réelle de la démocratie à tous les échelons de l'organisation ;

3° Par la représentation proportionnelle, dans tous les organismes syndicaux, des courants d'opinions qui se manifesteront.

Action revendicative

Considérant que la collaboration des organismes syndicaux avec les gouvernements pour la solution des problèmes économiques a toujours été un marché de dupes, pour la classe ouvrière, nous affirmons notre opposition permanente à l'intervention des gouvernements dans la discussion de nos revendications.

Cette intervention nous paraît particulièrement inopportune de la part de pouvoirs publics qui, faisant du dirigisme dans le domaine des salaires, sont incapables de réglementer la distribution et les prix.

Nous prenons donc nettement position pour la liberté des salaires, chaque syndicat ou fédération d'industrie devant avoir la possibilité de discuter directement avec les employeurs des conditions de travail et de rémunération des salariés, sans ingérence de l'Etat.

Nous estimons, en particulier, que les conventions collectives doivent être exclusivement établies entre patronat et organisations syndicales ouvrières.

Moyens d'action

Nous considérons que, par suite de la concentration économique et industrielle, la grève générale sous forme d'arrêt du travail ne constitue plus actuellement un moyen d'action directe efficace, la paralysie de la vie économique touchant en premier lieu les conditions d'existence des travailleurs.

Nous affirmons que le mode d'action le plus opérant est l'occupation gestionnaire.

Cette action devra se développer par la prise

en charge des usines ou entreprises par les travailleurs qui les géreront au lieu et place, du patronat au bénéfice de la collectivité.

Gestion ouvrière

Actuellement, les comités d'entreprise ne constituent qu'une caricature de contrôle ouvrier et ne sont, très souvent, qu'une forme de collaboration entre patronat et délégués ouvriers ne servant, en général, que des intérêts égoïstes.

De même le Conseil économique, dans sa structure actuelle, ne saurait aboutir qu'à l'intégration du mouvement syndical dans l'appareil de l'Etat sans aucun profit pour la classe ouvrière.

Nous affirmons la nécessité de s'orienter vers la gestion ouvrière définitive, seul moyen de permettre aux travailleurs de bénéficier du fruit de leur labeur.

Action internationale

Nous proclamons notre attachement aux principes de solidarité internationale ouvrière, en précisant que nous ne confondons pas les intérêts des ouvriers avec ceux des impérialismes de leurs pays respectifs.

Les militants syndicalistes soussignés invitent les camarades, en accord avec les principes définis dans la présente déclaration, à se mettre en rapport avec le camarade Richou Jean, 22, rue David, Angers.

Nous étudierons ensemble les moyens d'impulser au mouvement syndical une orientation conforme aux intérêts des salariés.

HEBERT, secrétaire de l'Union départementale « Force Ouvrière » de la Loire-Inférieure ;
HERVE, secrétaire de l'Union départementale syndicaliste confédérée d'Indre-et-Loire ;
LACUEILLE, secrétaire de l'Union départementale syndicaliste du Cher ;
PATOUX, secrétaire de l'Union départementale C.G.T.F.O. de Maine-et-Loire ;
THAREAU, secrétaire de l'Union départementale de la C.N.T. de Maine-et-Loire ;
PERIER, secrétaire du Syndicat départemental F.O. des techniciens du bâtiment de Maine-et-Loire.

« La production socialiste n'est pas compatible avec la liberté du travail, c'est-à-dire avec la liberté pour l'ouvrier de travailler quand, où et comment il l'entend... C'est vrai, sous le régime du capitalisme, l'ouvrier jouit encore de la liberté jusqu'à un certain degré. S'il ne se plaît pas dans un atelier, il peut chercher du travail ailleurs. Dans la société socialiste (social-démocrate) tous les moyens de production seront concentrés par l'Etat et ce dernier sera le seul entrepreneur ; il n'y aura plus de choix. L'OUVRIER DE NOS JOURS JOUIT DE PLUS DE LIBERTE QU'IL N'EN POSSEDERA DANS LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE (SOCIAL-DEMOCRATE). »

K. KAUTSKY

Les Bases de la Social-démocratie
in chap. X sur « le Socialisme et la Liberté »
1895

LIVRES REVUES JOURNAUX

« PROUDHON » par Edouard Dolléans.

L'œuvre déjà importante d'Edouard Dolléans vient de s'enrichir d'un gros volume sur Proudhon, publié chez Gallimard. Ce nouvel ouvrage se trouvera en bonne place à côté des deux tomes de l'Histoire du mouvement ouvrier, qui, avec le Chartisme et Robert Owen, sont le témoignage d'une connaissance étonnante des origines et des développements des luttes ouvrières en France et en Grande-Bretagne. Ce Proudhon avait été amorcé en 1944 par une centaine de pages dans *Drames intérieurs*.

Edouard Dolléans a intitulé son premier chapitre : « Actualité et permanence de Proudhon ». C'est un fait. On édite encore Proudhon. On écrit toujours sur Proudhon. La librairie Marcel Rivière achève lentement l'édition des œuvres complètes et a présenté, en 1946, réunies dans un volume, la *Philosophie du Progrès et la Justice poursuivie par l'Eglise*, tandis que sortaient, chez Grasset, les *Lettres au citoyen Rolland*. Madeleine Amoudruz avait publié, en 1945, chez Domat-Monchrestien, *Proudhon et l'Europe*. L'année dernière, on a pu lire *Proudhon et le Christianisme*, du père de Lubac, et surtout, grâce à Alfred Costes, on a pu relire le *Proudhon de Sainte-Beuve*. Gustave Fallot voyait loin lorsqu'il écrivait à Proudhon, le 5 décembre 1831 (Proudhon allait avoir 23 ans), qu'il serait, lui Proudhon, « une des lumières du siècle ».

Tel n'est point pourtant l'avis de tout le monde. Il est encore Proudhon. On le lira encore longtemps. Mais il reste discuté. Ce qui ne lui déplairait certes pas. A condition de rester dans les limites d'une controverse honnête. De ne pas tomber dans la polémique de bas étage. Comme ce rédacteur du *Populaire* qui, le 27 octobre 1946, titrait son article : « Un faux socialiste : P.-J. Proudhon. » Le texte était de la même moulture. Pour ce citoyen, la conception sociale de Proudhon ne dépassait pas « le cadre élémentaire de la mutualité ». L'égalité des fonctions et l'égalité des produits n'étaient que de « fumeuses utopies ». De subtilités en charabia, « M. Proudhon rejoint M. Prudhomme ». En conclusion, le *Populaire* ne craignait point d'imprimer : « ...Cet homme bien intentionné (sic) ne serait-il pas... un aïeul du M. R. P. ? » L'article était méchant. Chose plus grave, il était dénué d'intelligence. Il nous apprenait — et c'était attester à sa manière la permanence de Proudhon — que cent ans après la querelle entre Proudhon et Marx, il restait au moins un marxiste pour calomnier Proudhon, et que ce marxiste sévissait au *Populaire*, où, comme chacun sait, la pureté socialiste est vigoureusement défendue contre les compromissions.

Edouard Dolléans ne cherche certes pas à ressusciter une querelle qui appartient à l'Histoire. Il reproduit tout de même la lettre du 17 mai 1846 de Proudhon à Marx. C'est un document de premier ordre. On peut n'en pas approuver tout le contenu. Mais il est impossible de ne pas partager l'avis de Proudhon à Marx en ces lignes encore si vivantes aujourd'hui : « ...Parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion, cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations ; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une question comme épuisée... » Et comment ne pas opposer à la virulence ultérieure de Marx son propre texte de la *Sainte famille* : « L'ouvrage de Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* a pour l'économie nationale moderne la même importance que l'ouvrage de Sleyès, *Qu'est-ce que le tiers Etat ?* a pour la politique moderne. »

Faire revivre la vraie figure de Proudhon ; expliquer Proudhon à ceux qui ne le connaissent pas encore, ainsi qu'à ceux, encore nombreux, qui le con-

naissent mal ; dénoncer l'erreur qui consiste à isoler certains textes de la pensée proudhonienne et par là même à en fausser le sens — ce qui est bien la méthode la plus fréquemment utilisée pour combattre Proudhon — voilà le but visé par Dolléans. Les cinq cents pages de son livre nous y conduisent avec intérêt et agrément, sans peut-être le classement logique mais un peu desséchant des historiens scolaires, avec un fort remuement d'idées qu'eût aimé Proudhon, dont la réputation de discuteur survivra à ce siècle comme elle a déjà survécu à l'autre.

L'auteur a puisé à longs traits dans la *Correspondance*, cette correspondance dont Sainte-Beuve écrivait qu'elle serait « l'œuvre capitale, vivante » de Proudhon. Pauvre *Correspondance* ! Editée en 1875, offerte ensuite avec « grand rabais » (14 volumes in 8° pour 20 francs au lieu de 70 francs) elle se vendit si mal qu'une partie de l'édition s'en fut au pilon. Aujourd'hui, un libraire parisien en offre un exemplaire, relié époque il est vrai, pour 35.000 francs ! Mais la réelle nouveauté de ce Proudhon, c'est un apport copieux des *Carnets*. Proudhon avait commencé de tenir ces onze carnets « recouverts de cuir sombre » en juillet 1843, lorsque, après avoir exercé les métiers de compositeur et de correcteur d'imprimerie, il était à Lyon commis batelier et comptable chez les frères Gauthier, s'occupant en particulier de la navigation sur la Saône entre Chalon et Lyon. Il les a continués jusqu'à l'été de 1864, c'est-à-dire presque jusqu'à sa mort, survenue à Passy. Après quelques autres, Dolléans a eu la chance de pouvoir consulter les *Carnets* à loisir. Il nous confie ses glanes. On aurait probablement préféré la moisson, l'édition complète des *Carnets*. Lacroix l'avait préparée, mais l'insuccès de la *Correspondance* l'a empêchée. Mais il paraît que nous aurons un jour, tout de même, le « complet ». Bonne nouvelle ! Ainsi, comme le souhaite Dolléans, la personnalité de Proudhon nous deviendra plus proche encore.

Le centenaire rend plus actuel le chapitre du livre consacré à 1848. Proudhon fut un homme de 48. Mais il se distingua des autres hommes de 48 par sa lucidité. Au premier jour de février, il note cruellement : « On a fait la révolution sans une idée. » Déjà, il craint l'échec d'un mouvement qu'il n'avait guère prévu. Il se hâte de lancer et de développer ses idées économiques comme s'il voulait, avant qu'il soit trop tard, donner une base plus solide à la jeune République. Hélas ! la répression de juin détruit l'espoir de la vraie révolution sociale que voulait Proudhon. Ses idées ne seront bientôt plus... que des idées. Réalisation remise à plus tard, à bien plus tard. Jamais peut-être... Voici la prison, le coup d'Etat, l'exil, la maladie, la mort.

Les proudhoniens sauront gré de son livre à Edouard Dolléans. Il faut lire, il faut faire lire ce Proudhon. Mais surtout ne demandons pas aux lecteurs d'approuver Proudhon en tout point. Ils se cabreraient. Proudhon lui-même n'en demanderait pas tant. Sartre fait dire à un personnage des *Mains sales* : « Il n'y a pas de ciel. » Pour un vrai révolutionnaire, il n'y a pas plus de dieu que de ciel. Ni dieu Marx. Ni dieu Lénine. Ni dieu Proudhon. Sachons reconnaître qu'il existe dans Proudhon des choses contestables. On ne saurait par exemple soutenir qu'il fut un grand politique. Ce n'était pas son fort. Il était trop honnête pour cela. Aujourd'hui, son antiféminisme nous fait sourire. Mais de Proudhon, une chose ne périra jamais ; c'est, dans son œuvre immense, tout ce qui touche la vie économique et la vie sociale, sa *Célébration du dimanche* (« Proudhon, a écrit M. Augé-Laribé, y donne l'esquisse de son œuvre entière ») ; ses *Mémoires sur la propriété*, surtout le premier, « la propriété, c'est le vol » ; ses *Contradictions économiques* ; son *Idee générale de la révolution* ; ses *Confessions d'un révolutionnaire* ; sa *Théorie de l'impôt* ; enfin, sa *Capacité politique des classes ouvrières*.

Certains n'aiment pas Proudhon parce que, disent-ils, il y a de tout dans son œuvre. Erreur ! Cherchez-y un catéchisme, vous n'en trouverez point. Les syndicalistes en retiennent surtout cette expression de leur idéal, dans sa lettre à Pierre Leroux du 13 décembre 1849 : « ...Un temps viendra où, le travail étant organisé par lui-même, selon la loi qui lui est propre et n'ayant plus besoin de législateur ni de souverain, l'atelier fera disparaître le gouvernement. »

Maurice CHAMBELLAND.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er MAI. — A Paris, grève partielle du Métropolitain, déclenchée par le syndicat autonome.

A Athènes, proclamation de la loi martiale, à la suite d'un attentat mortel contre le ministre de la Justice.

LUNDI 3 MAI. — Création d'un gouvernement sous contrôle soviétique, en Corée du Nord.

MARDI 4 MAI. — 150 communistes exécutés en Grèce.

JEUDI 6 MAI. — A Washington, M. Marshall se déclare désireux d'une solution pacifique des différends entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

VENDREDI 7 MAI. — Ouverture à La Haye du congrès pour l'Europe.

LUNDI 10 MAI. — A Moscou, la radio diffuse les notes échangées entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

A Washington, réquisition des chemins de fer pour empêcher la grève des cheminots.

MARDI 11 MAI. — Démarche française à Athènes contre l'exécution des otages.

SAMEDI 15 MAI. — L'Assemblée nationale vote la loi nationalisant les écoles des houillères.

L'Etat d'Israël est proclamé et reconnu par les Etats-Unis. Les troupes arabes et égyptiennes pénètrent en Palestine.

LUNDI 17 MAI. — L'U.R.S.S. reconnaît l'Etat d'Israël. Prise de Saint-Jean-d'Acre par les juifs.

MARDI 18 MAI. — Staline accepte comme base de discussion avec les Etats-Unis, les propositions de M. Wallace exprimées dans une lettre ouverte du 11 mai.

MERCREDI 19 MAI. — A Washington, la Chambre des Représentants vote la loi anticommuniste.

JEUDI 20 MAI. — L'Assemblée nationale salue le nouvel Etat d'Israël.

Le congrès travailliste approuve à une large majorité la politique de M. Bevin.

SAMEDI 22 MAI. — Augmentation de 50 gr. de la ration de pain par décision du gouvernement français.

Réponse de l'U.R.S.S. à la note des Etats-Unis.

DIMANCHE 23 MAI. — A Rabat, le sultan du Maroc se prononce pour la cause arabe.

MARDI 25 MAI. — A Budapest, 22 arrestations pour « complot fasciste ».

MERCREDI 26 MAI. — Le remaniement du cabinet finlandais, à la suite de la démission d'office du ministre de l'Intérieur communiste, met fin aux grèves politiques.

VENDREDI 28 MAI. — La question de confiance est posée à l'Assemblée nationale sur le licenciement des fonctionnaires.

En Afrique du Sud, le maréchal Smuts battu aux élections est remplacé comme chef du gouvernement par le nationaliste Malan.

DIMANCHE 30 MAI. — En Tchécoslovaquie, la liste unique obtient 90 % des suffrages exprimés.

Découverte de l'usine Renault

Quel est le sort fait à ses ouvriers par la Régie nationale des Usines Renault ? On sait que le but de la R.N.U.R. est double : 1° être usine témoin de la nationalisation ; 2° mettre sur le marché français la voiture populaire. Il est donc intéressant de voir quel est le sort des ouvriers de chez Renault et comment ils regardent eux-mêmes la nationalisation de leur usine. Les *Cahiers du Travail* d'avril ont publié, sous ce titre : « Découverte de l'usine Renault », un remarquable article, écrit par un ouvrier de l'usine, dont voici la conclusion :

Dans l'immense majorité des cas l'ouvrier est toujours considéré comme un rouage de l'usine et n'est pas intéressé à son travail.

Dans 98 % des cas les ouvriers ne savent pas à quoi serviront les pièces qu'ils fabriquent. On ne leur offre pas l'occasion de visiter l'usine (ce qui pourrait se faire dans la première quinzaine de leur entrée).

Pour le travail à la chaîne l'ouvrier ou l'ouvrière ne change pas de poste.

Dans de nombreux ateliers les hommes et les femmes occupent les mêmes postes, ont les mêmes temps. Vu sous l'angle uniquement capitaliste c'est normal (quoique l'on ne puisse l'admettre), mais l'usine étant nationalisée un effort ne pourrait-il pas être fait ? Les femmes ont des caisses ou des pièces très lourdes à porter ; elles se fatiguent plus vite que les hommes.

Les postes pouvant être occupés par des femmes sont occupés par des hommes valides : magasins de petit outillage dans les ateliers, magasins de produits chimiques (chiffons, huiles, graisse, etc...) balayage des allées.

Dans certains ateliers, par l'action de militants ouvriers, il a été prouvé qu'un O.S. pouvait faire sur une pièce plusieurs opérations au lieu d'une seule ; le travail se faisait plus vite et était plus agréable. Ces militants se sont heurtés à l'incompréhension des chefs. Il y a certes quelques départements (un département est la réunion de plusieurs ateliers travaillant à la même fabrication) où le chef est compréhensif, mais ils sont rares (4 à ma connaissance).

Dans beaucoup de cas une femme occupe un poste « féminin » par connaissance.

Les femmes enceintes occupent un poste assis au bout du quatrième mois ; elles bénéficient dès le premier mois d'un goûter gratuit ; elles ont droit à une heure pour prendre ce goûter. Cette heure est payée au tarif de base de leur catégorie ; elles bénéficient de ce goûter pendant tout le temps qu'elles allaitent leur enfant après la naissance.

Le travail de fabrication se fait au temps ; dans pas mal d'ateliers les temps n'étaient pas connus par les ouvriers ; depuis la grève de mai 1947 un certain courant a été créé et les ouvriers s'intéressent davantage à leurs temps.

Les douches existent, en petite quantité. Elles sont plus qu'insuffisantes. Par contre, pour la moindre blessure et sans difficulté on est très bien soigné à l'infirmerie qui est très bien. Les chefs d'équipe veillent attentivement sur ce point : pour la moindre coupure, dès qu'il y a un peu de sang, ils envoient « les récalcitrants » à l'infirmerie.

Il est aussi très facile d'avoir un entretien avec un chef, quel qu'il soit, mais ces contacts sont toujours « administratifs » et non humains.

Quelle est la participation ouvrière à la gestion ? Elle est plutôt nulle et cela par la faute de la C.G.T. et de la direction qui ne mettent pas assez les ouvriers dans le coup.

Les ouvriers ont élu le Comité d'entreprise. Les membres de ce comité ne les ont pas intéressés à la gestion ; ils ont suivi les ordres de la C.G.T. sans s'occuper du travailleur.

Donc la gestion ouvrière est aux mains d'un Comité central d'entreprise. Pourquoi C.C.E. ? parce qu'un membre du C.E. de l'usine du Mans y est inclus.

Le C.C.E. a constitué 5 commissions techniques et 6 commissions sociales.

L'activité des commissions sociales est d'un paternalisme absolument dégueulasse. La gestion de la R.N.U.R. n'est pas une gestion ouvrière, c'est la gestion des fonctionnaires, les syndicats se désintéressant des travailleurs.

Il existe aussi dans chaque département les Comités

mixtes à la production. Ces C.M.P. doivent tenir au courant des suggestions le chef de département. Mais ces membres sont choisis par les dirigeants cégétistes. Les travailleurs s'en désintéressent totalement et la plupart les ignorent.

Pour être franc et objectif, il faut dire que si les ouvriers sont si peu intéressés à la gestion c'est plutôt la faute des syndicats (surtout C.G.T.) que de la direction. Les syndicats jusqu'à ce jour ont chez Renault failli à leur mission.

Après l'exercice de l'année 1945 il avait été décidé entre la direction d'une part et les organisations syndicales d'autre part, et après entente avec le gouvernement, qu'une part des bénéfices serait allouée au personnel.

Cette prime fut appelée « participation aux bénéfices ». Elle fut ainsi fixée :

2,50 par jour de présence ;
2 % sur le salaire brut perçu en 1945.

Cette prime encourageait l'assiduité et respectait en même temps l'échelle hiérarchique (2 % sur le salaire). Tout le monde, sauf les « S.T.O. », fut content. Les S.T.O. rouspétaient et disaient que Renault les ayant envoyés en Allemagne, ce n'était pas leur faute s'ils n'avaient pas travaillé toute l'année.

Cette prime fut malgré tout un encouragement. La direction alloue à la commission des cantines une subvention pour que le repas revienne moins cher au personnel (150 millions pour 1947).

La participation aux bénéfices n'a eu lieu que pour 1945. La régie préfère augmenter (au compte-gouttes) les salaires. Pour cela il a été créé une prime collective et progressive suivant le nombre de véhicules sortis, qui est aussi fonction du coefficient hiérarchique. Elle se chiffre à environ 5 francs de l'heure pour un O.S. 2.

Comme je le disais au début, malgré la nationalisation, les travailleurs ne sont pas considérés comme des hommes.

Certaines commissions sociales du C.C.E. apportent quelque chose aux travailleurs, mais ça pue le paternalisme à plein nez et la majorité des travailleurs s'en désintéressent.

L'ouvrier n'est pas considéré comme un associé (quoiqu'en dise M. Lefaucheur), mais comme un simple producteur.

On sent le manque de cohésion entre le service personnel et le service hygiène. La plupart des assistantes sociales, docteurs, infirmières, prennent leur boulot à cœur, et le font consciencieusement, mais se heurtent à l'incompréhension des chefs et des ouvriers.

Certes, M. Lefaucheur édite chaque mois un bulletin d'information, mais la réalité est quelquefois éloignée de la teneur des textes.

L'hygiène dans les ateliers (douches, aération, etc...) n'est pas assez poussée.

L'usine anonyme L. Renault est devenue la R.N.U.R. ; la forme juridique a changé, mais les structures sont restées et aucune modification profonde n'a été ressentie par l'ouvrier.

Dans leur immense majorité les ouvriers se désintéressent de la marche de l'entreprise ; ils ont élu le C.E. et maintenant ils ne sont plus en rapport avec lui ; ils ne se sentent pas intéressés à l'affaire.

Dans mon atelier sur 30 gars que j'ai interrogés pas un seul ne savait que le C.C.E. jouissait de la personnalité civile, pas un seul ne savait exactement ce qu'était le C.C.E. (il y avait dans ces 30 deux collecteurs C.G.T. et un C.F.T.C.).

Les ouvriers n'ont pas senti que la libération ait changé quelque chose. Durant la grève du mois de mai j'ai discuté avec près de 300 gars et femmes qui étaient dans l'usine depuis 34 ou 35. Tous disaient : « Il y a eu du changement en 36, mais depuis c'est pareil ». Donc ce désintéressement est dû à deux causes principales : la déception de la nationalisation, la faillite des syndicats.

Dès que l'usine fut réquisitionnée un grand souffle d'espérance passa sur les travailleurs de chez Renault. Ils croyaient que la vie à l'usine allait changer.

En septembre 44 à la fin de la guerre ce fut le retour à la liberté syndicale ; la joie de travailler enfin pour la France. La C.G.T. lança son mot d'ordre : Produire ; les gars se mirent à l'œuvre.

En juin 45 la guerre était terminée. Les S.T.O. revinrent. Eux furent vraiment déçus, car ils croyaient trouver du changement dans l'usine maintenant

nationalisée. Certes, en Allemagne ils en avaient bavé, mais bien souvent l'usine était plus propre que chez Renault. Il y eut aussi une petite rancœur contre certains « collabos » qui étaient encore là. Plus tard ils furent déçus par le mode de distribution de la prime qui, selon eux, les défavorisait. Ce sont déjà les premiers vagissements du mécontentement.

Puis les travailleurs virent que l'esprit « je m'enfoutiste » régnait parmi beaucoup de chefs. Exemple : Une machine ne tourne pas bien rond ; si elle peut encore produire on ne la fait pas réparer ; on attend qu'elle ne tourne plus du tout. Résultat : la perte de temps est beaucoup plus grande (10 h. de réparation au lieu de 2) et la production a baissé.

Les contacts entre chefs et ouvriers étaient certes aussi faciles qu'avant, mais ils demeuraient comme avant « administratifs » et non humains.

La direction et le C.C.E. éditérent chacun un bulletin d'information mais ce n'est pas suffisant pour intéresser les gars à la marche de l'usine. La paie est identique aux autres boîtes dont le patron est un bonhomme. On dit qu'il n'y a pas de bénéfices, alors on se demande pourquoi L. Renault en faisait.

Une seule chose avait été faite : c'est la participation aux bénéfices pour 1945 (soit 2.000 francs pour un O.S. 2) c'est tout. Le reste se fait dans les autres boîtes importantes. Pour nous, l'usine Renault est restée inhumaine, pour nous travailleurs nous ne sommes toujours qu'un instrument de production ; plus que le salaire les travailleurs considèrent que la nationalisation au début 1948 n'a pas rempli son rôle.

L'Etat est devenu patron, mais les ouvriers restent des exploités.

Dans l'usine nationalisée le syndicat avait une grande mission à accomplir : l'éducation de la masse pour qu'au moins à l'échelon départemental elle s'intéresse à la marche de l'entreprise.

La grande responsable est la C.G.T., car la C.F.T.C. et la C.N.T. ne sont que des atomes.

La C.G.T. n'a pas été éducatrice car si on comprend qu'il faille des hommes de valeur au C.C.E., elle pouvait former des militants par les Comités mixtes à la production, mais elle a mis là des « purs » du syndicat, c'est-à-dire des communistes.

La C.G.T. fit des délégués du personnel des délégués syndicaux.

La masse pour elle ce n'était que des électeurs et au moment des élections le baratin fut roi et la démagogie fut reine.

La masse, elle la fit manœuvrer pour des raisons bien souvent ultra-syndicales.

Ce qui devait arriver arriva ; les travailleurs se sont désintéressés du syndicat et la grève de mai 1947 fut la preuve éclatante de la faillite de sa mission.

Le syndicat (et le C.C.E. aux ordres du P.C.F.) dans un but démagogique fit du paternalisme mais faillit à sa mission éducatrice et cela sans chauvinisme aucun car chaque travailleur conscient le constate.

La C.F.T.C. n'est pas assez ancrée dans les ouvriers et ses louvolements lors des conflits ne sont pas pour donner confiance aux travailleurs.

Si le syndicat n'y met pas du sien la structure de l'usine restera inchangée.

Bien souvent dans les précédents chapitres j'ai dit que l'usine est inhumaine. Pourquoi ?

Parce qu'à Billancourt, dans une usine de 75 km., bien souvent l'ouvrier ne connaît que 500 m2.

Parce que l'ouvrier sent qu'il n'est pas considéré comme un homme, mais un « producteur ». Il ne sait pas où va le travail qu'il fait et à quoi il sert.

Parce que c'est seulement en 1948 par le bulletin d'information qu'on lui montre comment est organisée l'usine.

Parce qu'il mange à la cantine Renault, qu'il peut acheter à la coopé Renault, avoir un habit Renault, faire du camping avec le matériel Renault, faire du sport sur le terrain Renault avec des équipements Renault et des monteuses Renault, parce qu'il touche sa paie avec un papier sur lequel ne figure pas son nom, mais un numéro, parce que s'il se marie il pourra avoir la batterie de cuisine Renault et parce qu'on lui promet des maisons Renault, l'ouvrier de l'usine ne se sent pas un homme mais un objet qu'on essaie de standardiser.

Voilà les principales causes pour lesquelles l'usine est inhumaine.

« Si la révolution éclatait... »

Ce qu'il faut dire a ouvert une enquête « Si la révolution éclatait... » Son numéro du 10 avril a publié la réponse de Fontenis, secrétaire de la Fédération anarchiste, réponse reflétant le point de vue des militants de cette organisation. En reproduisant les passages essentiels, nous ferons remarquer que s'il est trop vrai que présentement une prise du pouvoir par les staliens ou par les gaullistes peut être regardée comme un aspect du problème de la guerre, il ne faut pas exclure d'autres hypothèses ; la guerre peut paraître lointaine et des tentatives de prise du pouvoir, tant par les uns que les autres, se produire.

Pour les militants de la Fédération anarchiste, la question ne se pose pas aussi simplement que dans les termes de l'enquête de C.Q.F.D.

En effet un militant révolutionnaire ne peut ni opter ni être neutre. Il ne peut opter pour un clan politique car il cesserait d'être anarchiste. Il ne peut être neutre car il n'est plus alors un révolutionnaire, et pour reprendre l'excellente phrase de Paul Lapeyre, « ...Les timorés s'abstiendront toujours, et toujours trouveront d'excellentes raisons philosophiques pour justifier, après coup, une abstention causée seulement par un appauvrissement du sang, ou une insuffisance glandulaire ».

...Dans les mouvements tactiques, il peut se trouver « aux côtés » de telle ou telle équipe, ce n'est pas qu'il l'aura choisie, c'est que, momentanément, il y aurait un adversaire commun. Mais gardons-nous surtout de poser des pseudo-problèmes. Ecartons par exemple l'éventualité d'un putsch stalinien sans appui populaire ou accompagné d'une indifférence du peuple.

Présentement (car la réponse à l'enquête de C.Q.F.D. doit varier dans ses précisions suivant les conjonctures) le peuple est indifférent. Cette indifférence suffirait à la rigueur à un putsch gaulliste appuyé sur l'armée et la complicité des sphères dirigeantes. Mais le P.C.F. sait qu'il ne peut compter sur un large appui populaire. Il aurait de plus, contre lui, toutes les forces gouvernementales et gaullistes dont l'union serait imposée par les faits.

Enfin, de Gaulle vient de montrer nouveau visage. Il se rapproche de la troisième force et sa venue au pouvoir ne semble pas devoir se faire par la violence. Tout au plus par le chantage ou un baroud très bref, gaullisme et troisième force n'étant que deux aspects de la défense du système américain. Quant aux staliens, ils n'ont plus d'espoir de venir au pouvoir que comme Quislings à la faveur d'un déclenchement de la guerre qui porterait les armées russes jusqu'à l'Atlantique. C'est donc l'évolution sur le plan mondial qui conditionne les événements politiques de France comme des autres pays.

Dans le cas de l'accession au pouvoir du gaullisme, ce serait à coup sûr la répression pour tous les révolutionnaires, ce serait pour les anarchistes la continuation de la lutte, clandestine, mais sur une position toute différente des autres « résistants », staliens par exemple.

Si un soulèvement populaire s'opposait à la nouvelle formule gouvernementale, les anarchistes s'efforceraient de l'influencer, sans prendre parti pour les autres adversaires du gaullisme, dans le camp desquels ils se trouveraient par la force des choses. Il y aurait donc une nécessaire et très nette prise de position. Là encore, le militant ne saurait ni opter ni se réfugier dans l'indifférence.

Et dans le cas, bien improbable, où gaullistes et gouvernement d'une part, staliens réduits à leurs seules forces d'autre part, se heurteraient, notre attitude d'« attentisme résistant », comme dit Prunier, ne serait encore ni un choix pour un des camps ni une abstention, mais une position révolutionnaire en attendant un possible « activisme offensif ».

Reste le cas d'un pouvoir « stalinien » qui, nous le répétons, ne peut plus se concevoir que comme un aspect d'une guerre. Toute opposition ouverte brisée en même temps que la résistance militaire des gouvernements « européens », seule serait possible la dure lutte clandestine telle que la mènent nos camarades de Bulgarie.

En conclusion, la victoire définitive d'une des forces en France (comme en Italie), marquée par l'écrasement de l'opposition, serait concomitante à l'évolution rapide vers la guerre.

La fatale erreur de jugement de Benès

Dans le *Figaro littéraire* des 15 et 22 mai 1948, Demaree Bess, qui fut correspondant du *Saturday Evening Post*, a expliqué, d'après les propres confidences de Benès, comment le « bènèt solennel » a été roulé par Staline. Sa conclusion mérite d'être citée :

Lorsque dernièrement le monde se pencha sur les dramatiques événements de Prague, beaucoup s'étonnèrent que le docteur Benès n'ait pas lutté avec plus d'énergie contre les conspirateurs communistes. En vérité, l'édifice construit par le docteur Benès s'était écroulé plusieurs mois auparavant, le jour où Staline avait renié sa parole. Ce fut en effet le dictateur russe en personne qui, lorsqu'on apprit que le gouvernement tchécoslovaque avait accepté l'invitation de Paris de venir discuter le plan Marshall, convoqua brusquement les ministres du docteur Benès à Moscou. Jan Masaryk était parmi eux, et de retour à Prague il raconta à un diplomate américain ce qui était arrivé au Kremlin. Staline avait accueilli la délégation tchèque avec un ultimatum : « Annulez immédiatement votre acceptation. » Masaryk plaida alors auprès de Staline. Quand il lui demanda de laisser les Tchèques se rendre à la Conférence de Paris, au moins pour quelques jours, pour « sauver la face », Staline répondit séchement :

— Je ne veux pas que vous sauviez la face.

Cette riposte méprisante fut rapportée au docteur Benès. Le vieil homme d'Etat comprit que ces mots sonnaient le glas de la Tchécoslovaquie libre. Il avait basé tous ses plans sur la promesse de Staline de traiter la Tchécoslovaquie comme un pays indépendant. Le docteur Benès était devenu la victime d'une fatale erreur de jugement.

ENTRE NOUS

Notre administrateur a fait ses comptes et le compte de ses abonnés. Il y a tout de même un déchet dans la grande opération de renouvellement des abonnements de la première année. Mais il suffit de consulter la liste de ceux qui — malgré nos circulaires et la mention portée sur la bande — n'ont pas adressé leur renouvellement, pour faire une part très large à la négligence. Pas de doute sur ce point, lorsqu'il s'agit de camarades, collaborateurs ordinaires de la revue et même membres du noyau.

Ce n'est pourtant pas un gros effort que de porter un mandat à la poste.

Le recouvrement à domicile est trop onéreux. Or nous devons limiter nos dépenses au minimum. C'est bénévolement que des camarades se collent aux fastidieuses besognes administratives — comme d'autres se consacrent à la rédaction et à « la cuisine » de la revue... ce sont quelquefois les mêmes ! car notre équipe n'est pas nombreuse. Il faut leur faciliter la tâche.

Nos comptes financiers, arrêtés le 31 mai, nous assurent la publication de trois numéros.

Vous êtes satisfaits ? Pas nous. Une prévision pour trois mois, c'est nettement insuffisant. Il nous faut plus de sécurité et d'aisance. Chacun de nos amis peut-il affirmer qu'il a épuisé toutes ses possibilités de recrutement ? Le plus isolé de nos abonnés ne peut-il au moins s'engager à nous décrocher un nouvel abonnement ? Il nous faudrait doubler notre contingent pendant les vacances pour repartir, en octobre, avec quelque confiance.

L'actualité a bousculé nos prévisions. Impossible de publier, ce mois-ci, une monographie de Marthe Bigot sur cent ans de lutte féministe et une étude de Pierre Mad sur la portée des journées de juin 1948. Il nous a semblé qu'il était plus urgent d'éclairer nos lecteurs sur la situation italienne et le problème palestinien.

Nous sommes encore obligés de remettre au prochain numéro la liste des abonnés de soutien.

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI



D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN MAI

RECETTES

Abonnements :		
Ordinaires	89.970	
De soutien	22.800	= 112.770
Souscriptions		
Vente « R. P. »	12.387	
Vente brochure « Où va la C.G.T. ? »	270	
Publicité	9.743	
Divers (commande de livre)	500	

Total des recettes 146.810

En caisse au 1er mai

295.989

DEPENSES

Impression :		
Reliquat n° 12 de mars	8.268	
N° 13 d'avril	52.000	
	60.268	
Frais divers :		
Bandes, clichés, timbres	9.129	= 69.397

SOLDE

En espèces	701	
Aux chèques postaux	225.891	= 226.592

Frais dus :

Impression et routage du n° de mai	47.750
--	--------

Nombre d'abonnés à fin mai : 1.365.

SOUSCRIPTIONS

Thérèse Verny (Puy-de-Dôme), 100 ; Beauné (Côte-d'Or), 100 ; E. Ballereau (Indre), 200 ; Maurice Isert (Paris), 200 ; Hallier (Seine), 100 ; E. Allot (Finistère), 100 ; Pierre Martin (Drôme), 200 ; Marie Forest (Rhône), 200 ; Mme S. Naconne (Rhône), 200 ; Denayer (Nord), 50 ; Mme Teissier (Alpes-Maritimes), 100 ; Beau (Loire), 200 ; Charron (Landes), 100 ; J. Cornec (Paris), 300 ; J. Sauzet (Allier), 50 ; G. Clément (Loire-Inférieure), 100 ; J. Itard (Paris), 200 ; A. Husson (Paris), 300 ; G. Jacquet (Haute-Garonne), 200 ; M. Berthelemy (Indre-et-Loire), 100 ; R. Wipff (Paris), 200 ; L'Haridon (Finistère), 100 ; Mougeot (Haute-Marne), 100 ; J. Rival (Loire), 50 ; R. Lagrange (Saône-et-Loire), 30 ; Mme Marquis (Paris), 200 ; Vaillard (Paris), 200 ; Lily Wullens (Oise), 100 ; E. Pernot (Pas-de-Calais), 150 ; Bermon (Var), 100 ; Désarménien (Puy-de-Dôme), 200 ; P. Dupont (Ain), 100 ; H. Gandon (Paris), 50 ; Gassies (Landes), 200 ; Mme Albenque (Alger), 50 ; A. Lapraz (Haute-Savoie), 50 ; J. Le Gall (Seine-Infér.), 100 ; Leblanc (Haute-Vienne), 50 ; Vidalenc (Hérault), 100 ; M. Ruffin (Paris), 50 ; M. Mittelette (Aisne), 50 ; J. Boyer (Loire), 200 ; Le Coutaller (Morbihan), 200 ; J. Laplaud (Haute-Vienne), 80 ; Debord (Alger), 200 ; L. Preciosi (Alger), 30 ; Venot (Paris), 100 ; Delusme (Seine), 200 ; Dr. Arbeltier (Seine-et-Marne), 200 ; Bettendorffer (Seine), 200 ; Couillard (Seine), 50 ; Frey (Seine), 30 ; Christophe (Paris), 80 ; J. Gorce (Gironde), 100 ; L. Pajot (Seine), 50 ; Saint-Jacques (Paris), 350 ; J.-F. Mest (Finistère), 100 ; M. Fontaine (Rhône), 200 ; Livartowsky (Paris), 200 ; Dambourges (Basses-Pyrénées), 200 ; Caps (Gironde), 150 ; Gibrat (Finistère), 100 ; Syndicat général F.O. Métro (Paris), 150 ; G. Vidalenc (Paris), 100 ; Couic (Finistère), 200 ; Viale (Seine), 200 ; Chambon (Paris), 200 ; A. Mallet (Hte-Loire), 200 ; L. Ancely (Paris), 100 ; Allégre (Alger), 200 ; Dreux (Alpes-Maritimes), 200 ; Colliard (Seine), 100 ; Duperray (Loire), 50 ; Jéguy (Bouches-du-Rhône), 50 ; P. Albert (Hérault), 50 ; L. Glodeau (Seine), 200 ; Meysenq (Hautes-Alpes), 100 ; N. Juliot (Paris), 200 ; Mondet (Drôme), 50 ; J. Rigal (Haute-Garonne), 100 ; Mlle Chapotot (Paris), 200 ; Charbit (Haute-Garonne), 140. — Total : 11.140 fr.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV°

Tél. SEGUR 89-81

Métro : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Questions sociales

<i>Les Congés payés</i>	12 »
<i>Le Droit syndical</i>	12 »
<i>Les Comités d'Entreprise</i>	10 »

Etudes socialistes

Maximilien Rubel : <i>Pages choisies pour une éthique socialiste</i>	450 »
D. O. Evans : <i>Le Socialisme romantique</i>	300 »
Lucien Laurat : <i>Le Manifeste communiste de 1848 et le monde d'aujourd'hui</i>	210 »

Pédagogie

Pierre Naville : <i>La formation professionnelle et l'école</i>	150 »
---	-------

Littérature

Elio Vittorini : <i>Conversations en Sicile</i>	240 »
Malcolm de Chazal : <i>Sens plastique</i>	575 »
Jacques Prévert : <i>Paroles</i>	250 »

Extrait de notre catalogue

Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i>	300 »
C. Talès : <i>La Commune de 1871</i>	100 »
Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i>	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i>	100 »
Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i>	40 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicaux ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre **Catalogue général** et notre **Bulletin mensuel**.

